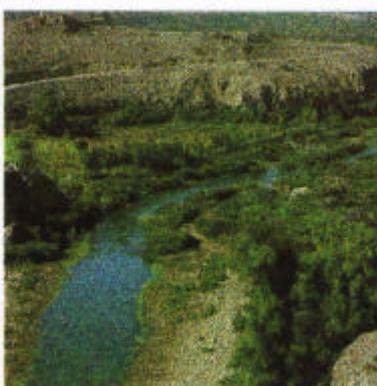


MODAC  
DON CHL

# RECOMPOSITION DE L'ESPACE RURAL DE LA REGION DE COQUIMBO (CHILI)

## PROBLEMATIQUE DE LA MIGRATION DANS LES COMMUNAUTES AGRICOLES



MEMOIRE DE DESS "AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT LOCAL"

SOUS LA DIRECTION DU PROFESSEUR  
**HERVE DOMENACH**

**NICOLAS D'ANDREA**



OCTOBRE 1997 Fonds Documentaire ORSTOM  
Cote : A \* 12 464 Ex : 1

## AVANT PROPOS

Ce mémoire a été réalisé par l'auteur durant son affectation à Santiago du Chili, comme Coopérant du Service National. L'expérience résulte d'une convention entre l'IAR d'Aix-en-Provence et le Laboratoire Population-Environnement (ORSTOM-Université de Provence) de Marseille.

L'investigation s'intègre au programme de recherche ORSTOM-Universidad de Chile « Transformation des espaces ruraux et processus d'intégration régionale : peuplement, viabilité sociale et environnementale au Chili ».

Elle a bénéficié de la logistique ORSTOM au Chili, comprenant moyens (financement de l'enquête, locaux, matériel informatique, transport etc.) et ressources humaines.

La recherche a été encadrée au Chili par le démographe Philippe Hamelin, notamment concernant le terrain et les analyses des recensements.

Le Professeur Hervé Domenach, démo-économiste spécialiste des migrations, est à l'initiative de la collaboration, et a supervisé l'ensemble du travail.

## Remerciements

Cette expérience n'aurait pas eu lieu sans la confiance de Michel Picouet et Hervé Domenach du laboratoire Population-Environnement.

J'ai bénéficié des locaux du laboratoire AGRIMED dirigé par le Professeur Fernando Santibañez, dans un environnement humain exceptionnel.

Philippe Hamelin par son pragmatisme, m'a mis sur les rails plus d'une fois.

Patrick Livenais, démographe et responsable du programme, m'a lu et permis de renforcer ma réflexion.

La mission ORSTOM de Providencia est une seconde maison grâce à Nelda, Sergio, et tous les orstomiens.

Gérard Hérail et Pierrick Roperch, Représentants ORSTOM au Chili ont facilité mes démarches.

Patrice Rondo, homologue coopérant, s'est attaché au fastidieux travail de relecture.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	1
PREMIERE PARTIE	5
<b>Communautés paysannes dans une zone semi-aride</b>	
Introduction	6
<u>I Diagnostic spatial</u>	7
A) La Région de Coquimbo	7
1 Un espace aride et semi-aride	7
2 Quatre unités géomorphologiques	9
B) L'Espace des Communautés Agricoles de la IV Región	11
1 Localisation des Communautés Agricoles	12
2 Etat de la désertification dans les Communautés Agricoles : cas de la province du Limari	14
<u>II Caractéristiques du système agro-écologique</u>	16
A) Mode de production type	16
1 L'organisation foncière	16
2 L'agriculture	17
3 L'élevage	18
B) L'équilibre des Communautés Agricoles menacé	20
1 La reproduction du système géographique	20
2 Limites de l'adaptation écologique	21
Conclusion	24
DEUXIEME PARTIE	26
<b>Norte Chico : origines et mutations d'une société rurale</b>	
Introduction	27
<u>I Constitution et crépuscule du système agraire traditionnel : Le Norte Chico de la conquête aux années 1960</u>	28
A) La grande propriété rurale	28
1 Permanence de l'hacienda	28
2 Au sommet de la pyramide sociale : les hacendados	29

B) Paysans non-proprétaires	30
1 Relations de faire-valoir indirect dans l'agriculture chilienne	30
2 Faire valoir indirect dans le Norte Chico	31
C) La petite propriété rurale	31
D) Les Communautés Agricoles	32
1 Les processus de formation	32
2 Conclusions sur la question de l'origine des Communautés Agricoles	34
<u>II La modernisation : changement agraire dans la Région de Coquimbo</u>	36
A) Le processus de Réforme Agraire	36
1 Une réforme à trois vitesses	36
2 La Réforme Agraire dans la Région de Coquimbo et ses CA	38
B) De 1973 aux années 80 : la « révolution capitaliste »	39
1 Contre-réforme et évolution vers l'ultra-libéralisme	39
2 La nouvelle distribution de la terre dans la Région de Coquimbo	39
C) La société rurale chilienne actuelle	41
<u>III Les secteurs agricoles et miniers, traditionnels employeurs de la population régionale</u>	
A) Histoire économique du Norte Chico : le binôme agro-minier	43
1 La colonie	43
2 Le XIXe siècle	45
B) Agriculture et mine aujourd'hui	46
1 Dominance de la viticulture et leadership de la province du Limari	46
2 La mine dans la région de Coquimbo et le Norte Grande	48
Conclusion	51
TROISIEME PARTIE	54
<b>Approche de la migration par les recensements et l'enquête : le cas d'El Peral-Los Corrales</b>	
Introduction	55
<u>I Populations</u>	56
A) Caractérisation de la population des Communautés Agricoles	56
1 Estimations de la population	56
2 Structures de la population	58
3 La pauvreté rurale régionale circonscrite dans les Communautés Agricoles ?	60
B) La Communauté Agricole Punitaqui, secteur El Peral-Los Corrales	62
1 Présentation	62
2 Structures : âge, sexe, éducation	64

## II Les migrations

A) L'exode rural dans la région de Coquimbo	66
B) La migration dans la zone El Peral-Los Corrales	68
1 Dynamique de la population entre 1952 et 1996	68
2 Approche de la migration à travers la dispersion familiale	72
3 Soldes migratoires : analyse de la période 82-96	75
4 Situations de migration	77
Conclusion	83
CONCLUSION GENERALE	84
Bibliographie	87
Table des illustrations	91
Annexes	93

## INTRODUCTION GENERALE

### Contexte général de l'étude : désertification et globalisation

L'internationalisation de l'agriculture produit de puissants effets sur la société rurale chilienne, particulièrement dans la Région de Coquimbo ou IV Région (encore appelée Norte Chico par référence à la dénomination historique). Au cours des années 1970 et 1980, la politique économique du Chili a favorisé un développement basé sur l'exportation. Certaines régions rurales, économiquement faibles par le passé, jouissant d'un avantage relatif sur le marché international, ont fait l'objet d'une expansion remarquable. La production fruitière chilienne a quadruplé entre 1965 et 1989. La fruticulture représente une des principales sources de devises du pays, derrière le cuivre, et sur le même plan que la pêche et le bois. Le raisin de table représentait 50 % des exportations de fruits en 1996. Or la Région de Coquimbo en est le principal producteur, grâce à la précocité des vendanges, qui lui permet d'être présente au meilleur moment sur le marché nord-américain.

La IV Région recouvre l'essentiel de la zone méditerranéenne-aride chilienne. Cette situation climatique pose un problème d'approvisionnement en eau, accentué par l'augmentation de la demande et la diminution des précipitations. La croissance démographique et le développement agricole de la Région de Coquimbo, exercent une pression croissante. De plus, on constate une détérioration des sols et de la végétation, impliquant un processus de désertification. Les pouvoirs publics préoccupés par cette menace, appuient des programmes d'investigation qui font du Norte Chico un véritable laboratoire.

Les deux thèmes - désertification et globalisation - se rencontrent autour de celui des Communautés Agricoles. La détérioration des ressources naturelles en zone aride a été partiellement attribuée à l'action anthropique, et notamment aux pratiques agro-pastorales des habitants des Communautés Agricoles. Sur le plan économique, la nouvelle localisation de l'emploi agit sur la mobilité, et renouvelle la géographie humaine régionale. La population et l'espace des Communautés Agricoles participant de cette dynamique de transformation du territoire, offrent un excellent point d'observation sur les changements en cours. La problématique des migrations constitue une transversale particulièrement pertinente, face à ce qui semble être une nouvelle étape fondamentale du peuplement régional.

### La migration dans les Communautés Agricoles : antécédents bibliographiques

Le poids des Communautés Agricoles tient plus à leur domaine foncier qu'à la population qui y vit. En effet, les 24 439 personnes habitant la zone d'après le dernier recensement, soit 1/20e de la population régionale, possèdent un quart de la Région de Coquimbo. De fait, l'espace physique des Communautés a été mieux étudié que l'organisation humaine, quantitativement et qualitativement. Les questions sociales ont été peu traitées, et parfois par des non-spécialistes, agronomes en premier lieu.

On doit néanmoins quelques excellentes thèses à l'Universidad de Chile, dans les années 60, en économie agraire et sociologie rurale. Dans le courant de la Réforme Agraire, la tendance est initiée par la recherche de Patricia Cañon<sup>1</sup>, sur trois Communautés de la province du Choapa.

---

<sup>1</sup> P. Cañon, *Las Comunidades Agrícolas de la provincia de Coquimbo frente a una Reforma Agraria : el caso de Mincha*, Santiago, 1964.

La décennie 1970 est moins prolixe compte-tenu du contexte politique, et privilégie les perspectives économiques. La période est marquée par l'investigation IREN-CORFO<sup>1</sup>, vaste programme pluri-disciplinaire, portant sur la totalité de l'espace des Communautés Agricoles. Les années 1980 apportent de nouvelles études de cas émanant du Departamento de Ciencias Sociológicas y Antropológicas de la Universidad de Chile (A. Zuñiga Arias<sup>2</sup>, M. Castro<sup>3</sup>). Les thèses et publications récentes témoignent pour l'instant d'une stabilité dans l'intérêt porté aux Communautés Agricoles de la Région de Coquimbo, et du développement d'une réflexion dans le domaine du droit.

Si l'on dispose de matériel bibliographique dans les disciplines pré-citées, concernant la démographie et le thème des migrations, les antécédents sont ténus. Quelques études de cas s'intéressent à la structure des âges, et constatent la pregnance du phénomène migratoire, mais ne l'analysent pas. Il faut se référer à l'échelle régionale pour trouver des travaux spécialisés, en l'occurrence ceux de Jorge Ide Zuñiga<sup>4</sup>principalement. Signalons par ailleurs, quelques réflexions plus actuelles concernant l'attraction de la viticulture dans la vallée du Limari<sup>5</sup>. Nous parvenons ainsi au constat qu'en matière de migrations dans les Communautés Agricoles, seules sont disponibles des observations souvent anciennes, en l'absence de toute quantification<sup>6</sup>. Dans un tel contexte, il nous apparaît difficile de réaliser un diagnostic de la migration, mais notre travail peut constituer une première approche de l'information, de la méthodologie et des déterminants.

### L'analyse

Les Communautés Agricoles peuvent s'étudier du point de vue de la population et de l'espace, au niveau de l'ensemble ou à partir d'une unité type. Nous essaierons d'explorer successivement toutes ces échelles, du général au particulier, afin de composer un spectre de références assez large. A ces niveaux d'analyse se superpose celui de la Région de Coquimbo. L'étude des Communautés Agricoles nous permet de comprendre les transformations régionales, et le devenir des Communautés ne peuvent s'appréhender qu'en relation avec la société englobante. Cependant, il faut se rendre compte de l'idéologie dissimulée derrière la désignation de cet ensemble. Les Communautés Agricoles ne sont pas un territoire, mais un espace objectivé par la loi. Les pouvoirs publics en incitant à produire des réflexions générales, en recherchant les points communs pour des solutions communes, ont renforcé cette conception unitaire. Pourtant, il serait profondément erroné d'en déduire l'existence d'une entité sociale. L'espace des Communautés Agricoles est discontinu, composé de territoires aux caractéristiques comparables, mais qui ne sont pas interconnectés.

Dans la première partie, nous décrivons tout d'abord l'environnement de la IV Región et des Communautés Agricoles. Puis, nous présentons un modèle typique d'organisation communautaire, et une hypothèse sur le rôle de la migration. La deuxième partie réfléchit sur l'évolution des structures agraires dans la région de Coquimbo. Quelle est l'origine et la

<sup>1</sup> IREN-CORFO, Estudio de las Comunidades Agrícolas de la IV Región, 16 Vol., 1977.

<sup>2</sup> A. Zuñiga. Arias, **Identificación y caracterización de las estrategias de reproducción económico-sociales en las Comunidades Agrícolas de la IV Región de Chile : el caso de Mincha Norte**

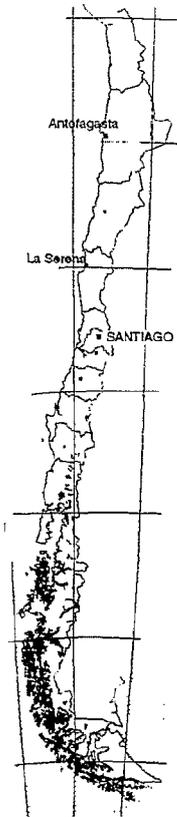
<sup>3</sup> Différents articles, dans **Ecosistemas pastorales de la zona árida de Chile**, 1986 ; la revue **Desarrollo y medio ambiente**

<sup>4</sup> **La emigración rural en la Provincia de Coquimbo**, 1972 ; **Una investigación sociológica sobre el éxodo rural en la Provincia de Coquimbo**, 1977.

<sup>5</sup> Cf. bibliographie, J. Ortiz, R. Gwyne

<sup>6</sup> Excepté J. Bustamante et. al., **Huentelauquen : una comunidad humana de zona en desertificación**, 1979.

trajectoire des Communautés Agricoles, comme partie historique d'un système régional ? A travers l'observation du changement agraire, se construit une hypothèse de détermination socio-économique de la migration. Reste alors en troisième partie, à confronter les concepts rassemblés, à des données objectives. Les recensements, les données d'une enquête réalisée par l'ORSTOM en 1996, complétées par notre propre expérience du terrain constitueront notre matériel de réflexion.



Echelle approximative  
1/10.000.000

**Fig. 1**  
**La région de Coquimbo dans la moitié nord du Chili**

# PREMIERE PARTIE

---

## COMMUNAUTES PAYSANNES DANS UNE ZONE SEMI-ARIDE

« Ce qui doit être pris en compte n'est ni l'humanité dans sa généralité, ni l'homme isolé, mais des sociétés particulières, avec un équipement technique, social et culturel, qui ont souvent joué un rôle important dans la diversification du vivant. »

**G. Dupré, Y a -t-il des ressources naturelles ?<sup>1</sup>**

---

<sup>1</sup> Cahier Sciences Humaines 32 (1) 96, pp. 17-27

## INTRODUCTION

Les éléments d'histoire concernant la Région de Coquimbo font référence au milieu de façon récurrente. On ne peut comprendre la spécialisation de l'agriculture, la particularité des structures agraires, le développement économique et démographique, sans concevoir l'originalité de la trame environnementale. Contrairement aux grandes régions agricoles du Chili, le Norte Chico ne se caractérise pas par une plaine centrale, mais par un espace montagneux que le réseau hydrographique Elqui, Limari, Choapa segmente en vallées est-ouest. Ce relief, associé à d'autres paramètres physiques, et structuré par l'activité humaine, détermine un milieu atypique.

Au sein de cette région particulière, se reproduit un certain type d'occupation humaine : la Communauté Agricole. L'anthropisation de secteurs relativement homogènes - les interfleuves essentiellement - caractérisée par une gestion des ressources très spécialisée, a créé un espace soumis à la dynamique régionale du milieu, mais probablement aussi à une dynamique propre. Ainsi, la Région de Coquimbo connaît un processus de désertification dont l'évolution n'est pas bien cernée, mais semble être accélérée dans l'espace des Communautés Agricoles. D'une part, il apparaît objectivement que les précipitations sont en régression depuis un siècle. D'autre part, plusieurs auteurs ont souligné depuis le XVIIIe siècle, l'impact déprédateur de l'activité humaine. Or, ce type de raisonnement s'est focalisé récemment sur l'existence des Communautés Agricoles. Les agronomes ont souvent montré du doigt ces paysans, qui pour survivre exploitent intensément un milieu particulièrement sensible. Nous tenterons d'apporter sur ce thème, quelques éléments d'évaluation.

Sans être conclusives pour les sciences humaines, les approches agro-écologiques ont le mérite de décrire la relation homme-milieu. Ce qui de notre point de vue, constitue un bon préambule à l'analyse sociale. Nous allons donc présenter dans une première partie, les caractéristiques environnementales de la Région de Coquimbo, et plus spécifiquement de l'espace des Communautés Agricoles. Dans une seconde partie, nous nous intéresserons à l'organisation communautaire dans ses aspects foncier et productif.

# I

## DIAGNOSTIC SPATIAL

### A) LA REGION DE COQUIMBO

#### 1 Un espace aride et semi-aride

##### Caractéristiques du climat

Des vallées transversales entre haute montagne et océan, le désert le plus aride du monde au nord, le début de la « zone méditerranéenne à pluies hivernales régulières » au sud, font de la Région de Coquimbo une aire de transition au système climatique très complexe, défini comme semi-aride par les climatologues. La cause fondamentale de ce climat est la persistance de l'Anticyclone du Pacifique (« Alta de Chile ») qui bloque les dépressions frontales durant l'hiver austral. Le déplacement de l'anticyclone à l'ouest ou au nord, est à l'origine des précipitations. De ce fait, la région bénéficie d'un ciel limpide (descente d'air sec et pur de la haute-atmosphère) et enregistre un maximum de radiations solaires dans les zones non-soumises aux brouillards côtiers.

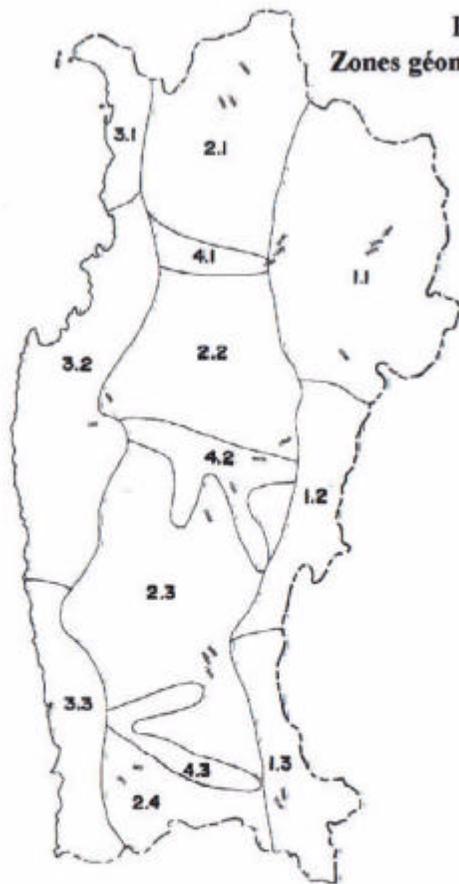
Ces radations maximales produisent un phénomène d'inversion thermique sur un grand espace intérieur où la température ne baisse plus avec l'altitude. Ainsi, entre 400 et 1200m la température de l'air est supérieure à ce qu'elle devrait être (de 3° en hiver, de 6° en été), créant des conditions très favorables pour l'agriculture. Les températures sont assez homogènes tout au long de l'année sur la côte, tandis que l'amplitude thermique est importante à l'intérieur de la région. Les moyennes du mois le plus chaud sont de 20,6° C ; 28,5° C ; 31,0° à Coquimbo, Ovalle, et Combarbalá tandis que les moyennes du mois le plus froid atteignent respectivement 9,2° ; 6,3° ; et 3,5°.<sup>1</sup>

Il existe un gradient d'humidité croissante orienté nord-sud. S'y ajoute un gradient ouest-est dû à l'influence andine. La présence du courant froid de Humboldt produit un cycle journalier et saisonnier de brouillards côtiers (*neblinas*) qui atténue les conditions d'aridité de l'intérieur jusqu'où le relief permet une pénétration. Les pluies sont rares et concentrées : 81% des précipitations ont lieu aux mois de mai, juin, juillet, août. Il y a en moyenne 18,7 jours par an de pluie à La Serena, 10,8 jours à Ovalle, et 17,3 à Illapel. Les pluies sont faibles sur la côte (à La Serena 47 % des précipitations sont inférieures à 1 mm) et plus intenses à l'intérieur (54 % des précipitations sont comprises entre 1 mm et 10 mm à Ovalle, 52 % à Illapel). Le niveau moyen annuel de précipitations était de 195 mm sur la décennie 1971-1980 en moyenne pour toute la région, de 72 mm à La Serena, et de 103 mm à Ovalle.<sup>2</sup>

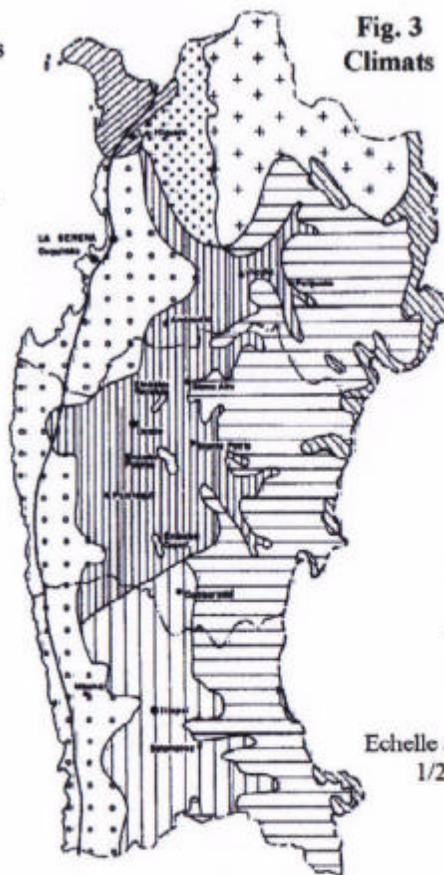
Nous nous référons à la cartographie des climats publiée par l'Institut Militaire de Géographie.

<sup>1</sup> Instituto Militar de Geografía, *Geografía IV Región de Coquimbo*, Santiago, 1988, p. 20

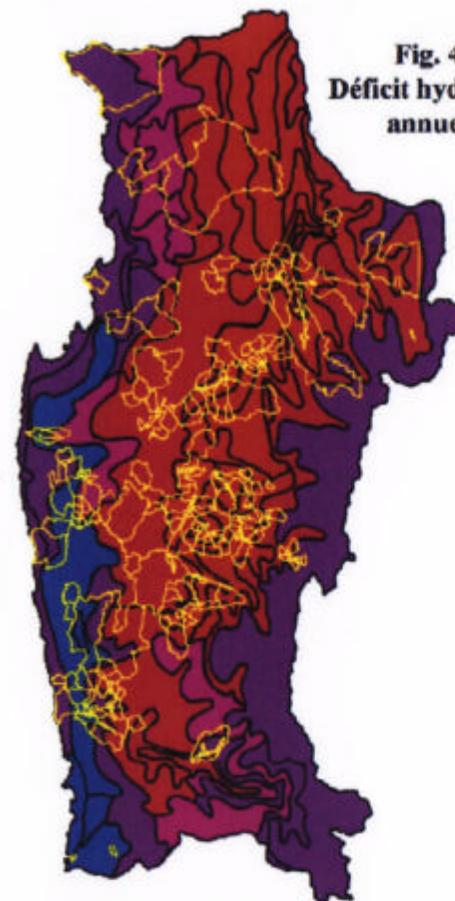
<sup>2</sup> Idem, pp. 16-18 ; d'après H. Schneider, *El Clima del Norte Chico*, U. de Chile, Santiago, 1969.



**Fig. 2**  
Zones géomorphologiques



**Fig. 3**  
Climats



**Fig. 4**  
Déficit hydrique  
annuel

**1. Haute Montagne**

- 1.1 Cordillère del'Elqui
- 1.2 Cordillère du Limari
- 1.3 Cordillère du Choapa

**2. Moyenne montagne**

- 2.1 Interfleuve nord-Elqui
- 2.2 Interfleuve Elqui-Limari
- 2.3 Interfleuve Limari-Choapa
- 2.4 Interfleuve sud-Choapa

**3. Côte**

- 3.1 Littoral nord
- 3.2 Littoral central
- 3.3 Littoral sud

**4. Vallées transversales**

- 4.1 Vallée de l'Elqui
- 4.2 Vallée du Limari
- 4.3 Vallée du Choapa

- Désert côtier avec nébulosité fréquente
- Désertique transitionnel
- Désertique froid de montagne
- Climat de steppe avec nébulosité fréquente
- Steppe tempéré mnarginal
- Steppe tempéré avec précipitations hivernales
- Steppe froide de montagne
- Toundra de haute-montagne

- 692-819
- 819-958
- 958-1055
- 1055-1281
- 1281-1455

### Le problème de l'eau

La Région de Coquimbo est soumise à une grande variabilité interannuelle du niveau de précipitations, et à l'imprévisibilité de la durée des périodes de sécheresse. Les années de sécheresse (une année de sécheresse se situe entre 30 et 60 mm, d'extrême sécheresse à moins de 30 mm) se succèdent parfois dans des configurations alarmantes, comme entre 1968 et 1970<sup>1</sup>, et à une époque plus récente, entre 1993 et 1996. Cette dernière période, a été qualifiée de sécheresse la plus grave du siècle. Mais la sécheresse ne se manifeste pas sur tout le territoire de la même façon. Elle affecte les vallées de l'Elqui et du Limari avec plus d'intensité<sup>2</sup>.

Les cours d'eau sont alimentés essentiellement par les accumulations de neige et de glace des hautes-vallées de la cordillère. De la topographie et de la température dépend le rythme de l'écoulement. Celui est en décalage avec les saisons puisque les débits maximaux sont enregistrés en été. Mais sur plusieurs années, au même mois, les débits peuvent varier fortement. Ainsi, à l'incertitude des précipitations, s'ajoute celle des écoulements<sup>3</sup>. De surcroît, les risques d'inondation des vallées sont importants, particulièrement à cause des pluies concentrées. Entre 1900 et 1981, 522 inondations ont été enregistrées.<sup>4</sup>

L'aggravation de l'aridité rattachée au thème de la désertification est le grand problème de la Région de Coquimbo. La dynamique des précipitations montre une nette tendance à la baisse sur le siècle. Toute la problématique du développement régional est liée à l'émancipation des contraintes climatiques. La construction des retenues d'eau La Paloma, Recoleta et Cogoti dans la Province du Limari est le programme d'aménagement le plus conséquent réalisé jusqu'à présent. Un nouveau barrage est également en cours de construction sur l'Elqui.

## **2. Quatre unités géomorphologiques**

D'ouest en est, quatre grands ensembles géomorphologiques peuvent être identifiés<sup>5</sup> : la Haute-Cordillère des Andes, la Moyenne-Montagne, les Grandes Vallées Fluviales Transversales, et la Frange Littorale. Ce qui constitue une rupture par rapport à la configuration générale du relief des zones agricoles du Chili, présentant généralement une dépression entre la Cordillère de la Côte et la Cordillère des Andes.

### La frange littorale

A l'opposé, la frange littorale est exposée aux vents, à une certaine fraîcheur, et à une barrière de brumes générant selon le relief, une grande variété de paysages. Les côtes sont très accidentées dans la zone Nord, présentant des falaises, la zone Centre se caractérise par de grandes terrasses marines (baies de Coquimbo, de Tongoy ...), tandis que dans la zone Sud apparaissent des dunes et des terrasses érodées, moins amples.

---

<sup>1</sup> Idem, p. 23

<sup>2</sup> Idem, p. 21

<sup>3</sup> Idem, p. 28

<sup>4</sup> Idem, pp. 31-31

<sup>5</sup> Idem, pp. 85-168, d'après R. Paskoff, **Le Chili semi-aride. Recherches géomorphologiques**. Bordeaux, 1970.

Les ressources de cet espace sont variées, mais limitées par la rareté de l'eau. On y trouve d'importantes réserves de fer (plus de 7 millions de tonnes), de nombreux gisements d'or, de cuivre et de polymétalliques. La présence de grandes plages de sable constitue un attrait touristique diversement exploité (stations balnéaires, complexes immobiliers isolés). Une grande quantité de ports de pêche tirent parti de la productivité élevée des eaux grâce au courant froid de Humboldt.

Les secteurs centre et sud offrent des pâturages de printemps. De plus, la côte a été le lieu principal d'aménagements expérimentaux consistant à reconstituer une couverture végétale, et à soutenir la capacité pastorale (plantations d'Atriplex<sup>1</sup>)

### La moyenne-montagne ou interfleuves

Cette dénomination désigne tout le massif découpé par l'érosion fluviale, regroupant des reliefs dont l'altitude ne dépasse pas 3000 m, entre les Andes et la frange littorale. Se détachent surtout les trois grands systèmes hydrographiques de la région (fleuves Elqui, Limari, Choapa) qui forment quatre interfleuves où se localisent la plupart des Communautés Agricoles. Le territoire situé au nord du fleuve Elqui est le plus aride, avec des précipitations annuelles se situant entre 20 mm et 120 mm. La limite de l'Elqui marque la fin des climats désertiques et le début de la steppe, mais l'on ne trouve pas dans l'interfleuve Elqui-Limari d'eaux superficielles permanentes. Plus au sud, l'interfleuve Limari-Choapa présente des précipitations supérieures à 200 mm au sud de Combarbalá<sup>2</sup>. La végétation est de même nature qu'au nord mais se densifie, l'espino (acacia caven) devient dominant. Des cours d'eau permanents (de très petit débit) peuvent permettre d'irriguer. Au sud du Choapa enfin, les conditions d'humidité sont meilleures, de nouvelles essences apparaissent, l'irrigation à partir des rivières est plus fréquente.

De nombreux petits gisements de manganèse, de plomb, d'argent, d'or et de cuivre sont recensés. Globalement, excepté au niveau du sous-sol, les ressources de la moyenne-montagne sont très faibles ou inexploitable. Isolement, désertification, manque d'eau, relief, en sont les principales causes.

Le régime thermique assurant une absence de gelées 9 mois de l'année, autorise l'activité agricole sur les sols cultivables. La moitié nord connaît de surcroît des problèmes d'alcalinité. Malgré un déficit hydrique particulièrement sévère, une agriculture pluviale dite « de *secano* » est pratiquée, essentiellement par les habitants des Communautés Agricoles. La principale utilisation de ces terres est finalement l'élevage, majoritairement caprin.

### Les vallées fluviales

Les trois grandes vallées fluviales ouvertes aux influences marines, sont exposées à un climat de steppe tempéré (température moyenne annuelle supérieure à 10°), plus humide dans la Vallée du Choapa. Elles bénéficient d'un ensoleillement progressif en remontant vers l'intérieur. Les trois grandes vallées présentent un système de terrasses alluviales. Les strates inférieures ont généré une mosaïque de sols dont la fertilité naturelle est médiocre. Néanmoins, la zone des vallées fluviales comprend la majeure partie de la surface cultivable et irrigable régionale.

L'eau de l'irrigation provient de la haute-montagne, avec la particularité dans le cas de la vallée du Limari d'être régulée par un système de barrages (d'une capacité de 1 000 millions de m<sup>3</sup>).

<sup>1</sup> Arbre fourrager australien utilisé pour sa résistance à l'aridité.

<sup>2</sup> Idem, p. 116

C'est essentiellement dans ces vallées que se constitue le *riego* (l'espace irrigué). La présence de ces barrages génère un réseau de canaux complexe. Cet appareil, associé à la topographie et au climat, fait des vallées le centre de la production agricole. Ses facteurs limitants sont la forte variabilité des débits, liée à l'irrégularité interannuelle des précipitations.

#### La haute-cordillère

Elle compose la frange est de la région correspondant à la partie andine, et se divise elle-même en trois sous-unités : la Cordillère de l'Elqui, la Cordillère du Limari, et la Cordillère du Choapa. Du nord au sud, les montagnes perdent de leur altitude. La Cordillère de l'Elqui compte de nombreuses hauteurs de plus de 4000 m sur la frontière argentine, tandis qu'elles se font plus rares dans le Limari, et exceptionnelles dans le Choapa. Parallèlement, les pentes se font moins abruptes, et les vallées plus nombreuses.

L'altitude de la Cordillère de l'Elqui en fait la principale zone où s'exerce un climat de toundra et s'accumule la neige. La steppe andine, composée de prairies xérophytes, apparaît en dessous de 4000 m. Dans la Cordillère du Limari la neige fond plus vite, l'humidité augmente, et une steppe arbustive andine croît jusqu'à 3500 m. Celle-ci apparaît plus souvent sur les versants de la Cordillère du Choapa, qui connaît à ses altitudes maximales un climat de Steppes Froides de Montagne.

Il faut tenir compte en termes de ressources agro-pastorales du jeu des micro-climats, qui dans une zone globalement hostile, peuvent générer des aires plus propices à l'établissement humain. Quelques vallées (entre 1000 et 2000 m) disposant de sols adéquats et d'un bon ensoleillement sont cultivées. Mais la principale richesse de ces montagnes réside dans la couverture herbacée apparaissant sur certains versants et constitue un pâturage de plus ou moins bonne qualité : les *veranadas*, qui sont des estives dont la superficie régionale est estimée entre 100 000 et 150 000 ha. Dans les Provinces du Limari et du Choapa, les transhumants utilisent aussi les pâturages argentins.

La zone bénéficie également de ressources minérales, sous la forme de gisements de cuivre, d'or et de lapis lazuli.

#### B) L'ESPACE DES COMMUNAUTES AGRICOLES DE LA IV REGION

162 Communautés Agricoles ont été recensées en 1977<sup>1</sup> dans la IV Región, 166 en 1986<sup>2</sup> ; le dernier inventaire réalisé par le Ministerio de Bienes Nacionales fait état de 171 Communautés Agricoles occupant 1 025 289,42 ha. Nos informations selon leur date de parution font référence à l'effectif des deux premiers inventaires ; nous avons réactualisé les variables dans les cas possibles.

<sup>1</sup> IREN-CORFO, *Estudio de las Comunidades Agrícolas - Informe Final*, op. cit.

<sup>2</sup> Avendaño S. *Las Comunidades Agrícolas de la IV Región. Una particular relación hombre-tierra*, Ovalle 1986.

## 1 Localisation des Communautés Agricoles

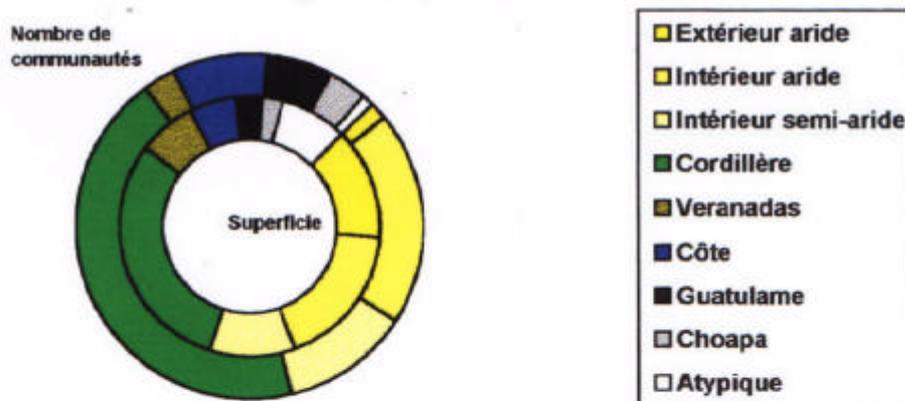
L'étude IREN-CORFO de 1977 a proposé une division de l'espace des communautés agricoles en 8 secteurs selon des critères agro-climatiques<sup>1</sup>.

- I** Extrême aridité : au nord du Río Elqui, se caractérise par des terres désertiques seulement interrompues par des petites concentrations de ressources de meilleure qualité, générant des regroupements humains.
- II** Côtier : zone côtière au sud du Río Elqui, d'une extension ouest-est variant selon la pénétration des influences maritimes.
- III** Intérieur aride : au sud du Río Elqui et dans la partie centrale de la Province du Limari ; zone typique d'agriculture pluviale.
- IV** Río Guatulame : secteur particulier de la commune de Monte Patria dans le Limari, disposant d'eau et d'un micro-climat le préservant des gelées. La fruticulture s'y est largement développée.
- V** Cordillère : comprend les nombreuses communautés partageant le relief abrupt de fonds de vallées. L'activité pastorale y est prédominante.
- VI** Estives : pâturages de cordillère
- VII** Intérieur semi-aride : prolongement du secteur III dans la Province du Choapa (zone d'agriculture pluviale) bénéficiant d'une pluviosité supérieure.
- VIII** Choapa : sur les rives du Río Choapa, réunit les meilleures conditions climatiques, pédologiques et hydrographiques.

La réactualisation de 1986<sup>2</sup> fait mention d'un secteur **IX**, dit « Atypique ».

Les Communautés Agricoles des secteurs « Cordillère », « Intérieur Aride » et « Intérieur Semi-Aride » représentent 75 % de l'effectif. Mais elles ne constituent que 58 % de l'espace car de superficie moyenne inférieure aux communautés des secteurs « Extrême Aridité », « Veranadas » et « Atypique ». Ce qui s'explique en partie par des raisons économiques : plus les ressources sont réduites, plus les domaines sont grands pour être exploitables.

**Graph. 1**  
Distribution comparée par secteurs agro-écologiques du nombre et des superficies des CA de la Région de Coquimbo (Source Avendaño 86)



<sup>1</sup> IREN-CORFO, *Estudio de las Comunidades Agrícolas - Informe Final*, op. cit. pp. 129-245

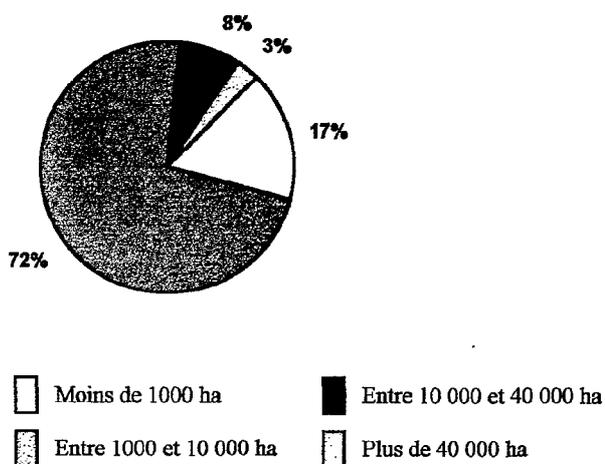
<sup>2</sup> Avendaño S. *Las Comunidades Agrícolas de la IV Región. Una particular...*, op. cit.

**Tab. 1**  
**Distribution communale et superficies en ha**  
**des Communautés Agricoles de la Région de Coquimbo (Source Ministerio de los Bienes Nacionales 96)**

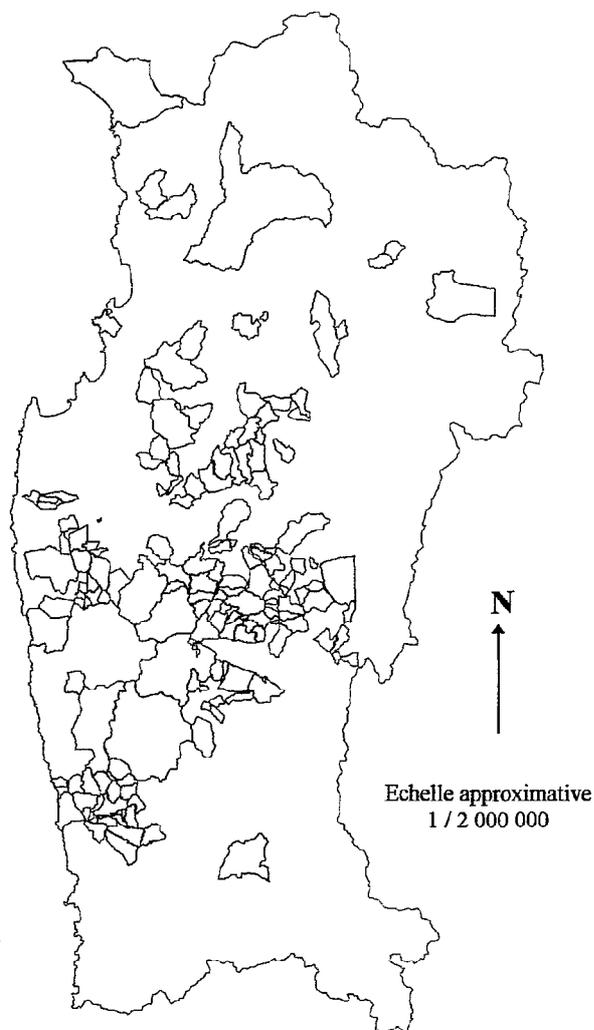
<b>ELQUI</b>	<b>24</b>	<b>456 227</b>	<b>LIMARI</b>	<b>116</b>	<b>415 506</b>	<b>CHOAPA</b>	<b>31</b>	<b>153 555</b>
La Serena	3	141 428	Ovalle	30	103 913	Illapel	3	16 486
La Higuera	2	77 339	Monte-Patria	44	106 077	Salamanca	1	11 977
Coquimbo	3	10 899	Combarbalá	17	105 509	Los Vilos	2	836
Andacollo	3	40 747	Punitaqui	4	36 657	Canela	25	124 256
Vicuña	10	110 159	Río Hurtado	21	63 348			
Paihuano	3	75 655						

**Tab. 2**  
**Gabarits des Communautés Agricoles**  
**(Source : S. Avendaño, op. cit.)**

Superficies en Ha	CA <sup>1</sup>
Moins de 100	3
de 201 à 500	5
de 501 à 1000	20
de 1001 à 2000	41
de 2001 à 5000	57
de 5001 à 10000	23
de 10001 à 20000	8
de 20001 à 30000	3
de 30001 à 40000	2
Plus de 40 000	5
<b>TOTAL</b>	<b>167</b>



**Fig. 5bis**  
**Cadastre des Communautés Agricoles de la IV Région**  
**(Source : 1992-AGRIMED-U. de Chile)**



<sup>1</sup> En 1986

171 Communautés Agricoles reconnues légalement, occupent 1 027 792 ha en 1996. 45 % de cet espace se trouve dans la Province de l'Elqui, 40 % dans celle du Limari, et 15 % dans la Province du Choapa.

La taille d'une Communauté Agricole varie entre 144 ha et 122 600 ha, mais 70% se situent entre 1000 et 10 000 ha. La taille moyenne des Communautés Agricoles de la Province de l'Elqui (20 524 ha) est nettement plus importante que celle des Provinces du Limari et du Choapa (3656 ha et 4973 ha). Ceci s'explique encore par le rapport entre productivité et taille des domaines.

## 2 Etat de la désertification dans les Communautés Agricoles : cas de la Province du Limari

Les Communautés Agricoles sont depuis longtemps accusées d'être l'une des causes de la désertification de la Région de Coquimbo. Principalement invoqués, l'élevage extensif des chèvres, les cultures céréalières et la récolte de bois qui constituent des pratiques déprédatrices. Il faut cependant rappeler que les Communautés Agricoles héritent d'un milieu déjà sensible, malmené depuis la conquête par des activités économiques largement responsables du déboisement, entre autres l'industrie de la distillation et la mine. Si la dynamique de la désertification est méconnue, la modélisation de différents indices permet d'observer quantitativement l'état de la dégradation à l'intérieur et hors des Communautés Agricoles.

### Deux indicateurs spatialisés de la désertification : CSV et CLV ( cf. annexe II )

Le Proyecto LIMARI<sup>1</sup> a étudié un espace de 809 600 ha, dont une zone de *Secano* (agriculture pluviale) répartie entre 73 Communautés Agricoles occupant 312 000 ha et un groupe de grandes haciendas et agriculteurs individuels occupant 442 000 ha (« Secano Hors CA »). La superficie restante est composée de 52 400 ha de *riego* et 3200 ha d'espace urbain. Des indices de la désertification ont été construits pour qualifier cet espace, dont le CSV et le CLB.

Le CSV indique l'état du Complexe Sol-Végétation<sup>2</sup>. Un indice CSV bas caractérise un milieu fortement dégradé ou très fortement dégradé. Les cinq états du CSV spatialisés ont été mis en relation avec la capacité d'amélioration des différentes zones<sup>3</sup>. Les écosystèmes « très peu » et « peu dégradés » pourraient revenir à leur état initial, avec un travail de « restauration : restituer la biodiversité, la structure et les fonctions des écosystèmes (jachère, utilisation adéquate...) ». Les écosystèmes « dégradés » ne sont plus en condition de se reconstituer par des actions de restauration. Il faudrait recourir à des plans de « réhabilitation : rétablir les fonctions de productivité des écosystèmes (introduction d'espèces, plantations d'arbustes...). Les écosystèmes « fortement » et « très fortement dégradés » ne pourraient que très difficilement être ramenés à leur état d'origine. Il est préférable de songer à une « réaffectation : introduction de nouvelles espèces végétales pour construire des écosystèmes simplifiés

<sup>1</sup> Pouget et. al., *Ambiente Arido y desarrollo sustentable - La Provincia del Limari*, Santiago, 1996.

<sup>2</sup> Le CSV est la somme de 5 indicateurs : la couverture végétale arbustive, les espèces dominantes, le niveau actuel de désertification, l'intensité de l'érosion et la réserve d'eau utile. Cf. idem, pp. 44-50 in *IV Diagnostico espacial de los ecosistemas del secano*.

<sup>3</sup> Idem, p. 49

(plantation d'arbustes fourragers), mais aussi changement de l'usage de ces zones, pour l'écotourisme ou des aires protégées, une fois récupérées »<sup>1</sup>.

Le CLB (*cobertura de leñosos bajos*<sup>2</sup>) est un indicateur de la densité végétale. Il a été possible de le modéliser, c'est à dire de calculer le pourcentage d'arbustes bas (CLB mod %) sur toute la zone d'étude. Quatre classes sont utilisées pour caractériser une surface donnée : 0-10 % = zone dénudée ; 10-25 % = zone à couverture végétale très faible ; 25-40 % = zone à couverture végétale moyennement dense ; 40-100 % = zone à couverture végétale dense.

### Comparaisons

Le CSV montre que les zones « très peu » et « peu » dégradées représentent 20 % de la superficie des Communautés Agricoles et 33 % du *secano* hors CA. Les zones « fortement » et « très fortement » dégradées doublent dans l'espace des Communautés Agricoles. Il apparaît également que l'état de la dégradation est lié aux pentes. Les zones « très peu » et « peu » dégradées sont beaucoup plus importantes sur des pentes supérieures à 30 %.

Le CLB montre que 20 % de la superficie des Communautés Agricoles est de type « dénudé » contre seulement 9% du *secano* hors CA. Les zones à « couverture végétale dense » caractérisent 14 % de l'espace des Communautés Agricoles alors qu'elles représentent 30 % du *secano* hors CA.

Le *secano* des Communautés Agricoles est donc nettement plus dégradé. Cela s'explique globalement par un relief plus accidenté, un climat plus aride et des conditions de peuplement ayant généré une surexploitation des ressources. Cependant, en valeur absolue, la superficie des zones dégradées et très dégradées du *secano* Hors CA (300 000 ha) est supérieure à celle des Communautés Agricoles (249 000 ha). « La dégradation du milieu est un phénomène qui affecte tout le *secano* »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Idem, p. 50

<sup>2</sup> Couverture d'arbustes bas

<sup>3</sup> Idem, p. 70

## II

### CARACTERISTIQUES DU SYSTEME AGRO-ECOLOGIQUE

#### A) MODE DE PRODUCTION TYPE

##### 1 L'organisation foncière

La propriété individuelle d'un terrain - *hijuelas* et *posesiones de campo*<sup>1</sup>- confère le titre de *comunero*.

« Une *hijuela* type est constituée d'une partie cultivable (terrain en pente douce ou plat, avec irrigation permanente ou temporaire), et d'une partie où se trouve la maison et les enclos des animaux (terrains de pente plus prononcée ou qui faute d'eau ne peuvent être cultivés). »<sup>2</sup>L'*hijuela* provient originellement d'une partition des bons terrains soucieuse d'équité. Des bandes parallèles perpendiculaires au ruisseau ou vallon ont été découpés pour que chaque nouveau terrain ait son recours en eau. La taille moyenne d'une *hijuela* se situe entre 2 500 et 8 000 m<sup>2</sup>. Le *comunero* y produit des fruits (coings, figes, abricots, citrons, avocats, pêches etc.) et des légumes (tomates, oignons, pommes de terre, haricots etc.).

La *posesion de campo* est attribuée par l'administration de la Communauté sur demande, et peut se transformer quelquefois légalement en propriété individuelle. Il s'agit d'une petite parcelle de *secano*, qui prédomine « ... dans les Communautés ayant de grandes superficies de *secano* et peu de *riego*, et avec une forte densité de population »<sup>3</sup>. Il existe également un type particulier de *posesion de campo*, le *piso*, concédé<sup>4</sup> simplement pour usage habitationnel. Ce dernier ne confère aucun droit.

Le *campo comun* (terrain communautaire) est formé de tous les autres terrains de la Communauté. Il s'agit essentiellement de terres de *secano* dont l'usufruit est réservé aux *Comuneros*. Ce domaine est d'une part consacré au libre pâturage, à la récolte de bois et à la chasse. Il sert d'autre part à prélever des unités de propriété individuelle transitoire, les *lluviás* dont la taille est proportionnelle à celle de l'*hijuela* ou de la *posesion de campo* (relativement à la coutume de chaque Communauté). Ici se fonde donc, un possible critère de différenciation sociale au sein des Communautés Agricoles.

La *lluviá* est délimitée le plus communément par une haie de cactus ou de branchages, enceinte que le *comunero* aménage pour cultiver blé, orge, cumin et anis. Quand le terrain n'est plus productif, généralement au bout de 7-10 ans, le *comunero* le restitue à la Communauté et en sollicite un autre.

<sup>1</sup> Termes différents pour désigner un terrain qu'on nomme aussi *goce singular*.

<sup>2</sup> P. Cañon, *Las comunidades agrícolas de la Región de Coquimbo frente a una reforma agraria : el caso de Mincha*, Tesis de la Universidad de Chile, 1964. p. 53

<sup>3</sup> Idem p. 55

<sup>4</sup> « ... à de nouvelles familles (par exemple les familles de fils illégitimes auxquels la Communauté reconnaît cependant le droit de vivre au milieu de ses proches), ou à des étrangers qui la sollicitent. Dans ce dernier cas la Communauté perçoit un petit loyer qui alimente ses caisses. » in J.M. D'Herbes etc. p. 53

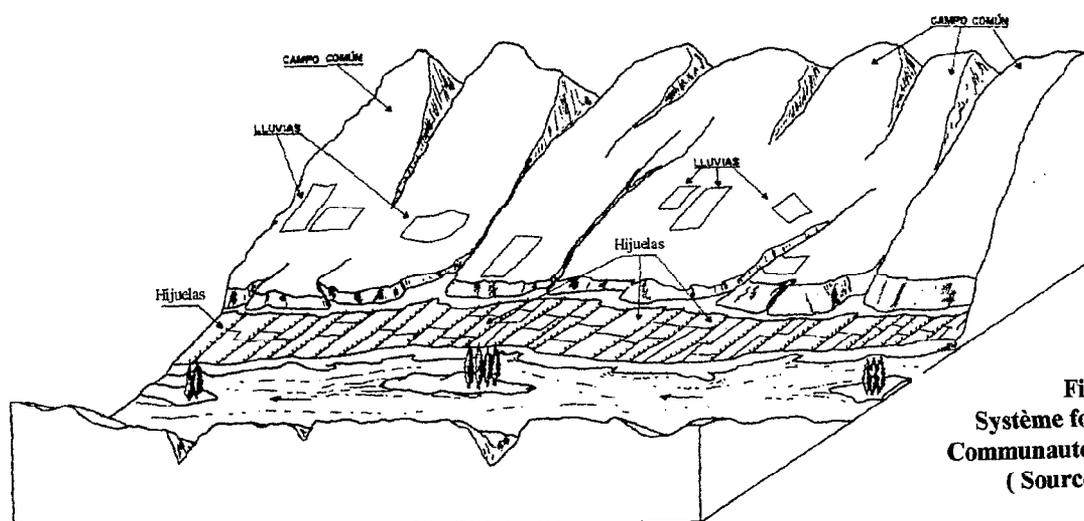


Fig. 5  
Système foncier d'une  
Communauté Agricole type  
( Source : IMG )

## 2 L'Agriculture

L'agriculture pluviale est assez rudimentaire et s'est reproduite sans grande innovation technique jusqu'à aujourd'hui, pour cause socio-économique et culturelle : « ... s'agissant de cultures traditionnelles, la technologie requise est simple et connue, ce qui de plus implique un bas niveau de capital, circonstance qui minimise les risques de perte. »<sup>1</sup> Le cas de la Communauté Agricole de Carquindaño étudié par F. Cosio et. al. entre septembre 1982 et mars 1983 est représentatif de cette agriculture traditionnelle<sup>2</sup>.

Les cultures extensives sont essentiellement céréalières (blé et orge). Elles se situent dans les *lluvias*, généralement sur les versants. Le sol doit d'abord être préparé, il faut enlever les pierres, préparer les *barbechos*<sup>3</sup> au printemps, puis les labours dès les premières pluies considérables (avril-mai) à l'aide d'une charrue tractée par des ânes ou des mulets. On sème et récolte à la main. Les moissons ont lieu entre fin décembre et janvier. Le battage est réalisé à l'aide de chevaux prêtés ou loués. C'est un événement social, qui réunit plusieurs *comuneros* pour réaliser le travail en un seul jour. Ceux-ci peuvent également avoir recours à des *trilladores* qui livrent le grain nu en échange d'une partie de la récolte. Le grain est alors entreposé en attendant transformation au moulin le plus proche. La paille du blé est utilisée pour alimenter le bétail et pour fabriquer les briques d'*adobe*, principal matériau de construction.

Les cultures semi-extensives sont l'anis, la coriandre, le cumin, l'origan. Elles se situent sur les *lluvias*, ou bien sur les *goces singulares*. La préparation du sol durant l'hiver est plus complexe que pour les céréales. Les semailles ont lieu à partir de fin août. Le champ est éventuellement fertilisé (au fumier) et arrosé une ou deux fois au printemps. La récolte consiste à couper la

<sup>1</sup> IMG, op. cit., p. 232

<sup>2</sup> F. Cosio, C. Cárdenas et R. Demanet, *Sistemas de cultivos*, pp. 116-150 in *Ecosistemas pastorales de la zona mediterránea árida de Chile. I Estudio de las Comunidades Agrícolas de Carquindaño y Yerba Loca, del secano costero de la Región de Coquimbo*, Montevideo, 1986.

<sup>3</sup> « Cette technique particulière a pour effet de favoriser l'infiltration des pluies dans un sol labouré, mais dans les conditions de fortes pentes qui sont les cas les plus nombreux actuellement, elle favorise également une érosion accélérée durant les années très pluvieuses. Elle a également pour objet de limiter le développement des mauvaises herbes avant leur fructification. » J.M. D'Herbes, op. cit., p.83

plante ou à l'arracher, à la main. Les grains sont récupérés en battant les plants au sol avec une baguette, et en triant manuellement.

Les cultures de jardin nécessitent une irrigation permanente ou temporaire<sup>1</sup>, ce sont celles qui demandent le plus de travail. Elles se situent sur les *goces singulares*, parfois à côté de la maison du *comunero*. On y trouve une grande diversité de plante potagères : pomme de terre, maïs, haricots, petits-pois etc. . Les arbres fruitiers les plus courants sont l'avocatier, le poirier et le cognassier.

Les travaux agricoles sont essentiellement réalisés avec de la main d'oeuvre familiale. « Traditionnellement, les activités domestiques et agro-pastorales ont été partagées d'après une segmentation des rôles : hommes, femmes, enfants. Actuellement, avec l'incorporation des enfants à l'enseignement et des hommes aux travaux salariés, la structure de travail change ; chaque famille, selon sa composition qualitative et quantitative, cherchera son propre mécanisme de travail. »<sup>2</sup>

Il existe un complexe réseau de relations productives au sein de la Communauté de Yerba Loca<sup>3</sup>. Le métayage, le travail en commun selon des règles de partages spécifiques, et le métayage inter-communautaire, sont courants. Ces usages dépendent de la disponibilité en main d'oeuvre de chaque groupe familial. Certaines personnes se sont spécialisées dans des services : travail du cuir, ferronnerie, coiffeur, trillador (spécialiste du battage) etc. .

L'utilisation du blé est maximisée dans le régime alimentaire<sup>4</sup> : grillé pour remplacer le café, en farine pour fabriquer le pain, en farine grillée comme aliment. L'orge et le blé peuvent être bouillis (*mote*) et remplacer le riz. Les fruits et légumes sont également destinés à la consommation familiale. Un excédent de production peut éventuellement être vendu ou échangé. L'anis, la coriandre, le cumin et l'origan sont commercialisés.

### 3 L'élevage

Les *comuneros* élèvent principalement des chèvres, moutons, poulets, ânes, mulets, chevaux, et quelques bovins. Le cheptel caprin est de loin le plus abondant dans un système pastoral qui se distingue par la faible implication du berger. Le bétail vaque sur les terres communes. S'alimentant de ce qu'il trouve, il est complètement dépendant de l'écosystème ; la population animale varie donc en fonction des conditions climatiques. Celle-ci peut baisser très fortement en période de sécheresse, avec une mortalité très importante, et la raréfaction des naissances. L'élevage caprin est l'un des piliers de l'adaptation homme-milieu : « ... la chèvre assure en plus d'une fonction économique, une autre quasi sociale. Elle constitue l'unique source de protéines animales, le seul lait que boivent les enfants après le lait maternel, et l'unique source

<sup>1</sup> Il s'agit d'eaux superficielles et sous-terraines. L'eau des *quebradas* peut être accumulée par des petits barrages. Elle est acheminée vers les cultures par des procédés plus ou moins rudimentaires. Il existe également des puits peu profonds qui peuvent alimenter des bassins. Rares sont les *comuneros* disposant de pompes à moteur. L'éolienne est utilisée dans les Communautés exposées aux vents.

<sup>2</sup> M. Castro, *Antropología y mecanismos de subsistencia*, p. 227, in *Ecosistemas pastorales de la zona mediterránea árida de Chile...* op. cit.

<sup>3</sup> M. Castro, *Antropología y mecanismos de subsistencia*, op.cit. p. 229

<sup>4</sup> Ibid p. 232

de revenus réels ou potentiels... »<sup>1</sup> Le fromage, le *charqui* (viande salée et séchée) et les peaux peuvent être commercialisés.

### La transhumance

Quand les pluies ont été abondantes, le fourrage de la Communauté est suffisant, sinon il sera nécessaire pour les troupeaux importants (au moins cinquante têtes) de transhumer. X. Aranda présente en 1970 la transhumance dans le Norte Chico<sup>2</sup>, comme la base d'un élevage pratiqué par les grands propriétaires de la côte ou des vallées irriguées, à des fins commerciales, par les *comuneros* dans un but de subsistance, et à moindre échelle par des petits propriétaires. La Provincia de Coquimbo, compte alors le plus important cheptel transhumant du Norte Chico.

Le milieu naturel fournit en différents endroits et moments, des pâturages dont l'exploitation suscite une transhumance de type ascendant : d'est en ouest, des parties basses vers la Cordillère. Il faut distinguer les pâturages d'hiver et d'automne utilisables 5 ou 6 mois (Cordillère de la Côte, interfluves et plaines littorales), des estives qui se développent au printemps et en été dans la Cordillère, et qui font l'objet d'une exploitation à partir du mois d'octobre environ, selon le gradient de pluviométrie et la conjoncture climatique.

Durant l'année, les *comuneros* entretiennent leur troupeau grâce au *campo común*, en louant un terrain, ou parfois en ayant recours au métayage. L'accès aux estives passe par un déplacement pénible jusqu'aux pâturages montagnards. Après un voyage d'une quinzaine de jours, durant lequel meurent les bêtes les plus fragiles, le troupeau atteint les prés. Ceux-ci sont loués pour un prix variant entre 30 et 100 \$ par animal<sup>3</sup>. Du côté argentin, les prix et les pâturages sont meilleurs, mais la législation sanitaire locale est très stricte. Lors de l'aller, les étapes sont l'occasion de vendre par anticipation le bétail, qui sera livré engraisé au retour.

Compte-tenu de la mortalité du bétail, les *veranadas* ne sont accessibles qu'aux éleveurs possédant un troupeau suffisant. Si sa situation économique le permet, le *comunero* peut confier ses animaux à un de ses pairs qui va prendre en charge la transhumance en échange de la moitié des têtes. M. Castro notifie que traditionnellement, dans les Communautés de Yerba Loca et Carquidafío, un groupe de deux ou trois *comuneros* partaient le même jour, parfois avec leur famille<sup>4</sup>. Il arrive que des enfants naissent en Argentine. Le berger transhumant se loge dans une tente, une cabane de pierres ou une grotte.

La population directement représentative de ce type de vie semi-nomade est difficile à évaluer. Il semblerait que la pratique se perpétue en diminuant au sein des Communautés Agricoles. Lors d'une visite de terrain, nous avons recensé le cas d'un adolescent parti pour cause de transhumance dans la Communauté Agricole Punitaqui. On peut donc considérer la transhumance comme l'une des formes de la migration, atavisme d'une pratique traditionnelle.

<sup>1</sup> X. Aranda, *Algunas consideraciones sobre la trashumancia en el Norte Chico*, Informaciones Geográficas 1970-71, p. 142

<sup>2</sup> Ibid p. 145

<sup>3</sup> M. Castro, *Antropología y mecanismos de subsistencia*, op. cit. p. 234

<sup>4</sup> Ibid.

## B) L'EQUILIBRE DES COMMUNAUTES AGRICOLES MENACE

### 1. La reproduction du système géographique

Nous entendons par reproduction du système géographique<sup>1</sup>, celle d'une population sur son espace avec son mode d'organisation, soit la reproduction du territoire communautaire.

#### Une adaptation écologique

Les Communautés Agricoles se sont reproduites en partie grâce à une capacité d'auto-alimentation reposant sur des savoirs traditionnels. Nous avons montré l'éventail des produits de l'agriculture et de l'élevage. On peut citer d'autres pratiques comme la récolte de graines d'espèces spontanées (*Cassia closiana*, *Krameria cistoides*, *Quillaja saponaria*)<sup>2</sup>, la chasse (lièvres, perdrix etc.), et la récupération de bois pour la caléfaction et la cuisine.

Certains produits de l'agriculture et sous-produits de l'élevage sont commercialisés. L'anis semble avoir été très prisé entre 1930 et 1950. La chèvre reste une valeur « sûre ». Le commerçant est l'acteur principal de la mise en marché des produits de la Communauté Agricole. C'est lui qui va assurer l'exportation de la viande locale, via sa transformation en *charqui*, qui sera vendu dans une capitale de province ou surtout dans les mines du nord.

Les revenus proviennent aussi des ressources non-renouvelables. La fabrication de charbon à partir de la végétation locale a généré un engouement déprédateur par le passé. La mine artisanale surtout, continue de caractériser l'activité des Communautés Agricoles. Il semble y avoir une étroite relation entre le *comunero* et le *pirquinero*, petit mineur travaillant à son compte, de manière rudimentaire sur des gisements de faible teneur (cuivre et or)<sup>3</sup>. On peut citer l'artisanat lapidaire pratiqué dans la commune de Combarbalá (à partir de la Combarbalita, une roche comparable au marbre) et dans la Communauté El Altar Alto (mine de turquoise).

#### Mécanismes de la reproduction des Communautés Agricoles

La reproduction des Communautés Agricoles a été favorisée par la «coopération intracommunautaire» dans le processus productif, au sens où l'entend M. Castro<sup>4</sup>. D'une manière générale, tous les liens communautaires participent du processus de reproduction du groupe : le code régissant l'usage de la terre, les institutions (juntas de vecinos, assemblée), et les liens de parenté qui unissent les membres de la communauté. Le pouvoir d'auto-défense du groupe est un aspect vital. Les Communautés Agricoles ont dû lutter pour leur territoire, face à la pression foncière de la grande propriété. Bertrand et. al. font une chronologie éloquentes des conflits légaux entachés d'épisodes violents, entre hacienda et Communauté Agricole, dans le

<sup>1</sup> R. Brunet et. al. *Les mots de la Géographie*, 1992, p.429

<sup>2</sup> J.M. D'Herbes, op. cit. p. 65.

<sup>3</sup> IREN-CORFO, *Estudio de las Comunidades...*, op. cit. p. 72

<sup>4</sup> op. cit.

Valle Hurtado<sup>1</sup>. Aujourd'hui, la loi favorise la reproduction sociale puisqu'elle institutionnalise officiellement le système communautaire.

Un mécanisme important est celui qui maintient un certain équilibre démographique. Les Communautés expulsent naturellement une partie de leur population. La capacité d'auto-subsistance étant strictement limitée par le milieu, les familles doivent se disperser. Les règles de l'héritier unique (le droit ne se transmet que par décès, de *comunero* à enfant de *comunero*) et de la donation au conjoint, stabilisent le nombre de *comuneros*, et donc de familles nucléaires. Les enfants non-proprétaires ne sont pas chassés, les Communautés Agricoles sont plutôt accueillantes, mais leur présence n'est pas légitimée par la possession d'une terre.

Cependant, légitimité ou pas, les migrations concernent toute la population. Il est couramment admis que les périodes de sécheresse sont particulièrement déterminantes, nous n'en avons cependant trouvé aucune démonstration. Dans le cadre d'une analyse des migrations au niveau régional, J. Zuñiga concluait « La sécheresse peut être une des causes notables dans la gestation de certains courants migratoires dans des zones rurales particulièrement affectées par le manque d'eau...<sup>2</sup> ». L'hypothèse la plus vraisemblable est que les migrations périodiques et définitives sont inhérentes au système social. De même qu'ils diversifient leurs stratégies d'exploitation du milieu, les *comuneros* doivent assurer une « complémentarité de revenus » provenant de l'extérieur de la communauté. Les mines du nord apparaissent comme la destination quasi-inévitable de cet objectif. L'étude IREN-CORFO affirme : « ...plus de 50 % des hommes comuneros ont travaillé au moins une fois dans les grandes mines du nord. D'après une enquête réalisée en 1977, 34% des chefs de foyers avaient émigré à diverses périodes à la recherche de travail dans les grandes mines »<sup>3</sup>.

## 2. Limites de l'adaptation écologique

### Dégradation de l'environnement

L'élevage ovin et caprin surtout, causent localement des charges animales élevées par rapport à la capacité fourragère du milieu. Il est fait mention de 0, 25 chèvres par ha dans le Limari en 1978, ce qui ramené aux formations pâturées, suggère des charges réelles « impressionnantes »<sup>4</sup>. Chaque *comunero* a le droit d'élever un certain nombre de têtes, au dessus duquel une taxe doit être payée. Certaines Communautés louent par ailleurs un droit de pâturage -le *talaje*- à des « étrangers » plus ou moins transitoirement. Les solutions impulsées par l'Etat sont restées sur un plan expérimental (arbustes fourragers de type atriplex, amélioration de la productivité pour réduire le cheptel).

<sup>1</sup> L.A. Bertrand, R.J. Ruiz de Loizaga, A.P. Allende, Relaciones de poer en el area rural, tesis, U. de Chile, 1967, pp. 59-63

<sup>2</sup> Jorge Zuñiga Ide. Una investigación sociológica sobre el éxodo rural en la Provincia de Coquimbo, 1977, p.273

<sup>3</sup> IREN-CORFO, Estudio de las Comunidades..., op. cit. p. 72

<sup>4</sup> J.M. D'Herbes, Analyse agro-écologique des systèmes de production pour le développement rural intégré des zones arides du Chili : IV Région. Ière partie. Problématique du développement des Communautés Agricoles, Montpellier, 1988, p. 37

L'agriculture de *secano* conduirait à l'épuisement du sol et le rendrait particulièrement vulnérable à l'érosion<sup>1</sup>. Le système de la *lluvia* induit sur plusieurs générations, une sollicitation intégrale de l'espace cultivable. Il a même existé une pratique de *lluvia* collective, l'*encierra comun*, ou enclos commun, cultivée entre plusieurs *comuneros*, parfois entre plusieurs Communautés voisines<sup>2</sup>.

Autour du thème de la désertification, un autre axe d'analyse privilégié est celui de l'énergie. Chaque groupe social a recours aux sources d'énergie qui lui sont accessibles ; s'il est facile pour un citadin de se procurer du kérosène ou du gaz, dans les Communautés Agricoles, il est naturel d'utiliser du bois. L'enquête CIPMA-PRIEN de 1984 a révélé que celui-ci était la source de 94,9 % de l'énergie totale utilisée dans les foyers des Communautés Agricoles<sup>3</sup>. Or, le prélèvement répété de végétaux dans les *campos comunes* a causé de très graves déprédations.

Malgré tout, de leur propre chef ou à cause de l'incitation étatique, les communautés disposent de mécanismes d'auto-régulation, sur lesquels J.M. D'Herbes est sceptique : « Les efforts de réglementation ont conduit la plupart des communautés à adopter un code de gestion des ressources communes, se traduisant généralement par la fixation du nombre maximum de têtes de bétail autorisé pour chaque *comunero*, ou l'interdiction de fabriquer du charbon de bois pour sa vente à l'extérieur de la communauté. De même, dans nombre de cas, il est interdit d'abattre les arbres sur le territoire communautaire, bien qu'il soit autorisé de prélever des branches. Dans les faits, cette réglementation souffre cependant une application tout à fait inégale. »<sup>4</sup>

#### Individualisme et résistance à l'innovation

Dans son analyse de la problématique du développement des Communautés Agricoles, l'écologue J.-M. D'Herbes élabore une critique de la mentalité des *comuneros*, qui bien que relative aux cas observés, fournit un point de vue intéressant sur la culture. Il y est question de l'individualisme. Le *campo comun* est le théâtre d'une compétition égoïste - « ... tirer le maximum de profits de terrains communs avant que le voisin ne le fasse. »<sup>5</sup> - qualifiée de « pillage collectif ». Les règlements sont « souvent bafoués »<sup>6</sup> au profit des notables de la société communautaire (cas de Carquindano). La peur de manquer, tant justifiée par la vulnérabilité de l'homme face au climat, engendre des prélèvements excessifs : élever un maximum de chèvres, déboiser jusqu'à la racine pour fabriquer du charbon ou encore céder son droit de pâturage (même sur les secteurs replantés d'atriplex). Une conscience de la précarité des ressources ferait défaut.

La question de la culture a également été posée lorsqu'il s'est agi de transférer des techniques nouvelles pour améliorer les rendements, ou limiter l'usage du bois. De nombreux programmes se sont heurtés à l'inertie des habitudes culturelles. Malgré la stimulation de la culture maraîchère dans les Communautés accessibles au riego, l'élevage traditionnel et la récolte de

<sup>1</sup> « Les terrains cultivés, épuisés par des cycles de culture sans aucune restitution organique ni protection du sol, sont rendus nus et appauvris à la Communauté, qui les soumet alors sans contrôle à la dent des troupeaux de chèvre » Idem, p. 63

<sup>2</sup> CIDA, *Tenencia de la tierra y desarrollo socio-económico del sector agrícola*, 1966, cité par J.M. D'Herbes, idem, p. 54

<sup>3</sup> Saez, *Energia para el desarrollo rural*, p. 69 (Cf. annexe Tableau p. 69)

<sup>4</sup> J.M. D'Herbes, op. cit. p. 54

<sup>5</sup> Idem, p. 66

<sup>6</sup> Idem p. 54

combustibles végétaux perdurent<sup>1</sup>. Encore faut-il se demander si les techniques proposées sont efficaces du point de vue des *comuneros*. Quand une innovation est valable, les *comuneros* en bons paysans, peuvent l'intégrer. Si l'on veut concurrencer les pratiques traditionnelles, il faut apporter un progrès perçu comme tel par les principaux concernés.

---

<sup>1</sup> Idem p. 57

Il s'agit d'une économie paysanne dont les activités se répartissent en un secteur de subsistance et un secteur d'échanges liés à des marchés extérieurs. L'économie de subsistance repose sur un savoir traditionnel qui procure une certaine capacité d'auto-alimentation. Faire pousser des céréales sans irrigation, entretenir un troupeau au moindre effort et conserver ainsi « sur pied » une réserve alimentaire, produire un minimum de fruits et légumes etc., sont les expressions d'une adaptation écologique performante, compte-tenu de la pauvreté du milieu. Les échanges monétarisés concernent la commercialisation de certains produits agricoles (le fromage, la viande, les fruits secs, l'anis etc.) et non-agricoles (l'artisanat et le minéral par le biais du *pirquin*). Mais le principal marché englobant de la Communauté Agricole est celui du travail. Les habitants des communautés agricoles vendent régulièrement leur force de travail à l'extérieur, notamment dans le secteur minier.

La Communauté Agricole est donc une société paysanne typique des paysanneries latino-américaines « ... qui ne sont pas constituées uniquement de producteurs agricoles, mais incluent également, des éleveurs, des pêcheurs, des mineurs et des colporteurs qui, depuis l'époque coloniale, n'ont jamais cessé de pratiquer une agriculture de subsistance. Les principales « figures »<sup>1</sup> de la communauté sont l'éleveur, le *pirquinero*, l'agriculteur et le marchand. Ces métiers ne sont pas exclusifs, mais se superposent. Dans une logique de viabilité et d'adaptation écologique, le *comunero* cumule les tâches y compris à l'extérieur de la Communauté. La complémentarité de revenus participe de la stratégie de subsistance, mais le rôle de la migration ne s'arrête pas là : en limitant la croissance démographique, elle assure l'équilibre du système familial et territorial, médiatisé par la relation population-environnement.

---

<sup>1</sup> P. Bonte, et M. Izard, Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie, article « Amérique Latine ».

## CONCLUSION

### Espaces

La Région de Coquimbo, située dans la zone aride méditerranéenne, se compose de quatre ensembles géo-morphologiques : la haute-cordillère des Andes, la moyenne-montagne (interfleuves), les grandes vallées fluviales transversales, et la frange littorale. Sur le plan de l'usage agricole, cet environnement se résume à la dichotomie *riego - secano*. La zone irriguée (*Riego*) se situe dans les vallées, et la zone d'agriculture pluviale (*Secano*) se répartit entre moyenne montagne, frange littorale et haute-cordillère. Cette dernière recèle surtout des pâturages d'été, les *veranadas*. Il faut enfin ajouter l'espace urbain localisé dans les vallées et sur le littoral.

Les Communautés Agricoles représentent actuellement 25 % de la superficie régionale mais possèderaient à peine plus de 2 % du *riego*<sup>1</sup>. En effet, elles occupent les zones habitables les plus défavorables à l'agriculture, essentiellement dans la moyenne-montagne. Nous avons présenté une typologie agro-climatologique de l'espace des Communautés Agricoles qui montre une majoritaire répartition dans l'«Intérieur aride» (entre Río Elqui et Limari), la « Cordillère » (en amont des vallées) et la zone d'«Extrême aridité» (au nord du Río Elqui).

### Désertification et migration

Le thème des Communautés Agricoles est fortement idéologisé. La problématique de l'impact environnemental a produit un discours alarmiste largement répandu. Compte-tenu de la sensibilité du milieu, toute forme pérenne d'établissement humain est préjudiciable à l'environnement. Mais le problème de désertification qui affecte la Région de Coquimbo est plus aigu dans l'espace des Communautés Agricoles. L'exemple de la Province du Limari montre une très forte détérioration des parties planes, forcément les plus sollicitées. Ecologues et agronomes ont clairement désigné les pratiques déprédatrices : l'agriculture en sec, la collecte de bois et l'élevage en surcapacité de charge. L'un des aspects de la dégradation est l'individualisme qui semble guider les pratiques, et la résistance au changement qui les perpétue.

Si à la dynamique régionale de désertification, se conjugue un usage agro-pastoral accélérateur du phénomène, il y a un mécanisme circulaire d'appauvrissement : l'hostilité du milieu a généré des établissements humains marginaux qui réduisent inexorablement les ressources naturelles qui les font vivre. Toute la question est de savoir dans quelle mesure ces populations sont encore dépendantes de l'auto-production, si tant est qu'elles le furent. On pourra difficilement parler de déterminants écologiques de la migration sans mesurer l'importance de l'économie de subsistance dans l'équilibre social.

### La migration pour la reproduction du groupe

L'observation de la relation homme-milieu et de plusieurs aspects du mode de production, nous permet de définir la Communauté Agricole sous un angle socio-économique.

<sup>1</sup> Estimation du Ministerio de Bienes Nacionales 1986 : 2,06 %. (cf. Geografía IV Región de Coquimbo). Il faudrait déduire aujourd'hui, les terrains des Communautés Agricoles qui se sont vendus, comme la loi le permet depuis 1984.

## DEUXIEME PARTIE

---

### NORTE CHICO : ORIGINES ET MUTATIONS D'UNE SOCIETE RURALE

« Je travaillais comme ça à la journée ou sur contrat. Mais les choses empiraient. Le type voulait nous obliger à travailler comme des serviteurs. Mes frères ont accepté, mais moi je n'ai pas voulu parce que la paye était une misère, l'argent je ne le voyais jamais. » Ainsi, il a décidé d'aller dans un autre domaine, où on payait au moins aux dates justes. Mais le patron voulait utiliser sa mère comme cuisinière. Comme il s'y opposait, on l'a accusé d'être un réactionnaire communiste et mis dehors. On ne l'a même pas laissé vivre chez lui. <sup>1</sup>

Hugo Zemelman, *El migrante rural*<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> « Así estaba trabajando al día o a trato. Pero las cosas empeoraban. El fute quería obligar a todos para que trabajaran de obligados. Mis hermanos aceptaron, pero yo no aguanté porque la paga era una miseria, la plata no la veía nunca ». De esta manera decidió irse a otro fundo de obligado, donde por lo menos, pagaban en las fechas justas. Pero el patrón quería obligar también a su madre como cocinera. Como él se opusiera, el patrón lo echó por « reaccionario comunista ». Ni siquiera lo dejó seguir viviendo en la casa.

<sup>2</sup> ICIRA, 1971, p. 63

## INTRODUCTION

Définir la Communauté Agricole et comprendre ce que représente l'ensemble des Communautés Agricoles de la Région de Coquimbo, requièrent une perspective globalisante. C'est en posant le système régional comme cadre d'analyse, que peut s'expliquer la présence de cette nébuleuse d'unités juridiquement, socialement, économiquement distinctes, bref d'un ensemble de petits territoires semblables.

Ces territoires sont un produit de l'évolution des structures agraires du Norte Chico, qui s'insèrent dans une réalité nationale, qui elle-même dérive d'un ensemble colonial. On pourrait donc chercher les racines des Communautés Agricoles jusqu'en Espagne, ce qui permettrait certainement de mettre à jour des déterminants anthropologiques, qui expliciteraient cette propension pour les regroupements communautaires. A défaut de développer une telle réflexion, nous nous efforcerons d'introduire une perspective diachronique partant de la Conquête jusqu'à l'époque actuelle.

« La structure agraire est le type de relations sociales qui se crée à partir de la forme que prennent la propriété et son infrastructure - les industries et autres activités liées à la production agricole »<sup>1</sup>. Ce modèle explicatif, classique de la sociologie rurale sud-américaine, est celui qui va inspirer toute notre analyse. Comment s'organise le foncier, qui sont les acteurs, qu'est-ce qui est produit et comment ? Il est évident compte-tenu de l'ampleur du domaine, que notre réflexion ne peut constituer qu'une esquisse. Néanmoins nous espérons pouvoir tracer une évolution schématique de la société rurale du Norte Chico, afin d'y situer les Communautés Agricoles.

Nous pensons que les institutions - les modes de faire-valoir - gouvernent le rapport de l'homme à l'espace. L'observation du changement agraire est fondamentale pour poser les bases d'une réflexion sur la migration, ne serait-ce que du point de vue de l'économie qui conditionne évidemment la mobilité. Nous concluons en ce sens par une approche succincte de l'emploi, principal facteur d'attraction. Mais il faut concevoir l'existence d'autres mécanismes, sociologiques notamment. Les transformations que nous allons décrire, s'accompagnent d'un changement des mentalités dans les campagnes, d'un processus de socialisation. La crise des normes traditionnelles ouvre la voie à de nouvelles conduites.

Dans la première partie nous exposerons les caractéristiques du système agraire traditionnel, tel qu'il s'est à peu près maintenu jusqu'aux années 1960. Dans la seconde, nous tenterons d'analyser le processus de Réforme Agraire et le tournant ultra-libéral qui lui succède. Pour finir, une troisième partie suggérera le legs économique de la dernière période par la présentation de quelques indicateurs du secteur agricole régional, auquel nous adjoindrons le secteur minier, également traditionnel employeur de la population rurale.

---

<sup>1</sup> S. Gomez, *La sociología rural en Chile*, 1995, p. 48

## I

**CONSTITUTION ET CREPUSCULE DU SYSTEME AGRAIRE TRADITIONNEL :  
LE NORTE CHICO DE LA CONQUETE AUX ANNEES 1960**

Avec la conquête, le territoire américain appartenant à la Couronne d'Espagne, est soumis à un régime de cessions. Les *Repartimientos* et *Mercedes de tierras* ou *Gracia Real* furent les premières formes d'attribution de terres, « ... donnant au pays dès ses débuts, un caractère essentiellement agricole et pastoral, avec des *encomiendas* et des *estancias*, des *chacras* et *sementeras* »<sup>1</sup>. Les natifs eux-mêmes sont l'autre élément du système de récompenses attribuées aux conquistadors. On désigne cet asservissement par le terme d'*encomienda*<sup>2</sup>. L'abolition de l'esclavage est décrétée en 1720, et il faudra encore cinquante ans et l'indépendance pour y parvenir dans les faits. A cette époque, le système devenu de moins en moins praticable a déjà bien décliné. La diminution constante du nombre d'indigènes en est la cause principale. Ces propriétés ont largement contribué à « l'appropriation de la terre par les espagnols, les enracinant définitivement dans le territoire et les substituant quasi complètement aux indigènes »<sup>3</sup>. Elles constituent la trame originelle des structures agraires.

A) LA GRANDE PROPRIETE RURALE

1. Permanence de l'hacienda

Les huit *mercedes de tierras* du Norte Chico génèrent aux XVIe et XVIIe siècles d'immenses *estancias* où l'on élève du bétail et cultive des céréales destinés au marché péruvien. Mais vers 1690 selon Bertrand et. al., la forte concurrence des régions du centre initie la décadence de ces propriétés. A partir de ce moment, les propriétés se fragmentent, et naît une génération de propriétaires « pauvres » contraints de s'installer sur leurs terres. « N'ont survécu comme grandes unités territoriales, que les haciendas dont les propriétaires étaient plus riches et avaient les meilleures relations de pouvoir. »<sup>4</sup> Concernant la datation de l'origine de la fragmentation, nos sources ne corroborent pas. La fin du XVIIe siècle marque les prémices d'une crise, mais rien de nature à changer les structures agraires. C'est clairement au XVIIIe siècle qu'apparaissent les conditions d'un tel bouleversement<sup>5</sup>

<sup>1</sup> J. Mc Bride, *Chile su tierra y su gente*, 1936, p. 85

<sup>2</sup> La politique coloniale espagnole poursuivait un triple but : soumettre les peuples et territoires conquis, convertir les aborigènes à la foi chrétienne, et assurer l'auto-suffisance des conquistadors.

<sup>3</sup> J. Mc Bride, op. cit., p.79

<sup>4</sup> Bertrand, Ruiz de Loizaga, Allende, *Relaciones de poder en el area rural (análisis histórico social de la localidad de valle Hurtado)*, 1967, p. 13.

<sup>5</sup> cf. M. Carmagnani, *El salariado minero en Chile colonial. Su desarrollo en una sociedad provincial, el Norte Chico 1690-1800*, 1963.

Vers 1730 la mine se rapproche de l'agriculture, et de nouveaux mouvements de concentration terrienne se produisent. Les propriétaires du minerai investissent dans la terre quand ils ne sont pas déjà *hacendados*. Un second groupe de *latifundios* se constitue, dits « agro-miniers ». En 1738, presque 50 % des propriétaires de mines de Coquimbo possèdent des haciendas.<sup>1</sup> Bertrand et. al. situent la prédominance du *latifundio* agro-minier à partir de 1811, en liaison avec l'essor de l'argent. Au XIXe siècle, ce type d'exploitation finit par concentrer un pouvoir économique et politique sans précédent national. Les premières institutions bancaires du pays se forment autour de 1850 grâce aux capitaux accumulés dans le Norte Chico.

La découverte de nouveaux gisements au nord va lentement altérer l'importance de la Provincia de Coquimbo à partir de 1830. Pour l'hacienda agro-minière commence une période de déclin inexorable. Le modèle ne se déplace pas dans le Norte Grande pour cause d'excessive aridité. Néanmoins, du XIXe au XXe siècle, et ce jusqu'après 1930, le processus de concentration des terres continue sur le plan national.<sup>2</sup> Le phénomène est également constaté dans le Valle Hurtado où l'hacienda locale finit par absorber les terres de la Communauté Agricole.

## 2. Au sommet de la pyramide sociale : les *hacendados*

L'entrepreneur agro-minier est l'une des figures classiques du *latifundio* dans le Norte Chico. De souche ancienne ou nouveau propriétaire, ce type de possédant est à l'origine de grandes fortunes nationales (Edwards, Errázuriz, Ossa... ). A partir du contrôle politique local, les entrepreneurs agro-miniers parviennent à celui du commerce et des finances du pays. Au XIXe siècle, l'hacienda est une institution « seigneuriale », dominant les localités rurales qui constituent l'essentiel du Chili. Cette omnipotence locale analysée comme « système de clientèle » par Bertrand et. al.<sup>3</sup>, repose sur quatre piliers : l'extension territoriale, le contrôle de la main d'oeuvre, le contrôle du marché et du crédit, le contrôle de l'autorité et des moyens de coercition.

L'essor des mines du Norte Grande va opposer longtemps l'aristocratie déclinante des grands propriétaires, aux dirigeants du secteur industrialo-minier. Ces derniers manipulent un soulèvement insurrectionnel qui s'achève par une défaite militaire en 1859, mais une victoire politique dans les faits. Ainsi, à la fin du siècle, l'oligarchie terrienne doit s'allier à la nouvelle classe dirigeante, qui lui concède un rôle de lien entre les populations rurales et le pouvoir central. Cette perte d'influence ne se répercute pas sur les relations clientélistes de la localité rurale. Le système périlera à partir du gouvernement d'Arturo Alessandri (1920) qui va permettre aux classes moyennes d'infiltrer l'administration publique. Les *hacendados* relâchent peu à peu leur étreinte sur la localité rurale, sans être affectés dans leur pouvoir économique ni dans leur stratégie de concentration foncière, jusqu'à la Réforme Agraire.

<sup>1</sup> J. Pinto, *La población del Norte Chico en el siglo XVIII*, p. 59

<sup>2</sup> Bertrand et. al. p. 46, d'après Julio César Jobet, « *Ensayo crítico del desarrollo Económico-social de Chile* » Ed. Universitaria, Santiago 1955.

<sup>3</sup> Idem p. 22

## B) PAYSANS NON-PROPRIETAIRES

### I. Relations de faire-valoir indirect dans l'agriculture chilienne

Toutes époques confondues, la population rurale est majoritairement composée de travailleurs sédentaires exclus de la propriété. A l'origine, apparaît au XVII<sup>e</sup> siècle dans les *estancias*, une catégorie de travailleurs autorisés à cultiver les terres quasi-gratuitement. Le métayage se pratique également. Le processus fondateur d'émergence de la paysannerie est le produit durant la Haute-colonie, de la nécessité patronale d'organiser une force de travail servile à l'intérieur des grandes propriétés agricoles, et de la nécessité pour des « masses vagabondes »<sup>1</sup> de s'établir pour travailler la terre. Au XVIII<sup>e</sup> siècle le commerce de blé avec le Pérou s'intensifie. La grande propriété doit se réorganiser pour produire d'avantage, mais ne dispose que de peu d'esclaves et d'indiens *encomendados*. Le problème de la rupture de main d'oeuvre se résout par le recours massif à la population d'espagnols pauvres et de métis, dans le cadre institutionnel de l'*arrendamiento*.

Dans la pratique de l'*arrendamiento* au XVIII<sup>e</sup> siècle, le propriétaire loue une petite partie de sa terre en échange d'un *canon* ; en espèces le plus souvent, mais aussi en produits agricoles, têtes de bétail ou différents services. Dans les grandes haciendas, une grande partie du domaine est répartie entre plusieurs paysans, tandis que l'*hacendado* conserve une extension qu'il travaille lui-même. Les *arrendamientos* sont en général de 10 à 20 ans, et souvent toute la vie, transmissibles aux descendants. Pendant la seconde moitié du siècle, M. Góngora constate une tendance à l'augmentation des servitudes et le renforcement de la dépendance des *arrendatarios*.<sup>2</sup>

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, tombe en désuétude le terme d'*arrendatario* pour celui d'*inquilino*. Le cas des haciendas Vicuña et Bellavista dans le Valle de Putaendo l'illustre parfaitement<sup>3</sup>. Il semblerait que l'évolution lexicale traduise concrètement celle de la tenure, comme le subodore X. Aranda. Le XIX<sup>e</sup> siècle commence donc avec des relations de travail plus ou moins nouvelles, codifiées par le système de l'*inquilinaje*. L'Indépendance, la République et l'abolition de l'esclavage (1819), le développement économique, n'auront en réalité que peu d'influence sur la relation d'exploitation *hacendado-inquilino* jusqu'à la Réforme Agraire. Tout au plus, le changement de régime permet l'apparition d'une classe de travailleurs libres (venus des villes et des mines essentiellement) dits *afuerinos*, se déplaçant en fonction des récoltes. Il n'en résulte pas moins que jusqu'aux années 1960, persiste un modèle d'exploitation particulièrement inégalitaire.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> G. Salazar, *Labradores, peones y proletarios. La formación de la sociedad popular chilena del siglo XIX*, 1989, p.32.

<sup>2</sup> M. Góngora, *Orígenes de los inquilinos de Chile Central* ; « Ya no asisten solamente a rodeos, sino que se les requiere para la conducción de productos a las ciudades, y para que roporcionen un peón en algunas faenas, más tarde en todas » p. 115.

<sup>3</sup> Baraona, Aranda, Santana op. cit. ; « Se ha hecho referencia a los arrendatarios de Vicuña y Bellavista en los documentos de 1753 y 1770, como pobladores o usufructuarios de tierras de las haciendas. En 1809 se mencionan inquilinos con idéntica intención, es decir, hablando de campesinos que bajo alguna forma de tenencia, usan tierras de la hacienda. » p.190.

<sup>4</sup> Jorge Mc Bride écrivait en 1936 : « Le système de travail paysan établi sous la colonie a survécu jusqu'à aujourd'hui, sans changements appréciables dans ce premier quart de siècle qu'on dit marqué par la démocratie. La figure principale des campagnes est encore l'inquilino, et ses relations sont encore celles du patron et du servant. » op. cit. p. 117

## 2 Faire-valoir indirect dans le Norte Chico

La condition des paysans non-proprétaires (*dependientes prediales*) du Norte Chico semble tout à fait classique, si l'on se réfère à la région du Limari décrite au XIXe siècle par Ignacio Domeiko<sup>1</sup>. Les propriétaires terriens louent des parcelles en échange de la moitié de la récolte. Le travailleur, bien que libre de déplacement est souvent retenu par un système d'endettement. Le texte témoigne aussi d'un mouvement d'expulsion des familles d'*inquilinos*, au profit de travailleurs saisonniers. Dans le cas de Putaendo, le groupe des *dependientes prediales* sera précisément le plus vindicatif. Ce sont en général les paysans migrants des mines du nord, quelques uns venant des haciendas, des zones de petite agriculture ou des Communautés Agricoles, qui de retour dans leurs localités d'origine « ... amenèrent de nouvelles valeurs sociales et politiques qui en se diffusant, contribuèrent à briser l'image seigneuriale de l'hacendado, et allaient engendrer des formes d'opposition plus conflictuelles. »<sup>2</sup>

Dans le cas du Valle Hurtado en 1967, Bertrand et. al. relèvent la disparition de l'*inquilinaje* au sein de l'hacienda, au profit de petites exploitations individuelles sur les terres hautes. Les relations de faire-valoir indirect se caractérisent par trois types de dépendances. Le plus commun est le métayage (*mediería*), cas dans lequel l'hacienda apporte les semences qui sont rendues après récolte. Le métayer apporte la main d'oeuvre, les animaux, doit un mois de travail annuel à l'hacendado et la moitié des récoltes. Le *talaje* est une entreprise familiale qui vit de l'élevage caprin (celui qui loue un pré est un *talajero*). Enfin, l'*arrendatario* occupe et cultive des terres en location.

Remarquons également, que loin de se limiter au fonctionnement de l'hacienda, des modes de faire-valoir indirects sont pratiqués au sein même des Communautés-Agricoles. Il arrive ainsi que des comuneros travaillent occasionnellement pour l'hacienda voisine, où que ceux-ci cèdent l'exploitation de leurs terres.

### C) LA PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

La petite propriété résulterait en partie d'une subdivision par héritage et ventes, des grands domaines originels. La surface des terrains peut ainsi aboutir au XXe siècle, à une taille très réduite : ce sont des minifundios. On répartira les petits agriculteurs indépendants en deux groupes : propriété individuelle et propriété collective. Dans ce dernier cas, la possession familiale est en indivision et se nomme *sucesión* (à ne pas confondre avec une Communauté Agricole). En 1967, dans le valle Hurtado, 39 % des minifundios étaient d'une surface inférieure à 1 ha, dont un 1/5 partagé entre plusieurs familles nucléaires<sup>3</sup>.

Les petites propriétés sont organisées en entreprises familiales isolées qui possèdent leurs cultures, leurs propres animaux, et vendent leurs produits sur le marché local. L'emploi de main d'oeuvre extérieure au voisinage est ponctuel et peu courant. La mauvaise qualité des terres associée à une faible irrigation engendrent un état de pauvreté fluctuant selon les conditions climatiques. Si tout le Norte Chico est soumis à de graves problèmes de sécheresse,

<sup>1</sup> Ignacio Domeiko « Mis viajes. Memorias de un exilado », Tomo I. in *Antología de Ovalle* pp. 44 - 49

<sup>2</sup> L.A. Bertrand et. al. p.41.

<sup>3</sup> D'après Ministerio de hacienda, in L.A. Bertrand et. al., op.cit., p. 73, tab. n°5.

pour les petites propriétés en particulier les conséquences sont dramatiques, car celles-ci sont les plus défavorisées par le système de distribution d'eau. Dans le Valle Hurtado, en 1966, la moitié des droits d'eau appartient à 3 % des utilisateurs.<sup>1</sup> X. Aranda insiste bien sur le fait que « ... de los recursos físicos, el de mayor valor y el que ha creado tensiones más fuertes en el Norte Chico es el agua. La tierra aparece como un factor secundario, ya que su potencialidad productiva es función del riego. »<sup>2</sup>

Les petits propriétaires se multiplient avec l'atomisation des grands domaines coloniaux. Individualistes, ce sont en principe les agriculteurs les plus indépendants du système clientéliste de l'hacienda. Cependant, le déficit de terre et donc de source de travail les oblige parfois à louer à l'hacendado. Bertrand et. al. constatent une proximité sociométrique entre ce groupe et celui des notables dans le valle de Putaendo. Ce qui lui permet au XXe siècle, une meilleure intégration aux institutions nationales<sup>3</sup>.

## D) LES COMMUNAUTES AGRICOLES

Enfin, l'histoire rurale du Norte Chico se caractérise par la formation d'un troisième type de propriété impliquant des relations de faire valoir et une identité collective originales : la Communauté Agricole. Le concept de communauté agricole se fonde sur la notion d'indivision. C'est autour de l'usage et de la défense d'un domaine commun que se constitue le système social. Ce passage de la propriété individuelle à la propriété collective est conditionné par la conjonction de certains facteurs, à commencer par la pauvreté du milieu et son occupation physique. De la diversité des formes du second, résultent deux groupes de communautés : celles qui se sont constituées à partir d'un *fundo* et d'une famille nucléaire, cas le plus fréquent, et toutes les autres.

### 1 Les processus de formation

#### Modèle général

L'hypothèse classique est celle de l'installation, développée par P. Cañon dans son étude de l'ex-commune de Mincha (Province du Choapa). C'est à partir du moment où des grands propriétaires viennent habiter sur leur terre que les domaines se divisent par héritage. Une hacienda peut produire autant d'unités plus réduites, qu'il y a d'enfants par famille. Or, les terres étant en grande partie non arables, à la seconde génération, la division ne s'applique plus qu'aux secteurs cultivables. Les héritiers maintiennent les terres de *secano* comme propriété commune pour l'élevage. La division physique laisse place à une division de droits. Dès lors, à

<sup>1</sup> CIDA *Tenencia de la tierra y desarrollo socio-económico del sector agrícola*, p. 127, cité par Bertrand et. al.

<sup>2</sup> X. Aranda, *Evolución de la agricultura ...* p. 25.

<sup>3</sup> « El empleo de agencias administrativas de los centros de autoridad urbana (como carabineros, posta del servicio nacional de salud, juez local, etc...), e instituciones de comunicación (como correos, telégrafos, periódicos, transporte colectivo), constituye un fenómeno cotidiano en la vecindad de los pequeños propietarios. » A.L. Bertrand et. al. p. 85.

chaque génération les possessions individuelles se fragmentent tandis que se conserve entier le domaine collectif. Pour Bertrand et. al., l'époque fondatrice est celle de la crise céréalière de Coquimbo au XVIIIe siècle. Le marché ébranlé, les *hacendados* les plus puissants conservent leurs possessions tandis que les autres vendent ou s'établissent sur leur domaine.

L'analyse de R. Baraona concernant la constitution des communautés pastorales du Valle de Putaendo<sup>1</sup> est tout à fait éclairante, bien que le cas soit un peu différent. Dans cette vallée du centre-nord, l'opposition montagne-plaine est le pendant de *secano-riego* dans le Norte Chico. Néanmoins, on retrouve l'état d'indivision dans les parties ingrates, comme pâturage commun. Au XVIIIe siècle, de plus en plus nombreux, les propriétaires s'appauvrissent naturellement, et ce qui n'avait pas de valeur devient une ressource importante. L'espace négligé des montagnes donne lieu à l'exploitation du bois, voire à des installations habitationnelles. La gestion de l'accès au territoire entraîne la définition de règles. Avec le temps se créent la coutume, la culture, qui donnent tout son sens au terme de communauté. Ainsi, en appliquant le modèle de R. Baraona, il y aurait trois étapes dans la formation des communautés agricoles : l'indivision de fait, la constitution d'un droit, la structuration en société communautaire.

---

<sup>1</sup> Baraona, Aranda, Santana, Valle de Putaendo, estudio de estructura agraria, pp. 128-135.

### Hypothèses alternatives

Nous faisons allusion plus haut à l'existence de Communautés Agricoles dont l'origine n'est pas la grande propriété familiale. En effet, si souvent la répétition exhubérante de patronymes espagnols dans une communauté, ne laisse guère planer le doute sur son origine, parfois des noms à consonance indigène appellent d'autres hypothèses. C'est le cas de la Communauté de Valle Hermoso décrite par R. Gonzalez dans un article pionnier<sup>1</sup>. R. Baraona suppose qu'elle provient soit d'anciens villages d'indiens, soit d'une concentration forcée par volonté de contrôle, ou encore d'indigènes chassés des terres irriguées.

Une autre hypothèse couramment citée est celle de populations résiduelles de l'activité minière, qui se seraient établies définitivement, se constituant avec le temps en communautés. A. Zuñiga Arias<sup>2</sup> s'inspirant de G. Salazar, rappelle à ce propos l'existence des *maritatas*, communautés minières dont le rôle a été significatif dans la démographie du Norte Chico<sup>3</sup>. Selon la même source, des « *estancias de pobres* » au début du XIXe siècle sont également susceptibles de s'être transformées en communautés agricoles.<sup>4</sup>

Il y aurait également de rares cas d'occupation de terres marginales, abandonnées par leurs possesseurs émigrés, « ... de sorte que personne ne s'est opposé à l'implantation d'ouvriers d'hacienda, familles diverses, qui se mirent à chercher du minerai ou autre occupation. Avec le temps, ces personnes commencèrent à se considérer comme propriétaires des lieux, et a fortiori leurs descendants. »<sup>5</sup>

Enfin, X. Aranda souligne quand à elle, la corrélation entre la réquisition du riego au XVIIe siècle repoussant l'élevage dans les zones marginales, et l'existence des *comuneros*.<sup>6</sup>

## 2 Conclusions sur la question de l'origine des CA

Les limites territoriales des Communautés Agricoles ne sont à l'évidence pas toutes héritées des *mercedes de tierras*. Cependant, est admise la prédominance du modèle d'évolution basé sur la division de grands domaines coloniaux, et l'apparition progressive de structures indivises.

Les structures foncières ont subi des crises, des changements, depuis leur expression au XVIe siècle : elles sont dynamiques. Il serait étrange que le territoire des Communautés Agricoles dont on explique l'émergence par des facteurs économiques et politiques, ait totalement échappé par la suite à ces mêmes déterminations. Nous concevons que ce territoire soit plus rigide, moins réactif, mais on ne peut l'isoler historiquement du système agraire. Nous n'excluons pas non-plus qu'il ait dans certains cas sa dynamique propre, comme le suggère G. Castillo concernant la communauté Olla de Caldera, cas d'expansion contemporaine à des fins

<sup>1</sup> M. Raúl GONZALEZ, *Comunidades del Norte Chico. Mincha Norte*, Informaciones geográficas n° 3 y 4, 1951.

<sup>2</sup> A. Zuñiga. Arias, *Identificación y caracterización de las estrategias de reproducción económico-sociales en las Comunidades Agrícolas de la IV Región de Chile : el caso de Mincha Norte*, p.52.

<sup>3</sup> Salazar p.183, « ... las *maritatas* parecen haber jugado un rol significativo tanto en la atracción como en la dispersión de la población peonal del Norte Chico », cité par A.Z. Arias

<sup>4</sup> Salazar, p. 176, p.53, cité par A.Z. Arias.

<sup>5</sup> Astudillo Hernandez R. , *Las comunidades agrícolas, un caso de atipicidad jurídica*, p. 8, 1992.

<sup>6</sup> Cf infra. 1.3 et X. Aranda, *Evolución de la agricultura...* , p. 13.

pastorales<sup>1</sup>. Les récentes légalisations ont parfois regroupé plusieurs communautés, créant ainsi de nouveaux ensembles. Les limites des Communautés Agricoles sont donc relativement instables.

Un déterminant global réside dans la rigidité du foncier et l'expansionnisme de l'hacienda. Le *latifundio* a dû exercer une pression permanente sur les hommes, forcés de s'enraciner à leurs terres ingrates, ou contraints d'en coloniser de nouvelles, chaque fois plus à la limite de l'habitabilité. Il faut également envisager l'effet de fluctuation de la valeur des terres. Si les vallées et la côte ont toujours été prisées, des espaces déconsidérés se sont révélés par la suite convoités, parfois de nouveau marginalisés, dans une dynamique dictée par l'économie, la pression démographique et l'appauvrissement du milieu.

Ce qui nous semble pregnant pour conclure, dans la constitution des Communautés Agricoles, c'est le peuplement d'une zone plutôt homogène écologiquement. Si plusieurs types d'évolution foncière coexistent, une réalité est partagée systématiquement : la pauvreté des ressources. Il faut donc considérer en priorité l'événement qui met en situation l'homme dans ce milieu difficile. Nous opterions pour une hypothèse impliquant des vagues successives d'implantations, favorisées en deux époques par le contexte macro-économique. La crise agricole intervenant autour de 1700 premièrement, est une cause relativement circonscrite de retour de propriétaires sur leurs terres. Le développement minier et la croissance démographique secondement, pourraient avoir généré des implantations dans le secano de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à celle du XIX<sup>e</sup>.

---

<sup>1</sup> «A medida que se fueron definiendo las divisiones con tierras vecinas y aclarando conflictos con particulares, las tierras sobre línea de costa empezaron a ser colonizadas por quienes se cambiaron para aprovechar vertientes precordilleranas, u otros que hallaron ahí la solución para usufructuar de un goce singular del cual planificar la trashumancia acostumbrada. » G. Castillo Gomez, **Asentamientos en quebradas y movimientos trashumanticos de pastores contemporaneos (una aproximación comparativa)**, 1995, p.30.

## II

### LA MODERNISATION : CHANGEMENT AGRAIRE DANS LA REGION DE COQUIMBO

#### A) 1962-1973 : LE PROCESSUS DE REFORME AGRAIRE

##### 1. Une réforme à trois vitesses

En 1962 est approuvé le projet de Loi du gouvernement de Jorge Alessandri (Loi 15.020), au triple objectif de : faire accéder à la propriété de la terre ceux qui la travaillent, améliorer le niveau de vie des paysans, augmenter la production agricole et la productivité du sol. La loi permet l'expropriation et se dote d'institutions comme la CORA (Corporación de la Reforma Agraria) dont le rôle est de redistribuer la propriété, et l'INDAP (Instituto de Desarrollo Agropecuario) pour l'aide technique. Or, cette politique n'est pas issue de la revendication populaire ou des partis, mais de la pression externe des Etats-Unis et des organismes internationaux, dans un contexte de guerre idéologique où le marxisme latino-américain vient pour la première fois de triompher. Ainsi, en l'absence de consensus national sur la question, et compte-tenu des divisions au sein de la droite, la Loi 15.020 est sous-exploitée, excessivement focalisée sur les problèmes agronomiques.

Néanmoins, une étape a été franchie et la droite affaiblie laisse le champ du pouvoir à une Démocratie Chrétienne qui se présente comme la seule alternative face à la coalition des partis de gauche, le FRAP. En septembre 1964, Eduardo Frei est élu président sur un programme de 7 réformes dont celle de l'agriculture<sup>1</sup>. La Loi de Reforme Agraire 16.640 du 16 juin de 1967 définit douze motifs d'expropriation, dont l'excès de superficie (plus de 80 ha de riego basique<sup>2</sup>), abandon ou mauvaise exploitation, l'aménagement d'oeuvres d'irrigation, et la réunion de minifundios.

L'action du gouvernement très critiquée, sera parvenue à dynamiser la classe paysanne en lui donnant les moyens de la participation, par le syndicalisme, le coopérativisme et la pratique de l'*asentamiento*<sup>3</sup>. Les objectifs économiques ont été partiellement atteints. Au niveau de la distribution de la propriété, un important secteur réformé a été créé, mais à l'issue du mandat, l'élimination du latifundio et la redistribution des droits d'eau ne sont pas effectives. Le niveau de revenu a considérablement augmenté dans les *asentamientos*, source de tensions face aux paysans non-bénéficiaires, tandis que l'extrême pauvreté des minifundistes perdure. Enfin,

<sup>1</sup> Définie dans ce programme comme « ... processus de distribution massive de la propriété de la terre et de l'eau, de modification du régime de la propriété en faveur directe de ceux qui travaillent la terre, accompagné d'une politique intégrale d'assistance, éducation et soutien de la population paysanne. » M.-A. Huerta, op. cit., p. 193

<sup>2</sup> L'hectare de Riego basique est une unité de mesure permettant de comparer des terres de productivité différente, d'après une table de conversion régionale définie dans la loi.

<sup>3</sup> La loi définit l'*asentamiento* comme « l'étape transitoire initiale de l'organisation sociale et économique des paysans, pendant laquelle sont exploitées les terres expropriées par la CORA, durant la période comprise entre la prise de possession matérielle et l'attribution en conformité avec l'article 67 de la présente loi ». Cité par M. A. Huerta, op. cit., p. 205.

« Parmi les secteurs favorisés par le processus, la bourgeoisie agraire serait le plus grand bénéficiaire, en ayant reçu un apport économique considérable et en étant devenu le secteur le plus dynamique sur le plan de la production. »<sup>1</sup>

Dans un climat de terreur, les élections présidentielles de 1970 opposent l'Unité Populaire alliant les partis de gauche représentés par Salvador Allende, la droite de Jorge Alessandri, et la Démocratie Chrétienne dont le candidat est Radomiro Tomic. Ceux-ci obtiennent respectivement 36,30 %, 34,98% et 27,84% des voix. Sans majorité à l'assemblée, le gouvernement Allende devra mener son « approfondissement et extension » de la Réforme Agraire avec la loi en vigueur, de même que la Réforme Industrielle, la Nationalisation du cuivre et autres réformes. Le secteur réformé est restructuré dans deux types d'organisation, censés opérer une transition vers le socialisme : les Centros de Reforma Agraria (CERAS)<sup>2</sup> et les Centros de Producción (CEPROS<sup>3</sup>). Dans la pratique, vont fleurir les *Comites Campesinos*, organisations temporaires implantées en l'absence d'accord pour créer un *asentamiento*, un CEPROS ou un CERAS.

Le bilan positif de l'unité populaire concernant l'agriculture réside dans la radicalisation du processus d'expropriation et l'organisation de la société rurale à travers le syndicalisme et diverses associations. Systématiquement, toutes les propriétés de plus de 80 HRB contribuent à alimenter un immense secteur réformé. Les principales critiques portent d'une part sur l'insuffisance des progrès dans le domaine de la production. Les minifundistes et les petits producteurs sont d'autre part mal intégrés (ce sont les employés des haciendas qui bénéficient des assignations), comme sous le gouvernement précédent. Par ailleurs, un chaos progressif se manifeste par des affrontements entre propriétaires et paysans, animés par des groupes d'extrême gauche et d'extrême droite. Dans un contexte national de violence croissante, le processus de Réforme Agraire vit ses derniers moments jusqu'au coup d'Etat du 11 septembre 1973.

**Tab. 3**  
**Evolution des expropriations 1965-1972 (junio)**  
(source M. A. Huerta, d'après Diagnostico de la R.A. Barraclough y Fernandez 74)

	Nombre de domaines	HRB	Total en ha expropriés
1965	99	41 260	541 183
1966	264	57 965	526 276
1967	217	50 585	285 026
1968	220	44 618	657 247
1969	315	54 557	870 208
1970	293	41 552	684 613
1971	1 378	177 418	2 555 506
1972	1 904	193 748	2 741 250
<b>TOTAL</b>	<b>4 690</b>	<b>662 703</b>	<b>8 861 309</b>

<sup>1</sup> A. Huerta op.cit., p. 279

<sup>2</sup> Système d'exploitation de domaines expropriés dont les membres travaillent exclusivement pour l'organisation, s'engagent à travailler dans un projet d'amélioration de la productivité décidé en commun, et à suivre une formation.

<sup>3</sup> Unités de type entreprise publique qui se créent dans le cas de latifundios agro-industriels, ou bien quand le processus de production fait appel à une technicité particulière et de gros investissements. Ce sont des experts de l'agriculture qui les dirigent. La propriété est exclusivement collective.

## 2. La Réforme Agraire dans la région de Coquimbo et ses Communautés Agricoles

La Province semble avoir été au tout premier plan de la Réforme Agraire durant la période de la Démocratie Chrétienne. Sous le gouvernement de Frei ont été expropriés 120 domaines, soit 851 9578 ha, ce qui constitue la plus importante surface expropriée du pays à cette étape<sup>1</sup>. 123 autres domaines seront expropriés sous l'Unité Populaire pour 498 969 ha, soit un total de 1 350 927 ha entre 1965 et 1970 qui représente 33 % de la superficie régionale. 5515 familles sont bénéficiaires. Le secteur réformé se compose finalement de 3,5 % de terres irriguées, 1,9 % de secano arable, et 94,6 % de secano non arable.

Au niveau de la formation de coopératives, la Province de Coquimbo est en première position de 1968 à 1969 totalisant ces deux années 62 implantations. Le legs de la politique des Démocrates Chrétiens se chiffre à la création de 74 *asentamientos* pour 3 036 familles. Concernant les organisations paysannes de la période Allende, seules 21 unités sont recensées en 1971, dont 1 CEPROS et 4 CERAS. Si l'on considère comme indicateur du changement social, le nombre de prises de *fundo*, la province est à contre-courant de l'amplification générale : 23 occupations de 1967 à 1969, 33 en 1970, 7 en 1971.

Au niveau de la socialisation politique et du développement local dans les Communautés Agricoles, la Réforme Agraire produit des réactions conflictuelles. De nouvelles institutions (*centros de madre, sindicatos, juntas de vecinos, cooperatives*) viennent bouleverser l'ordre social. M. Orellana<sup>2</sup> diagnostique une atomisation de l'organisation traditionnelle et une poussée d'individualisme, tout en constatant finalement la récupération du pouvoir par les leaders habituels. Selon la même source, la période 70-73 apparaît anarchique, les organisations parallèles se multipliant en fonction des sensibilités politiques. Il était devenu « nécessaire d'appartenir à un parti politique précis pour obtenir les bénéfices offerts par les organisations »<sup>3</sup>.

Il est difficile de présenter concernant les Communautés Agricoles, un bilan de la Réforme Agraire, celle-ci s'étant surtout appliquée au problème du latifundio et de sa population. Mais à travers la naissance d'une législation spécifique, se construit pendant la période un des moyens d'intervention sur le devenir des Communautés Agricoles. La Loi 15.020 de 1962 sur la Réforme Agraire cite les Communautés Agricoles des régions de Coquimbo et de l'Atacama, comme un cas spécial dont les droits sont à déterminer. En 1963, l'Etat entreprend de recenser et de légaliser les titres des domaines, ainsi que de légiférer et intervenir sur leur organisation (« Decreto Fuerza de Ley Reglamento de Reforma Agraria n°19 sobre constitución de la propiedad de la comunidades agrícolas de las Provincias de Atacama y Coquimbo, saneamiento de sus títulos y de su organización »). En 1968 est présenté le D.F.L. N°5 de 1967 del Ministerio de Agricultura qui refonde le texte précédent.

<sup>1</sup> A. Huerta, op.cit., p. 242

<sup>2</sup> M. Orellana, *Situación socio-económica del sector rural Chileno según estudio de casos : Región IV y VI*, 1977, cité par J.-C. SAEZ, op. cit., p. 17

<sup>3</sup> idem p.16

## B) DE 1973 AUX ANNEES 80 : LA « REVOLUTION CAPITALISTE »

### 1. Contre-Réforme et évolution vers l'ultra-libéralisme

Après le coup d'état, le nouveau régime connaît une étape d'installation (73-74) caractérisée par des actions répressives. La période qui suit est celle de l'adoption d'un modèle économique ultralibéral qui aboutit à une crise de l'agriculture en 1983 : les producteurs sont surendettés, de nombreux assignataires ont perdu leurs terres, la paupérisation s'est accélérée dans les campagnes, de grandes entreprises ont failli. Cet échec marque le début d'une nouvelle période de réajustement des politiques<sup>1</sup>.

Les principes fondamentaux de l'ultralibéralisme appliqués au secteur agricole se résument à la volonté de former et dynamiser un tissu d'entreprises orienté vers une rationalité économique de maximisation des bénéfices. Une série de sept mesures peut se distinguer<sup>2</sup>. 1) Libéralisation du marché de la terre qui permet sa libre commercialisation, quel que soit son propriétaire. Ceci se traduit par la restitution partielle ou totale des domaines expropriés à leurs anciens propriétaires, la vente de domaines non-distribués et l'assignation individuelle des terres dont l'occupation était transitoire. 2) Transfert des actifs de l'appareil agro-industriel de la Corfo et des organisations issues de la Réforme Agraire, au secteur privé. 3) Privatisation de l'activité forestière. 4) Libéralisation progressive des prix agricoles. 5) Ouverture au marché international et orientation des cultures en fonction de la compétitivité. 6) Transfert au secteur privé du soutien technique et financier aux petits et moyens propriétaires. 7) Démantèlement des organisations syndicales paysannes pour maintenir les salaires bas et libérer le marché du travail.

L'effet de ces mesures sur les structures foncières est profond. Globalement, on observe une augmentation des petites et moyennes propriétés ainsi que la réapparition de grands domaines (HRB > 80), ce que montre le recensement agricole de 1975. Mais entre 1976 et 1980 la distribution des terres est très instable<sup>3</sup>. En 1985, seules 25 000 parcelles restaient en possession de leurs assignataires originaux. R. Rivera affirme en 1988 : « Il n'est absolument pas évident que le nombre de propriétaires ait augmenté, il serait bien question du contraire, puisqu'avec les transferts de terres, des domaines se sont groupés à d'autres formant ainsi des unités plus grandes. » L'augmentation de la proportion de terres aux mains de la propriété commerciale est en revanche indéniable. Par ailleurs une autre tendance claire est celle de la fragmentation continue des domaines par héritage ; la propriété continue de se diviser.

### 2. La nouvelle distribution de la terre dans la région de Coquimbo

A partir de 1973, dans la IV Región, l'accent mis sur les assignations individuelles, 1526 parcelles et divers terrains seront attribués pour un total de 66 491 ha<sup>4</sup>. Au niveau de la concentration des domaines et de leur distribution par taille, une comparaison des

<sup>1</sup> S. Gomez, J. Echenique, *La agricultura chilena, las dos caras de la modernización*, 1986, pp. 46-47

<sup>2</sup> L. E. Cereceda, F. Dahse, *Dos décadas de cambio en el agro chileno*, pp. 102-103

<sup>3</sup> R. Rivera, *Los campesinos chilenos*, p. 84

<sup>4</sup> IMG, op. cit., p. 239

recensements agricoles de 1965 et 1975<sup>1</sup> ne révèle pas de grande évolution ( Cf Tab. 4 ) : 1,5 % des exploitations possèdent encore 89 % des terres. Cependant, cette réalité reflète surtout la permanence des très grands domaines de *secano* (Communautés Agricoles, haciendas). La concentration de la terre en général, ne révèle pas la répartition du *riego*. Le changement agraire s'est produit dans le *riego*. Il se répartit en 1976 principalement entre les moyens domaines (de 5 à 50 ha) et les grands domaines (100 ha et +). Les petits domaines (0-5 ha) représentent 20 % de la superficie irriguée.

**Tab. 4**  
Taille des domaines et superficies de riego en %, Région de Coquimbo 1976  
( source : recensement agricole, INE<sup>2</sup> )

<b>RIEGO</b>	<b>0-5 ha</b>	<b>5-20 ha</b>	<b>20-50 ha</b>	<b>50-100 ha</b>	<b>100 ha +</b>
% nombre des exploitations	84,2	11,7	2,7	0,7	0,7
Superficie de riego en %	18,9	20,3	14,6	9,3	36,9

En 1987, la répartition foncière a encore évolué. En fonction des superficies de riego différentes, la part des grands domaines n'est que de 27 %. Selon ces informations, la surface irriguée est clairement organisée majoritairement en petits et moyens domaines.

**Tab. 5**  
Distribution de la superficie de Riego en % et en ha - Région de Coquimbo 1987  
( Source : CIREN-CORFO<sup>3</sup> )

	<b>0-10</b>	<b>10-20</b>	<b>20-50</b>	<b>50-100</b>	<b>100 et +</b>	<b>TOTAL</b>
<i>Riego en ha</i>	16 424,7	15 346,4	18 741,1	5 677,6	20 866,5	77 056,3
%	21.3	20	24.3	7.4	27	100

Nous remarquons enfin, que les structures foncières de la Région de Coquimbo diffèrent peu de la moyenne nationale en ce qui concerne la distribution des terres productives(cf. tab ). La strate des 12-20 ha éq. est celle qui représente le plus de superficie dans le cas régional, alors qu'il s'agit de la strate 0-5 ha éq. au niveau national.

**Tab. 6**  
Comparaison de la distribution de la terre en ha équivalents  
entre la Région de Coquimbo et la moyenne nationale - 1987 ( source :

	<b>0 - 5</b>	<b>5 - 8</b>	<b>8 - 12</b>	<b>12 - 20</b>	<b>20 - 40</b>	<b>40 - 80</b>	<b>+ de 80</b>	<b>TOTAL</b>
Coquimbo %	15.5	11.0	17.8	18.9	11.3	10.9	14.6	100
National %	18.0	12.6	16.2	12.4	15.4	13.5	11.9	100

<sup>1</sup> Tableau « Evolution de la structure de superficie de la propriété 1935-1975 », source INE, IMG, op.cit., p. 242

<sup>2</sup> IMG, op.cit., p. 242

<sup>3</sup> Source CIREN - CORFO, septembre 87, Información del servicio de impuestos internos, cité par S. Gomez et J. Echenique op. cit., p. 288

L.E. Cereceda et F. Dahse signalent en 1986 que « ... la libéralisation du marché de la terre est recherchée également à travers de grands programmes de *saneamiento* des titres de propriété des petits propriétaires ruraux, Communautés Agricoles du Norte Chico et communautés indigènes de l'Araucanía, et avec la diminution significative de l'assistance technique et financière que l'Etat leur octroyait directement. »<sup>1</sup> En 1978, l'Etat lance un grand programme d'étude qu'on peut effectivement interpréter dans ce sens, par le biais de la CORFO, exécuté par l'IREN. Nous avons plusieurs fois cité des documents issus de cette investigation. Une étape fondamentale est franchie en 1984, quand la loi concernant les Communautés Agricoles est modifiée pour permettre la vente des différentes propriétés reconnues d'un comunero (Loi 18.353 d'octobre 1984). C'est une mesure qui en plus d'encourager les enregistrements au cadastre, ouvre la voie à une recomposition du foncier.

### C) LA SOCIÉTÉ RURALE CHILIENNE AUJOURD'HUI : ENTREPRENEURS, PAYSANS, SALARIÉS

A une nouvelle organisation des structures agraires, correspond une réalité sociologique qu'analysent S. Gomez et J. Echenique sur le plan national. Il en ressort une typologie applicable à la IV Région.

#### Les entrepreneurs

Ils se divisent globalement en deux groupes : les exploitants des zones de meilleure potentialité agro-climatique, et ceux des zones relativement marginales.

Les premiers<sup>2</sup> peu touchés par la crise de 1982-83 incarnent l'image de l'entreprise capitaliste hyper-compétitive, orientée vers les marchés extérieurs. On les appelle les « agriculteurs californiens »<sup>3</sup> quand ils sont issus d'une lignée de grands propriétaires ; de nombreux autres sont des professionnels de l'agriculture, d'origine urbaine (5000 personnes environ qui possèdent 15 % des superficies agricoles).

Les seconds souvent issus de familles expropriées, ont mal vécu la crise car se sont sur-endettés. Ils bénéficient d'un haut niveau éducationnel et technologique (25 000 personnes environ qui possèdent 55 % des terres agricoles). Ce sont des entrepreneurs « Moyens ». Mais entre ceux-ci et les grands entrepreneurs des régions plus productives, peuvent se décliner d'autres configurations de cas<sup>4</sup>.

#### Les paysans

Les petits exploitants travaillant avec de la main d'oeuvre familiale forment une nébuleuse de situations, qu'on peut répartir en quatre groupes : les paysans traditionnels, les producteurs-paysans, les paysans liés à des institutions particulières, et tous les autres.

<sup>1</sup> *Dos decadas de cambio...* op.cit. p. 126

<sup>2</sup> Les auteurs excluent ici les grands entrepreneurs dont l'activité agricole ou forestière n'est qu'une branche d'activité complémentaire.

<sup>3</sup> S. Gomez, J. Echenique, op. cit., p. 202

<sup>4</sup> Des agriculteurs situés en zone de haute-productivité peuvent travailler de manière traditionnelle, obtenant une faible productivité. D'autres situés en zone défavorable, sont des gros producteurs grâce à des hauts rendements.

Les paysans traditionnels sont ceux dont la propriété est héritée du long processus de subdivision et d'échanges que nous avons décrit auparavant. Il s'agit des petits propriétaires, et dans le cas de la Région de Coquimbo, des membres des Communautés Agricoles.

Les producteurs-paysans constituent une catégorie ayant fortement augmenté dans les années 80, résultant de la politique d'assignation individuelle des terres. Ils possèdent les meilleurs sols et les plus grandes superficies de l'agriculture paysanne. On y observe des processus de subdivision et souvent la pratique du métayage. Ce groupe devrait donc rejoindre à moyen terme le premier<sup>1</sup>.

Les paysans liés à des institutions particulières sont les membres des projets de Colonisation<sup>2</sup> et des Sociétés de Secano. Ces dernières ont été créées par la Réforme Agraire ; par la suite divisées, mais il est actuellement impossible d'évaluer la réalité de leur liquidation. Il y en a dans la IV Región.

Pour finir, S. Gomez et J. Echenique placent trois catégories dans le même groupe. D'abord, les communautés indigènes (Mapuche et Huilliche au sud, Aymaras dans le nord etc.) qui ont en commun d'avoir été discriminés et acculés. Ensuite des groupes liés de façon précaire à la terre dont les métayers constituent l'essentiel (on peut y ajouter certains occupants illégaux mais exploitants de fait). Enfin, les *minifundistas* qui contrôlent des surfaces extrêmement réduites. On retrouve ces derniers dans toutes les catégories de paysans, mais ils se singularisent comme groupe par leur extrême pauvreté<sup>3</sup>.

#### Les salariés : prédominance du *temporero*

Dans une enquête du GIA portant sur cinq provinces du centre en 1982, 78 % des journées de travail rural rémunérées étaient des journées de travail temporaire<sup>4</sup>. La forme de salariat prédominante dans l'agriculture actuelle est encore celle du travail temporaire, a fortiori dans la fruticulture où l'appel de main d'oeuvre est lié aux récoltes. On distinguera donc aisément deux groupes : les salariés permanents et les temporaires dits *temporeros*.

Parmi les salariés permanents, il faut distinguer dans les zones les plus modernisées, les employés qui sont de véritables ouvriers spécialisés, organisés et bénéficiant d'un revenu supérieur, des employés communs beaucoup plus nombreux, dont la condition est peu différente du *temporero*. Dans les zones plus marginales peuvent même apparaître des atavismes du système traditionnel, certains employeurs ayant maintenu quelques traits de l'*inquilinaje*.

Les temporeros sont plutôt jeunes, des deux sexes et ont un niveau d'étude relativement élevé<sup>5</sup>. On peut les diviser selon l'origine : plus nombreux sont les temporeros issus des grandes agglomérations ou des petites zones urbaines, que ceux provenant de l'agriculture paysanne. La temporalité du travail est un autre paramètre différenciateur. Il y a des temporeros qui s'occupent de façon permanente en changeant de tâche et de lieu, et des temporeros qui travaillent une période saisonnière uniquement.

<sup>1</sup> S. Gomez, J. Echenique op. cit., p. 206

<sup>2</sup> Parcelles qui ont été attribuées dans le sud à des employés de fundos et haciendas de 1925 à 1964.

<sup>3</sup> « En d'autres termes, alors que dans les catégories antérieures on a privilégié la variable historique, quand il s'agit du minifundio on fait référence à un aspect plus structurel qui s'attache au rapport entre quantité et qualité de la terre » S. Gomez, J. Echenique, op. cit., p. 208

<sup>4</sup> R. Rivera, M. Elena Cruz, op. cit., p. 173

<sup>5</sup> S. Gomez, J. Echenique op. cit., p. 211

### III

#### LES SECTEURS AGRICOLE ET MINIER TRADITIONNELS EMPLOYEURS DE LA POPULATION REGIONALE

#### A) HISTOIRE ECONOMIQUE DU NORTE CHICO : LE BINOME AGRO-MINIER

##### 1. La colonie

##### XVIe - XVIIe siècle : vers un profil agro-minier

Durant tout le XVIe et le XVIIe siècle l'atout de Coquimbo et de ses vallées est son appartenance à la ceinture commerciale de la zone minière de Potosí (Pérou). Le Norte Chico exporte pour le marché péruvien des produits de l'élevage (cuirs, graisse), de l'extraction (cuivre brut et élaboré) et de la farine.

Malgré un système agraire largement orienté vers la production de blé, la vigne est déjà largement utilisée pour la fabrication de vin et d'eau de vie. On cultive également du trèfle pour suppléer à l'appauvrissement des paturages en période de sécheresse, et alimenter les mulets envoyés à Potosí. X. Aranda<sup>1</sup> affirme que toutes les variétés de bétail européen sont présentes, et parmi elles, utilisées pour le commerce, les vaches, les ovins, et les chèvres (cuirs, graisses, peaux). Carmagnani indique cependant que les bêtes étant déplacées des terres fertiles vers celles de qualité médiocre ou vers les montagnes, le cheptel bovin doit disparaître à cette époque, au profit de l'élevage caprin. Entre 1620 et 1690<sup>2</sup> la région passe d'un profil agro-pastoral à une économie agro-minière.

##### Le XVIIIe siècle : émancipation du Norte Chico

Aux débuts du XVIIIe siècle, la région de La Serena est encore essentiellement caractérisée par ses exportations de blé. Malgré l'extension de l'aire cultivable par le déboisement et l'irrigation, l'agriculture céréalière est peu rentable. Or, l'activité minière se développant provoque l'augmentation de la population tandis que diminue la main d'oeuvre agricole. Vers 1695 apparaissent les premiers signes d'une insuffisance de la production pour la consommation locale. La période difficile commence dans les années 1720 avec une série de crises qui réduisent chaque fois les exportations de blé, jusqu'à son effondrement autour de 1740<sup>3</sup>. Cette époque se décèle dans l'analyse démographique de J. Pinto, qui détermine une première période de développement lent entre 1700 et 1744<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> X. Aranda, *Evolución de la agricultura y el riego en el Norte Chico : Valle de Huasco*, p. 10.

<sup>2</sup> M. Carmagnani, *El salariado minero en Chile colonial...*, p.33.

<sup>3</sup> Idem, pp. 34-36.

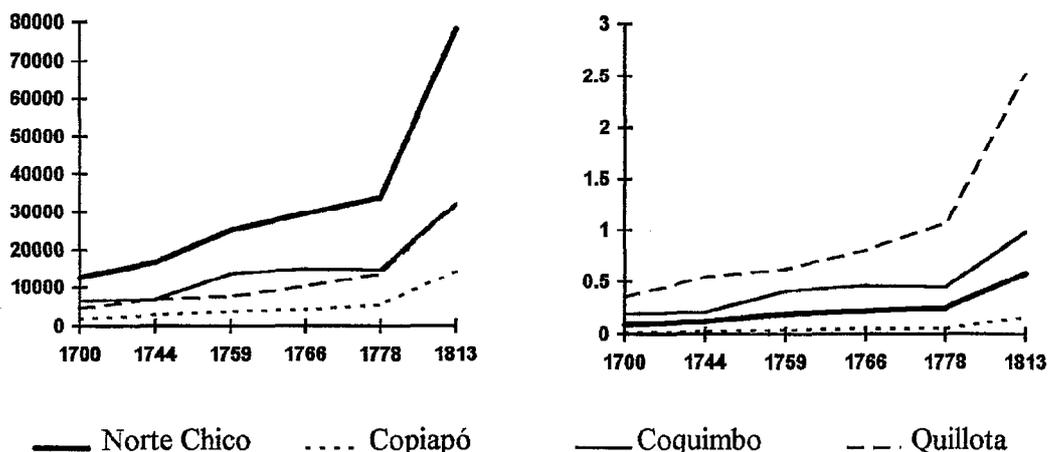
<sup>4</sup> Cf tab

Jusqu' alors, l'essor de la production aurifère profite surtout aux *corregimientos*<sup>1</sup> de Copiapó et Quillota tandis que Coquimbo exploite peu ses ressources en cuivre. La période de crise est donc plus difficile pour ce dernier, mais à l'inverse la récupération qui s'ensuit est surtout à son bénéfice. Coquimbo, centre producteur de cuivre, profite pleinement de la demande espagnole. Entre 1744 et 1766, sa production augmente de presque 400 % alors que le prix du minerai double<sup>2</sup>. Pinto observant par ailleurs une croissance particulièrement forte dans la zone agrominière en déduit une relation symbiotique. La production agricole dépend des besoins de la mine (viande, alcools, fruits secs, fourrage), et quand l'agriculture est présente près de la mine, les coûts de l'extraction baissent. Pendant cette période, Copiapó appuie son développement sur l'or, puis sur l'argent (valle de Copiapo) et le cuivre (valle de Huasco) après 1766. Au sud, l'activité de Quillota est plutôt stable, l'extraction de l'argent remplaçant peu à peu celle de l'or. Globalement, la fin de siècle se caractérise par une intensification de l'activité minière dans tout le Norte Chico.

Sur le plan de l'agriculture, le XVIII<sup>e</sup> siècle consacre définitivement la spécialisation régionale. La crise céréalière, le marché des aliments du secteur minier, les sécheresses et la nécessaire adaptation écologique, ont déterminé l'orientation de la production. Cinq décennies pénibles, aboutissent paradoxalement à l'amélioration des techniques et font du Norte Chico, en particulier autour de La Serena, la région la plus cultivée du Chili. La vigne a supplanté le blé, les plantations fruitières s'accommodent bien au relief des vallées. En 1790, vin et eau de vie, fruits secs (figes, pêches, amandes, raisins), constituent la plus grande part de la production agricole régionale.<sup>3</sup>

Les changements de l'agriculture ne sont pas sans influence sur l'élevage. La diversification entraîne une nouvelle occupation de l'espace repoussant les troupeaux sur les terres pauvres. Ce qui a pour principale conséquence de limiter le cheptel bovin et spécialiser l'élevage (chèvres, mulets, moutons). Dès le milieu du siècle cependant, la région n'est plus auto-suffisante en viandes, et doit importer des vaches du centre et d'Argentine.

Graph. 2  
Evolution de la population et de la densité de population dans le Norte Chico et ses Corregimientos  
1700 - 1813 (source J. Pinto)



<sup>1</sup> Unité administrative de l'époque. Le Norte Chico était divisé en trois *corregimientos* : Copiapó au nord, Coquimbo au centre, et Quillota au sud. Le territoire actuel de la IV Región, correspond au *corregimiento* de Coquimbo et à une partie de celui de Quillota.

<sup>2</sup> J. Pinto, op. cit, p. 46.

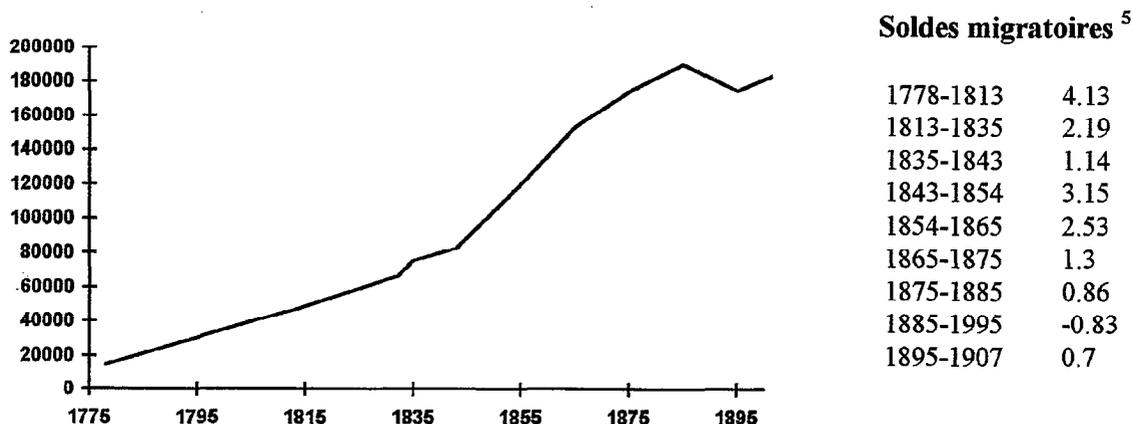
<sup>3</sup> M. Carmagnani, op. cit., p.38.

## 2 Le XIXe siècle

Le premier tiers du siècle se caractérise au niveau de l'activité minière, par le prolongement d'un développement amorcé vers 1750. Les effets de l'effondrement du marché espagnol et de la guerre d'indépendance sont pondérés par la demande anglaise qui réactive les exportations de cuivre. Le département de Coquimbo en fait son activité extractive quasi-exclusive. Jusqu'en 1865, la population croît de manière très soutenue ( cf. tab ), mais les taux d'accroissement annuels traduisent un ralentissement à partir de 1865. L'horizon minier du Chili se déplaçait déjà vers le nord quand la victoire dans la guerre du pacifique (1879-1881) ouvrant d'un coup l'espace du Norte Grande, parachève ce processus. L'engouement pour les mines de cuivre et de salpêtre du Nord plonge le Norte Chico dans une période de crise. Entre 1885 et 1920, la population connaît des moments de récession.

Les fluctuations de l'activité minière se répercutent sur l'économie agricole régionale, caractérisée alors par les cultures fruitières traditionnelles et un « binôme élevage-fourrage ». <sup>1</sup>La première moitié du siècle, la production de fourrage est essentiellement destinée aux mulets des mines locales, tandis que la seconde moitié, s'impose la nécessité d'engraisser le bétail importé d'Argentine pour la consommation de viande et de lait. Cette nouvelle orientation s'explique à la fois par la construction de voies ferrées qui limitent le recours au mulet, et par le marché du Norte Grande : « La agricultura del Norte Chico debe enfrentar entonces la tarea de abastecer la demanda de productos alimenticios y forrajes de las salitreras, para lo cual la producción del Norte Grande era obviamente insuficiente. » <sup>2</sup>Cette forte demande génère un changement d'infrastructure dans la grande propriété, de la région centrale à la Province de Coquimbo. Les hacendados ont deux propriétés, une petite unité de production dans la partie inférieure des vallées pour l'agriculture intensive, et une grand domaine *hacienda complementaria* <sup>3</sup> dans les parties hautes ou montagneuses pour l'élevage.

Graph. 3  
La population de la Provincia de Coquimbo au XIXe siècle ( Source : C. Keller<sup>4</sup> )



<sup>1</sup> « Hasta 1870 prácticamente la única forrajera cultivada era la alfalfa... [despues] ... sigue siendo mayoritaria porque es la que mejor arraiga en condiciones de aridez. » X. Aranda, op. cit. pp. 15 - 18.

<sup>2</sup> Idem, p. 16.

<sup>3</sup> Selon Bowman, cité par X. Aranda, *Evolución ...* op. cit., p. 18

<sup>4</sup> Carlos Keller, *La población del Norte Chico en el siglo XIX*, 1956.

<sup>5</sup> Calculés par l'auteur d'après les séries de C. Keller, correspondant aux recensements.

## B) AGRICULTURE ET MINE AUJOURD'HUI

## 1 Dominance de la viticulture et leadership de la Province du Limari

Forte augmentation des vignobles

La construction des retenues d'eau La Paloma, Recoleta et Cogoti entre 1940 et 1970, a décuplé la capacité productive régionale. Compte-tenu des limites de l'irrigation et de la rareté des sols arables, la production agricole de la quatrième région est encore peu importante sur le plan national, excepté concernant le raisin. La IV région est le coeur de la production de pisco l'alcool national. En 1994-95 la superficie de vignes et *parronales* (raisin à alcool) régionale représentait 13 % de la surface nationale et celle de vignes à raisin de table 12 %.

Le prix du raisin de table est au plus haut sur le marché nord-américain en novembre et décembre, ainsi sont privilégiées les régions qui peuvent produire à cette époque. C'est le cas des vallées intérieures de la Région de Coquimbo grâce aux micro-climats (ensoleillement, faible pénétration des vents marins, pas de gelées) et à l'irrigation. L'un des meilleurs sites est celui de la vallée du Guatulame entre les barrages de la Paloma et Gogoti<sup>1</sup>. L'espace irrigué est donc devenu un centre économique, et ne cesse de s'étendre. La superficie de vignes à raisin de table est passée de 250 ha en 1975 à plus de 5 000 ha en 1996, dans la vallée du Limari<sup>2</sup>.

Tab. 7  
Evolution des superficies plantées de vignes et arbres fruitiers  
(Source : Recensement agricole 1976 + Encuestas agro-pecuaria INE)

	Fruitiers Vignes Raisin de Table <sup>3</sup>	75-76 <sup>4</sup>	86-87	93-94
ELQUI	F	1 088,6	2 710	3 040
	V	2 183,9	1 300	1 420
LIMARI	F	2 298,3	3 820	4 810
	V	2 472,1	3 300	5 300
CHOAPA	F	1 063,6	620	750
	V	242,1	560	1 400
IV REGION	F	4 450,5	7150	3 260
	V	4 896,1	5 160	8 120
	T			5 330

Le développement de la fruticulture et de la viticulture est caractérisé par le leadership croissant de la Province du Limari qui possède le meilleur système d'irrigation avec ses trois

<sup>1</sup> R.N. Gwyne, J. Ortiz, op. cit. p. 27

<sup>2</sup> Idem p. 27

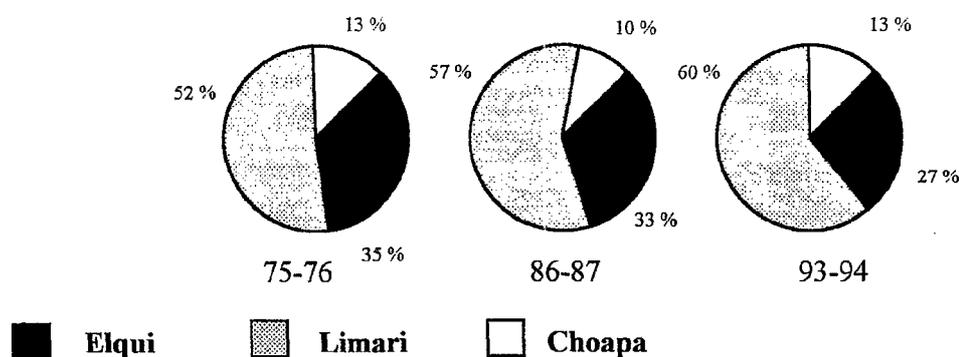
<sup>3</sup> Dans le recensement agricole de 1975-76, tous les types de vignes sont agrégés. Dans l'enquête agricole 1986-87, les vignes à raisin de tables sont incluses dans les plantations fruitières. Dans l'enquête agricole 93-94, nous n'avons pu extraire la superficie des vignes à raisin de table qu'au niveau régional.

<sup>4</sup> Tableau Utilisation des sols par commune, IMG op.cit. , p. 256, source Recensement Agricole 74-75 INE.

retenues d'eau. La Province de l'Elqui perd de l'importance, ses surfaces augmentant peu, mais la construction d'un nouveau barrage devrait relancer l'activité. La Province du Choapa a fortement développé sa viticulture, tandis que sa surface fruticole a diminué. Le climat du Norte Chico permet de mettre sur le marché, des primeurs précoces ; ce type d'agriculture semble plus pratiqué dans le Choapa.

Même si la fruticulture en 1993-94 (sans le raisin de table), ne représente que 19,5 % des surfaces fruti-viticoles, ces 3 250 ha constituent un facteur d'adaptabilité aux marchés, compte-tenu de la diversité des espèces - abricots, citrons, noix, olives, avocats, chirimoyas, papayes, fraises etc. .

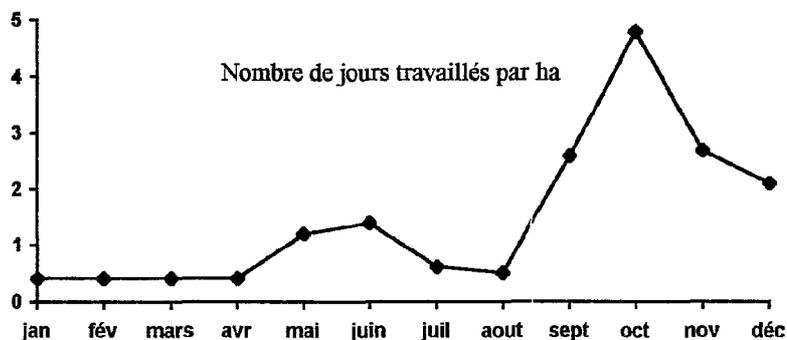
**Graph. 4**  
Evolution de la distribution des surfaces fruticoles et viticoles par Province (Source : INE )



### L'emploi dans l'agriculture

Grâce à la modernisation et l'orientation vers les marchés extérieurs, l'emploi agricole (temporaire comme permanent) a fortement augmenté dans la région. La demande est néanmoins très saisonnière, et particulièrement importante entre Septembre et janvier ; les effectifs peuvent être multipliés par 8, voire par 10<sup>1</sup>. Les chiffres cités par N. Gwyne ne nous satisfont pas vraiment au niveau de la durée des périodes, mais permettent de localiser le moment de la taille entre mai et juillet, et les vendanges à partir de septembre.

**Graph. 5**  
Demande de travail mensuelle pour le raisin d'exportation dans le Norte Chico - 1989  
( Source : Apey<sup>2</sup> )



<sup>1</sup> N. Gwyne and J. Ortiz, op. cit., p. 35

<sup>2</sup> N. Gwyne, **Outward orientation and marginal environments : the question of sustainable development in the Norte Chico, Chile, Mountain Research and development**, Vol 13 N°3, 1993.

La part fluctuante de l'emploi agricole doit prendre une importance primordiale dans l'économie régionale, compte tenu de l'effet d'entraînement sur d'autres secteurs (transports et commerce surtout). Cependant, les statistiques de l'INE sur l'emploi régional ne le montrent pas. Certes, l'emploi augmente durant la saison agricole, (trimestre novembre-janvier) mais trop faiblement (+ 4000 emplois) pour confirmer les rapports annoncés ci-dessus.

On observe un phénomène de féminisation de la main d'oeuvre agricole. Les femmes sont préférées pour les tâches de conditionnement, tandis que les hommes sont plutôt employés pour la coupe et le transport des grappes. Ce sont souvent des habitants de la localité. Dans la vallée du Guatulame par exemple, J. Ortiz a montré que 80 % des travailleurs provenaient de la commune de Monte Patria, et les 19 % d'autres communes de la Province du Limari<sup>1</sup>.

Le secteur « pêche-agriculture » est le grand pourvoyeur d'emplois de la région, spécifiquement dans les provinces du Limari et du Choapa. Nos chiffres se référant à un trimestre de fin de saison, le secteur est susceptible de représenter la moitié des emplois régionaux entre octobre et janvier, et beaucoup plus localement.

La concentration d'emplois « pêche-agriculture » dans la Province du Limari est relative à celle des surfaces cultivées observées auparavant. La Province du Choapa présente également 50% d'emplois dans le secteur, avec une part imputable à la pêche supérieure, compte-tenu du nombre de ports de la côte Choapa.

**Tab. 8**  
**Force de travail occupée du secteur « pêche-agriculture » en janvier-mars 1992**  
( Source : INE - Encuesta-empleo janv. mars 92)

	Emplois	% secteur	% emploi total
Elqui	18 210	34	22
Limari	22 000	41	49
Choapa	13 220	25	50
IV Región	53 430	100	34,5

## 2 La mine dans la Région de Coquimbo et le Norte Grande

### Les trois grandes Régions minières du Chili : Antofagasta, Atacama, Coquimbo

Comme l'histoire le montre, le Norte Chico a toujours été partagé entre agropastoralisme et mine, générant une population de mineurs et de paysans. Avec la crise économique de la fin du XIXe siècle, l'activité minière ne disparaît pas de la culture des travailleurs ruraux, qui suivront la source d'emploi. Aujourd'hui encore, ceux-ci continuent de s'employer dans le secteur minier régional, mais aussi dans celui du Norte Grande qui accueille de nombreux migrants. Il nous semble donc utile de présenter l'espace minier extra-régional aussi.

Le centre de gravité de la production minière chilienne se situe clairement au nord du pays, dans les Régions II et III en particulier. Sur les 567 920 concessions en exploitation en 1995,

<sup>1</sup> N. Gwyne and J. Ortiz, op. cit., p. 32

35,5 % sont enregistrées dans la Région d'Antofagasta, 21,2 % dans la Région d'Atacama, et 6,9 % dans la Région de Coquimbo.

**Tab 9**  
**Production métallique en 1995 et % de la production nationale**  
 (Source INE Anuario de Minería 95)

	II Región	%	III Región	%	IV Región	%
CUIVRE t	1 303 094,0	51,9	314 354,0	15,2	71 799,0	2,8
OR Kg	9 702,0	21,7	18 342,1	41,1	11 700,7	26,2
ARGENT Kg	326 636,3,0	31,3	420 296,7	40,3	89 310,7	8,5
FER t	0	0	2 556 271,0	48,8	2 676 832	51,1
Molybdène t	11 773,0	65,7	1 259,0	7,0	0	0

La Région de Coquimbo produit donc essentiellement du fer et de l'or, mais également des minerais non métalliques : 25 % de l'apatite nationale, et 100 % de la production chilienne de lapis lazuli et d'oxyde de fer. Outre ceux-ci, l'on peut citer la caliza, le caolin, le quartz, le talc et la chaux.

Les ressources minérales de la Région de Coquimbo se répartissent sur tout le territoire (Cf. annexe), mais les plus importantes sont au nord. Les gisements de cuivre se trouvent dans les interfleuves et la Cordillère des Andes, le fer autour de La Higuera, et l'or plutôt au nord et au sud. La Province de l'Elqui concentre l'essentiel des richesses, et notamment les trois grands sites miniers de la Région : El Indio (or), Andacollo (or) et La Higuera (fer).

#### L'emploi

Le marché de l'emploi dans le secteur minier est assez précaire, compte-tenu de la fluctuation des cours. En 1976 le secteur ne représentait que 5 % de la force de travail occupée, 7,3 % en 1982<sup>1</sup>, 8,3 % en 1992 et 5,9 % en 1996. Dans les Régions II et III également, la tendance est à la baisse.

**Tab. 10**  
**Le secteur minier dans la force de travail occupée en % (Source : INE, Encuesta-empleo)**

Régions	II	III	IV
Janv-mars 92	16,3	20,8	8,3
Mars-mai 97	14,1	15,6	5,9

Il faut distinguer dans la mine, les grandes entreprises d'extraction de la mine artisanale, qui n'a extrait par exemple qu' 1,4 % de l'or de la Région de Coquimbo en 1995. A l'opposé, les grandes implantations possèdent leurs fonderies, travaillent jour et nuit, construisent de l'habitat, des voies de communication etc.

<sup>1</sup> IGM, op. cit., p. 57

La localisation des ressources minières principalement dans la Province de l'Elqui, se traduit logiquement sur le plan de l'emploi.

Tab. 11  
La force de travail occupée du secteur « Mine » en janvier-mars 1992-IV Region ( source INE )

	emplois	% emploi total	% secteur
IV Región	12 860	8,3	100
Elqui	7 990	9,5	62
Limari	2 850	6,3	22
Choapa	2 020	7,7	16

D'après une enquête de 1978<sup>1</sup>, sur 483 ouvriers enquêtés dans des petites mines subventionnées, dont certaines en zone de Communauté Agricole, 175 étaient *comuneros* (36%). C'est le secteur de la petite et moyenne mine de l'or, des non-métalliques, et du cuivre qui a le plus d'incidence sur les Communautés Agricoles. Les *comuneros* n'accèdent pas à la propriété minière, s'ils ne sont pas salariés dans les grandes mines, on les retrouve souvent comme *pirquineros*.

<sup>1</sup> IREN-CORFO, op. cit., pp. 70-75

## CONCLUSION

L'originalité des structures agraires de la Région de Coquimbo résulte de l'évolution différenciée de la trame foncière héritée de la Conquête<sup>1</sup>. Dans un premier cas, se sont conservés des domaines aux dimensions exceptionnelles : les haciendas ou latifundios. Dans un second cas, les domaines originels se sont fragmentés voire atomisés, constituant un ensemble de petites propriétés rurales dominées par le minifundio. Dans un troisième cas, de grands domaines hybrides se sont créés, mêlant propriété individuelle et commune. Cette forme spéciale, déterminée par un milieu pauvre en ressources et la multiplication de la descendance, s'est institutionnalisée comme Communauté Agricole. Notre schéma d'évolution est linéaire par défaut ; nous supposons que les structures foncières ont subi des transformations plus complexes, mais l'historiographie régionale ne l'explique pas encore<sup>2</sup>. Les haciendas ne se sont pas toutes reproduites et consolidées telles qu'elles. Concernant les Communautés Agricoles, nous avons rassemblé assez de propos témoignant d'origines atypiques, à partir de processus d'occupation distincts du modèle général. Ce qui montre bien entre autres, l'inertie du territoire.

Cette organisation tri-partite de la propriété caractérise le système foncier traditionnel du Norte Chico. Or, la remise en question du latifundio, en gestation depuis les années 1930, aboutit en 1962 au processus de Réforme Agraire, qui fait entrer l'agriculture chilienne dans la modernité. Une première étape est franchie avec le gouvernement de Jorge Alessandri (conservateur) qui lègue la Loi 15.020 et une série d'institutions. Mais cet appareillage n'est pas utilisé pour s'attaquer à la racine du problème, la concentration de la terre. C'est le gouvernement suivant, d'Eduardo Frei (Démodocratie Chrétienne) en 1964, qui va véritablement impulser l'élan réformiste, tout particulièrement dans la Provincia de Coquimbo où 120 domaines sont expropriés, soit 851 957 ha. Les coopératives fleurissent, 3036 familles bénéficient de 74 asentamientos. Le texte de référence devient la Loi de Réforme Agraire 16.640 du 16 juin de 1967, ainsi que pour le gouvernement suivant, de Salvador Allende (union des partis de gauche). La période lui correspondant, 1970-73, est celle d'une radicalisation du processus de réforme, à un niveau moindre dans la Région de Coquimbo compte-tenu de sa relative avance. 123 autres domaines sont expropriés portant le total à 1 350 927 ha. Le coup d'Etat de septembre 1973 porte les militaires au pouvoir qui vont imposer une contre-réforme et instaurer un ordre ultra-libéral (et anti-collectiviste), dans l'agriculture comme dans l'économie en général. Dans la Région de Coquimbo, une partie des réserves CORA est restituée, 66 491 ha sont assignés individuellement. Le bilan de la révolution capitaliste dans la Région de Coquimbo ne diffère pas de la réalité nationale : développement de la petite et moyenne propriété commerciale (jusqu'à 50 ha de riego), et réapparition des grands domaines.

Nous avons abordé le thème de la production à travers quelques références à l'évolution de l'agriculture, qui montrent sa spécialisation au XVIIIe siècle, et le passage d'une activité essentiellement agro-pastorale à une association avec la mine, symbolisée par le latifundio

<sup>1</sup> Le concept de trame foncière originelle est une commodité pour nommer génériquement, ce que nous n'avons pu définir clairement dans le temps et l'espace : les encomiendas ou grandes propriétés à prendre en considération.

<sup>2</sup> D'après le Professeur Hernan Cortes, il y aurait eu 8 époques de restructuration de la propriété dans le Norte Chico jusqu'à aujourd'hui. Propos recueillis le 29 avril 97, La Serena.

agro-minier du XIXe siècle. A la suite, nous avons identifié certaines caractéristiques de la production régionale actuelle. Celle-ci est orientée vers la distillation et l'exportation, tout particulièrement de raisin de table vers les Etats-Unis. La superficie fruticole et viticole globale a presque doublé entre 1974 et 1994. La Province du Limari concentre aujourd'hui 60 % des surfaces fruticoles et viticoles, grâce à sa capacité d'irrigation.

Dans le système agraire traditionnel, les trois grands types de domaines ont généré des modes d'occupation et de faire-valoir sur lesquels se fondent nos critères de différenciation sociale. Les *hacendados* et autres grand-propriétaires, plus ou moins directement héritiers des *encomenderos*, sont les acteurs d'une ascension politique dont l'apogée se situe dans la première moitié du XIXe siècle, illustrée par la figure de l'entrepreneur agro-minier. Pendant un siècle ce groupe va perdre de son rayonnement national mais conserver jusqu'à la Réforme Agraire sa domination sur la société rurale. La classe paysanne est composée de petits propriétaires (les minifundistes), de paysans sans terre généralement intégrés au système de l'hacienda (métayers, arrendatarios, inquilinos, ouvriers agricoles etc.) et des membres des Communautés Agricoles.

A partir de la Réforme agraire, au gré des politiques, de nouveaux groupes se créent, d'autres disparaissent. Ainsi, les *inquilinos* et les *peones* se transforment en *asentados* sous Frei, d'autres sont coopérateurs, tandis que la dictature tente d'éliminer ces catégories et installe ses bénéficiaires des expropriations, les *asignatarios*. Les minifundistes et les *comuneros* sont peu affectés par ces bouleversements de la propriété et de la production. En revanche, l'hacendado disparaît avec l'hacienda, mais divise ses terres pour échapper aux expropriations : finalement les grands propriétaires se démultiplient. De ces changements économiques et politiques émerge dans les années 80 une nouvelle structure sociale. Une classe d'entrepreneurs capitalistes succède à l'ancienne oligarchie. La classe paysanne compte un noyau traditionnel, Communautés Agricoles et Minifundios, et des groupes nouveaux, coopérateurs, bénéficiaires des assignations. Transversalement ont cours le métayage et la location. Enfin, le libéralisme a engendré une forte prolétarisation, générant une masse de salariés. Dans ce groupe, prédominent les *temporeros*.

La typologie générale entrepreneurs-paysans-ouvriers est très synthétique et peu opérante compte-tenu de la complexité de chaque catégorie. Celles-ci recouvrent différents groupes, dont celui des Communautés Agricoles, à l'intérieur desquels peuvent encore s'opérer des distinctions. De plus, certains travailleurs appartiennent à plusieurs groupes en même temps, la compréhension de la mobilité dans l'espace et l'emploi devenant prépondérante. Constatons dans le cas du Norte Chico, les limites de la sociologie rurale soulignées par S. Gomez<sup>1</sup>, et les perspectives de solution que laisse entrevoir l'analyse des migrations.

#### Quel changement pour les Communautés Agricoles ?

Finalement, quel est le bilan du changement agraire pour les Communautés Agricoles de la Région de Coquimbo ? Concrètement, les réformes se sont appliquées d'abord à liquider le régime de l'hacienda, puis à réaffecter la propriété d'après des principes différant selon les gouvernements. Globalement, les membres des Communautés Agricoles sont restés à l'extérieur de mesures qui clairement ne leur étaient pas destinées. On ne peut pas non plus affirmer que ceux-ci aient au moins fait leur « transition sociologique » grâce à la

<sup>1</sup> « Pour récapituler, dans l'actualité se présente une situation où les concepts traditionnels sont inapplicables pour rendre compte du monde rural et de l'agriculture en Amérique Latine en général et au Chili en particulier » La Sociología rural en Chile, op. cit., p. 61, op. cit.

syndicalisation du monde paysan : les Communautés Agricoles luttent pour leurs territoires depuis assez longtemps pour avoir une certaine conscience de classe, et leurs Directoires ont précédé de loin les Juntas de Vecinos.

Le seul élément de politique agricole agissant contre l'inertie des Communautés Agricoles est la loi. Depuis 1962 et la reconnaissance juridique de cette forme de propriété foncière, les pouvoirs publics n'ont eu cesse d'encourager la légalisation des titres. Après le coup d'Etat, la tendance s'accroît et aboutit à la Loi 18.353 d'octobre 1984 qui permet la vente des parts. Ses effets sont évidents sur les rares terres de valeur (productives ou irrigables), dans le secteur de Guatulame<sup>1</sup> en particulier, où les terrains communautaires ont été rapidement absorbés par les grandes propriétés commerciales.

Concrètement, le changement dans les Communautés Agricoles viendrait plus explicitement de l'environnement économique. L'apparition dans une région traditionnellement très pauvre, d'une agriculture dynamique, constitue un événement aux effets puissants. La relative proximité du travail (le *riego* est un peu le « rez-de-chaussée » des Communautés Agricoles), les rythmes saisonniers et la demande de main d'œuvre féminine, sont de nature à modifier les stratégies familiales. La mobilité notamment, est conditionnée par de nouvelles forces, puisqu'à l'option de migrer vers les mines du nord, se conjugue désormais celle de travailler dans l'agriculture locale.

Nous avons analysé l'organisation communautaire dans la première partie, et tenté de cerner la dynamique des structures agraires du Norte Chico dans la seconde. Nous allons maintenant tenter de faire émerger des données objectives sur les Communautés Agricoles, et vérifier la pertinence de nos hypothèses concernant la migration.

---

<sup>1</sup> R. N. Gwyne, J. Ortiz, op. cit. pp. 30-31

## **T R O I S I E M E P A R T I E**

---

**APPROCHE DE LA MIGRATION PAR  
LES RECENSEMENTS ET L'ENQUETE :  
LE CAS D' EL PERAL-LOS CORRALES**

## INTRODUCTION

Le premier objectif de cette partie est de mettre en place des référents démographiques. Nous avons circonscrit des espaces, un modèle d'organisation communautaire, et un système agraire régional : reste à définir la population des Communautés Agricoles en relation avec la population régionale. Nous verrons que concernant la migration dans les Communautés, les données directement disponibles sont peu informatives. Il faudra donc recourir à un espace d'analyse plus restreint, en l'occurrence un secteur de la Communauté Agricole Punitaqui.

Le second objectif est de vérifier la pertinence de nos hypothèses concernant la migration. A partir des recensements et d'une enquête ORSTOM réalisée en 1996, nous allons reconstituer l'effectif de population, et mesurer la réelle influence des événements politiques analysés précédemment. Nous procéderons d'abord à la quantification de la migration. Nous essaierons ensuite de fournir quelques repères qualitatifs, grâce à l'information recueillie auprès de 28 ménages, lors de notre enquête sur la zone d'étude en avril 97. Enfin, nous rassemblerons des portraits de migrants, une synthèse d'expériences sans laquelle le contenu de ce mémoire demeurerait trop abstrait, et la réalité de la migration mal appréciée.

## I POPULATIONS

### A) CARACTERISATION DE LA POPULATION DES COMMUNAUTES AGRICOLES

#### 1. Estimations de la population

Qu'entend-on par population des Communautés agricoles ? L'étude de l'IREN-CORFO publiée en 1978 prévenait que « Tout chiffre concernant la population des Communautés Agricoles est nécessairement approximatif »<sup>1</sup>, compte-tenu de la dispersion de l'habitat, et de la grande mobilité des personnes. De fait, la notion a été diversement interprétée et la pluralité des référents pose un problème d'estimation. La population des familles de *comuneros* selon un critère juridique, est différente de celle qui occupe effectivement le territoire des Communautés Agricoles. L'estimation réalisée par l'IREN-CORFO en 1977 a généré une série d'hypothèses qui ont longtemps fait référence. Le recensement de la population de 1992 en introduisant la catégorie « Comunidad Agrícola » comme localité, renouvelle la problématique.

#### La population au sens large

L'IREN-CORFO s'intéressait surtout aux foyers des *comuneros* présents, et qui géraient une exploitation agricole. Des évaluations de population à plusieurs niveaux ont été publiées, pour 162 communautés en 1977 :

Population totale (résidente et non-résidente)	73 127
Nombre total de comuneros	13 670
Nombre de comuneros résidents	9 970
Total foyers des comuneros résidents	45 582
Comuneros résidents exploitants	8 206

La population est classée par Communauté Agricole et par secteur agro-écologique. En 1986, sur la base des documents cadastraux, et des estimations IREN-CORFO, le nombre total de comuneros est évalué à 12 731 personnes dont 8 398 résidents ; la population totale serait de 67 448 habitants<sup>2</sup>. Castro et Bahamondes proposent eux, le chiffre de 74 887 personnes en 1986 pour 162 communautés. En ajoutant les légalisations postérieures et en cours, la population totale se situerait actuellement autour de 80 000 habitants selon le MIDEPLAN. Bref, ces estimations toutes basées sur l'approche IREN-CORFO sont de moins en moins informatives.

<sup>1</sup>IREN-CORFO, Informe final, op. cit., p. 39

<sup>2</sup>S. Avendaño Vaquer, op. cit. p.51

La population présente d'après le recensement de 1992

Les données de l'INE réfèrent à la population présente lors de l'enquête. C'est l'information synthétique la plus précise et récente, bien qu'il soit encore à vérifier si la nouvelle catégorie correspond bien à l'espace juridique des Communautés Agricoles. Dans le cas, de la Communauté Punitaqui, secteur El Peral-Los Corrales, le recensement interprète justement les limites.

**Tab. 12**  
**Population des Communautés Agricoles dans le recensement de 1992 par Communes**  
(source INE<sup>1</sup>)

La Serena	854	Ovalle	5 223	Illapel	838
Coquimbo	591	Rio Hurtado	689	Salamanca	0
La Higuera	314	MontePatria	2975	Los Vilos	98
Andacollo	491	Punitaqui	2 813	Canela	5 831
Vicuña	111	Combarbalá	3663		
Paiguano	7				
ELQUI	2368	LIMARI	15 363	CHOAPA	6 767
		IV REGION	24 498		

9,6 % de la population des Communautés Agricoles se trouvent dans la Provincia d'Elqui, 62,6% dans la Provincia du Limari et 27,68% dans celle du Choapa. Cinq communes concentrent l'essentiel de la population des Communautés Agricoles : Canela, Ovalle, Combarbalá, Monte Patria, et Punitaqui.

**Tab. 13**  
**% de population des Communautés Agricoles dans la population rurale<sup>2</sup>**  
(source INE 92)

La Serena	3,9	Ovalle	18,2	Illapel	8,2
Coquimbo	7,9	Rio Hurtado	13,5	Salamanca	0
La Higuera	8,9	Monte Patria	13,5	Los Vilos	1,7
Andacollo	24,1	Punitaqui	44,2	Canela	66,4
Vicuña	0,7	Combarbalá	38,5		
Paiguano	0,1				
ELQUI	4,3	LIMARI	21,5	CHOAPA	17,7
		IV REGION	15,3		

La population des Communautés Agricoles représente 14,9 % de la population rurale régionale. Elle est particulièrement importante dans les communes de Canela, Punitaqui et Combarbalá. Cette estimation est nettement en dessous des chiffres habituellement retenus.

<sup>1</sup> Nous avons utilisé pour l'estimation générale de la population des Communautés Agricoles le *Recuento preliminar*, seul document publié, qui diffère légèrement des résultats finaux en consultation. INE, Dirección general de Coquimbo, XVI Censo Nacional de Población y vivienda, 22 de abril de 1992, IV Región - Coquimbo, Recuento Preliminar, La Serena 1992.

<sup>2</sup> La population rurale régionale est de 159 319 personnes en 1992

## 2. Structures de la population

### Sexe et âge

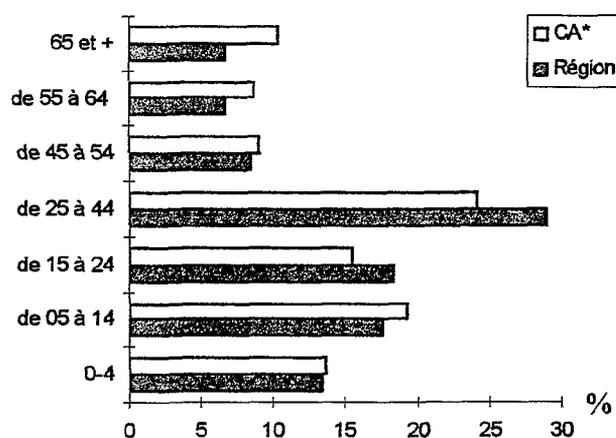
Le *Recuento preliminar*<sup>1</sup> montre que la population masculine est légèrement supérieure, avec un rapport de masculinité de 1,07. Les Communautés Agricoles de la Province d'Elqui s'écartent de ce chiffre avec un rapport de masculinité de 1,23.

**Tab. 14**  
La population des Communautés Agricoles par sexe et par province (source INE<sup>2</sup>)

POPULATION CA	Hommes	Femmes
ELQUI	1310	1058
LIMARI	7962	7401
CHOAPA	3400	3367
IV REGION	12672	11826

Nous avons composé un échantillon<sup>3</sup> représentant 72 % de la population des Communautés Agricoles, en ne prenant en compte que les communes de Punitaqui, Canela, Combarbalá et Ovalle, soit une population de 17 571 individus.

**Graph. 6**  
Structure des âges 1992 en % : comparaison entre IV Region et Communautés Agricoles ( source INE<sup>4</sup>)



**Tab. 15**  
Population de la IV Región et des Communautés Agricoles\* par groupes d'âges en 1992 ( source INE<sup>3</sup>)

	0 - 5	6 -14	15 - 24	25 - 44	45 - 54	55 - 64	65 et +
REGION	67310	88634	92112	146075	42491	33785	33980
CA*	2418	3434	2748	4298	1601	1525	1854

\*Echantillon correspondant à 72% de la population des Communautés

<sup>1</sup> INE, Dirección general de Coquimbo, XVI Censo... op.cit.

<sup>2</sup> Idem

<sup>3</sup> Nous citons ici le recensement de 1992 non-publié, en consultation, que pour des raisons d'inconfort nous n'avons pu recompiler entièrement.

<sup>4</sup> INE, Chile. Ciudades, Pueblos y Aldeas. Censo 1992, 1995.

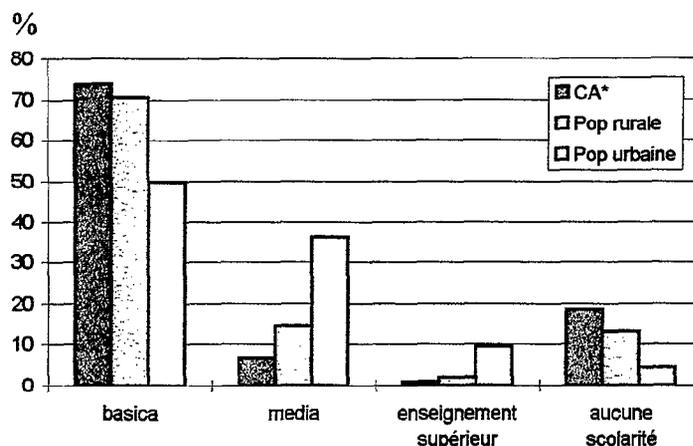
On observe tout d'abord la part importante de la classe des plus de 65 ans dans les Communautés agricoles (10,4 %). La population des moins de 15 ans y est supérieure de 2%. La population en âge de travailler est nettement au dessous de la moyenne régionale, notamment la tranche 25-44 ans. Un petit peu plus de jeunes, moins d'actifs, et plus de personnes âgées, distinguent la population présente des Communautés Agricoles du niveau régional. Compte-tenu de la nécessité d'étudier en internat, la population des 14-18 ans est sous évaluée. Ces observations ne diffèrent pas finalement, de celles développées dans le cadre du projet LIMARI<sup>1</sup>. La population de la zone « secano », correspond assez bien à celle des Communautés Agricoles.

### Education

L'étude CIPMA-PRIEN<sup>2</sup> de 1984 révèle un taux d'analphabétisme absolu de 16 % pour la population de plus de six ans, et de 22 % d'analphabétisme de fait. La scolarité moyenne des chefs de foyer est seulement de 3 ans, et de 4,4 ans pour la population globale. Au delà de la huitième année qui clôt le niveau « *básico* »<sup>3</sup>, rares sont ceux qui continuent. L'étude invoque la faiblesse des infrastructures, ce qui a un peu évolué depuis, les jeunes allant plus facilement à l'internat.

Les statistiques du recensement de 92 référant à la population de 5 ans et plus, semblent corroborer celles de l'enquête CIPMA-PRIEN. La population des Communautés Agricoles<sup>4</sup> apparaît encore caractérisée par un niveau scolaire strictement limité au *básico*. La poursuite d'études supérieures est exceptionnelle et plus de 18 % n'ont jamais été à l'école. Concernant le niveau *media*, l'interprétation est difficile, car les équipements scolaires se trouvant dans les zones urbaines, de nombreux jeunes des Communautés Agricoles entre 14 et 18 ans, sont recensés comme urbains.

Graph. 7  
Niveau d'éducation : comparaison entre population des CA, rurale, et urbaine en %  
(source INE<sup>5</sup>)



\*Echantillon correspondant à 70% de la population des CA

<sup>1</sup> Cf. P. Hamelin, *La población de Limari*, in *Ambiente árido...*, op. cit.

<sup>2</sup> Saez, *Energía para el desarrollo rural*, op. cit. p. 23

<sup>3</sup> La 4e du collège en France

<sup>4</sup> D'après notre échantillon représentatif

<sup>5</sup> INE, *Chile. Ciudades, Pueblos y Aldeas...*, op. cit. et INE Dirección General de Coquimbo, *XVI Censo...* op.cit

Tab. 16  
Niveaux d'éducation : population rurale, urbaine, Communautés Agricoles (source INE<sup>1</sup>)

Niveau scolaire	CA*		Urbain		Rural	
básica	11642	73.8%	152767	49.8%	99375	70.6%
media	1060	6.7%	111310	36.3%	20287	14.4%
superior	146	0.9%	29236	9.5%	2888	2.1%
aucune scolarité	2917	18.5%	13352	4.4%	18131	12.9%

\*Echantillon correspondant à 70% de la population des CA

### 3. La pauvreté rurale régionale circonscrite dans les Communautés Agricoles ?

D'après le Ministerio de la Planificación y Cooperación (MIDEPLAN)<sup>2</sup>, la pauvreté touche indifféremment les zones rurales et urbaines de la IV Region. Pour un seuil de pauvreté déterminé à 12 538 \$<sup>3</sup> par mois et par personne, et un seuil d'indigence à 7 164 \$, il y aurait environ 40 000 pauvres en zone rurale. Rappelons que d'après les critères de l'INE, la population rurale s'évalue à 159 319 personnes.

Tab. 17  
Pauvreté urbaine et rurale dans la IV Région en 1990  
(source enquêtes CASEN 1987 et 1990)<sup>4</sup>

Catégorie économique CASEN	Nombre de pauvres total	% de pauvres en zone rurale	% de pauvres en zone urbaine
Indigents	26 607	15,9	16,4
Pauvres non indigents	54 915	32,8	30,3
Total pauvres	81 522	48,7	46,7

D'après l'enquête CASEN 1990, le revenu mensuel par tête dans les Communautés Agricoles est de 5 503 \$. Pour CIPMA-PRIEN en sept. 84 il est de 3270 \$. Enfin, pour IREN-CORFO en décembre 76, il est de 3 022 \$. Ces chiffres impliquent une relative constance dans le niveau de revenu des habitants des Communautés Agricoles. Il apparaît surtout pour le ministère, que le phénomène de la pauvreté rurale est fortement lié à l'existence des Communautés agricoles. Si le revenu moyen y est inférieur au seuil d'indigence, compte-tenu de la population représentée, « ... on peut formuler l'hypothèse que l'indigence rurale est un phénomène circonscrit aux Communautés Agricoles et que plus de la moitié de la population pauvre non-indigente se trouve dans ces communautés. »<sup>5</sup>

<sup>1</sup> INE, **Chile. Ciudades, Pueblos y Aldeas...**, op. cit. et INE Dirección General de Coquimbo, **XVI Censo...** op.cit

<sup>2</sup> MIDEPLAN, **Recursos naturales, pobreza y desarrollo**, « Pobreza rural y deterioro del suelo : el caso de las Comunidades Agrícolas de la IV Región », pp.29-57, 1994.

<sup>3</sup> de 1990

<sup>4</sup> MIDEPLAN, op.cit. p. 32

<sup>5</sup> Ibid. p. 33

Tab. 18  
Revenus monétaires moyens par an et par secteur agro-écologique  
(source CIPMA-PRIEN, sept. 84<sup>1</sup>)

Secteur	Revenu Annuel par tête en Dollars US	% de personnes au revenu annuel inférieur à 100 Dollars US	% de personnes au revenu annuel supérieur à 500 Dollars US
Choapa	150	28,0	0,0
Cordillerano	129	57,0	3,0
Costero	121	52,0	4,0
Guatulame	284	61,1	16,7
Interior Arido	241	42,7	23,4
Int. Semiárido	214	55,2	8,6
TOTAL	218	49,3	9,82

L'Etude CIPMA-PRIEN 84<sup>2</sup> montre des disparités de revenus selon les zones agro-écologiques et au sein des communautés. Le secteur de Guatulame est depuis longtemps au dessus de la moyenne des revenus<sup>3</sup>. Cependant, seule une minorité est favorisée, correspondant à la population possédant des terres irriguées. Au contraire, la zone Choapa, l'une des plus pauvres en termes de revenu moyen, compte proportionnellement moins de personnes au revenu annuel inférieur à 100 Dollars US (de 1985). Sur l'ensemble des secteurs, 49,3 % des personnes se trouvent dans la catégorie des revenus annuels inférieurs à 100 Dollars, soit au dessous du seuil permettant de « satisfaire les nécessités matérielles minimales »<sup>4</sup>. Alors que la moyenne des revenus est de 218 Dollars. La pauvreté s'exprime donc à divers degrés entre les Communautés Agricoles et au sein même de l'unité communautaire.

Il n'y a pas eu depuis le rapport IREN-CORFO, d'étude analysant la composition du revenu dans l'ensemble des Communautés Agricoles. Il est peu pertinent de reprendre intégralement les chiffres, mais les sources de revenus sont les mêmes. Les trois principales (représentant plus de 80 %) étaient l'agriculture, les activités salariées et les pensions. Les programmes d'emploi minimum, les aides de la famille non-résidente et les activités à compte propre constituaient environ 15 % du revenu total par habitant. Il est aujourd'hui difficile de généraliser, mais on peut formuler une tendance de l'évolution de la composition du revenu. Il semblerait que les emplois d'intérêt commun subventionnés se soient développés<sup>5</sup>. Le salariat lié à la proximité de l'agriculture irriguée ou de la ville également. Les activités à compte propre (artisanat, pirquino, commerce) et les revenus de l'agriculture en revanche sont susceptibles d'avoir perdu de l'importance, conséquence de la modernisation.

<sup>1</sup> Saez, op.cit. p. 27. Les chiffres de l'enquête réalisée en 1984 ont été corrigés et convertis en dollars par l'auteur.

<sup>2</sup> J.-C. Saez, *Energía para el desarrollo...*, op. cit.

<sup>3</sup> IREN-CORFO, *Informe final*, op.cit. p. 105

<sup>4</sup> J.-C. Saez, *Energía para el desarrollo...*, op. cit. p. 27. Fait référence au « panier personnel annuel minimal rural » évalué à 100 Dollars US par I. Rodriguez, *La distribución del Ingreso y el gasto social en Chile*, Santiago, 1985.

<sup>5</sup> Les pouvoirs publics organisent des opérations de nettoyage des puits, amélioration de la voirie, ou aménagements de terrains de foot etc. , qui emploient de la main d'oeuvre locale. C'est une forme d'intervention publique assez répandue dans les Communautés Agricoles.

## B LA COMMUNAUTE AGRICOLE DE PUNITAQUI, SECTEUR EL PERAL-LOS CORRALES

### 1. Présentation

#### La commune de Punitaqui

Avec une superficie de 131 960 ha Punitaqui est une des plus petites communes de la IV Región. Son territoire a été redéfini plusieurs fois entre 1952 et 1996, ce qui rend difficile la lecture des recensements. La population en 1992 est de 8 723 habitants. Elle se répartit essentiellement entre le centre du village ( 27 %), quelques localités dépassant les 200 habitants (Graneros, Las Ramadas, Pueblo Nuevo), les fundos importants (El Ajial de Quiles, Parral de Quiles, La Higuera) et les Communautés Agricoles.

L'agriculture est aujourd'hui l'activité prédominante de la commune. La fruticulture, et la viticulture (raisin à *pisco*) bénéficient d'un climat très favorable dès lors que l'irrigation est assurée. Ces vingt dernières années, les infrastructures pour l'irrigation ont été modernisées (canaux, réservoirs) et de nouveaux hectares de terre ont été incorporés<sup>1</sup>. Les parties montagneuses sont exploitées par les Communautés Agricoles dans les conditions exposées en Première partie. De fait, l'on retrouve la dichotomie spatiale typique de la IV Región, le *riego* dans les terrasses fluviales du secteur nord en l'occurrence, et le *secano* autour.

La mine est historiquement la base économique de la commune, situation qui a décliné. La mine de Los Mantos (or), est aujourd'hui la plus importante, en renouveau depuis son rachat en 1978 par la compagnie Tamaya. Le personnel employé était 120 personnes en 1991. Au nord de la commune se trouve l'un des rares gisements de mercure du pays. Dans le secteur de San Pedro de Los Quiles, une mine de marbre emploie 80 personnes. La commune compte également l'un des seuls gisements de turquoise du pays. De plus, de nombreux gisements d'or de faible qualité sont disséminés, exploités par les *pirquineros*. C'est ce dernier type d'exploitation qui a le plus d'incidence sur les Communautés Agricoles.

#### L'aire d'étude

Il y a 4 Communautés Agricoles à Punitaqui qui occupent 27 % de la superficie communale. Notre étude de cas porte sur la Communauté Punitaqui.

Tab. 19  
Communautés Agricoles de Punitaqui : superficie et nombre de comuneros

CA	Superficie (ha)	Comuneros
El Altar	6 050	137
Rinconada	6 377	98
El Divisadero	2 092	67
Punitaqui	22 138	931
<b>Total</b>	<b>36 657</b>	<b>1233</b>

<sup>1</sup> Hernan Cortes, Edelmira Gonzalez et. al., Estudio histórico geográfico de la comuna de Punitaqui, 1991, p. 53

Fig. 6  
Districts censitaires de Punitaqui

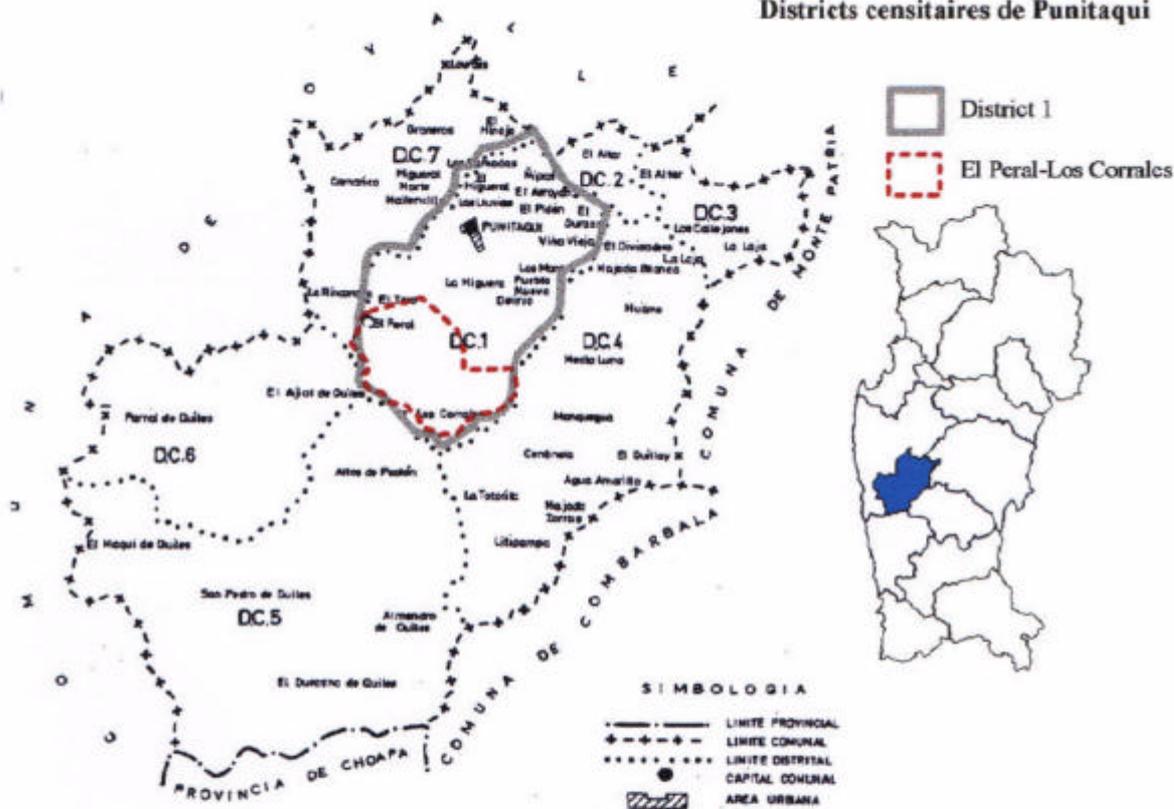


Fig. 7  
Localisation de la zone El Peral-Los Corrales



La Communauté Agricole Punitaqui est formée d'un ensemble de petites Communautés qui se sont fédérées lors de la légalisation. Le secteur d'étude regroupe les anciennes Communautés de Los Corrales, Agua de la Piedra, Churquiaco, Los Colorados, La Hoyada, Churquiaco, Los Ranchos, El Llanito et El Peral. Il correspond à un ensemble de localités peuplées du district censitaire n°1 que nous avons recomposé en trois sous-secteurs : El Peral et périphérie, Los Corrales, et les localités « isolées ».

## 2. Structures : âge, sexe, éducation

La zone El Peral-Punitaqui recensée par l'INE en 1992 est habitée par 562 personnes présentes, avec un taux de masculinité de 92,4. Dans l'enquête ORSTOM-LIMARI 96, 416 personnes sont présentes, pour un taux de masculinité de 92,5. L'enquête détermine une population en résidence-base<sup>1</sup> (certaines personnes absentes ont été déclarées comme appartenant encore au foyer) de 517 individus.

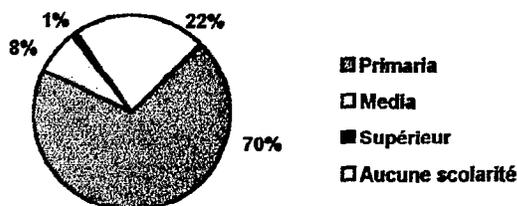
Tab. 20  
Population présente de la zone El Peral-Punitaqui en 1992 et 1996, population en résidence base en 1996  
(source : INE, ORSTOM-LIMARI96)

Population	Hommes	Femmes	Total
1992 pop. présente	270	292	562
1996 pop. présente	200	216	416
1996 pop. résidence base	259	258	517

En 1992 ( Cf. graph page suivante), la population d'El Peral-Los Corrales se différencie de la moyenne des Communautés Agricoles au niveau des classes « plus de 65 ans » et « 0-4 ans ». L'analyse des migrations contribuera à expliquer la faiblesse de ces groupes. L'incertitude de la distribution statistique limitant les possibilités de diagnostic, nous ne pouvons que constater la normalité du groupe représentatif de la population en activité (de 15 à 64 ans).

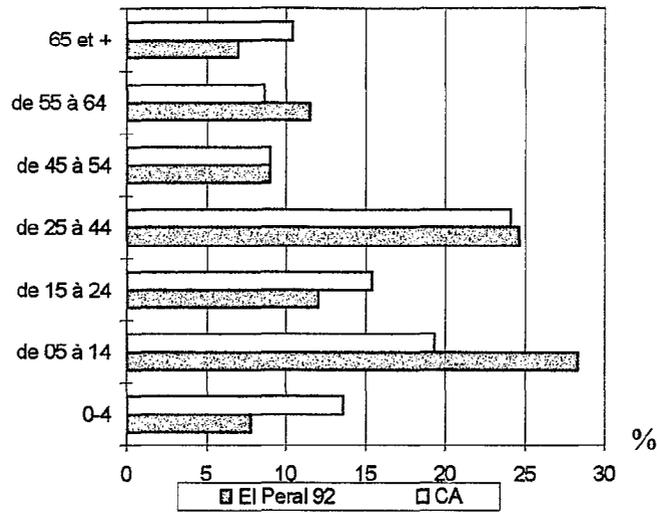
D'après l'enquête ORSTOM-LIMARI 96, le niveau scolaire de la population d'El Peral-Los Corrales est typique ( Cf. graph. 9 page suivante). La précision des résultats nous permet de constater que seulement 7 % des personnes ont achevé le niveau primaire ( 8 ans ) et 0,5 % le secondaire.

Graph. 8  
Niveau scolaire de la population d'El Peral-Los Corrales  
( Source : ORSTOM-LIMARI 96 )



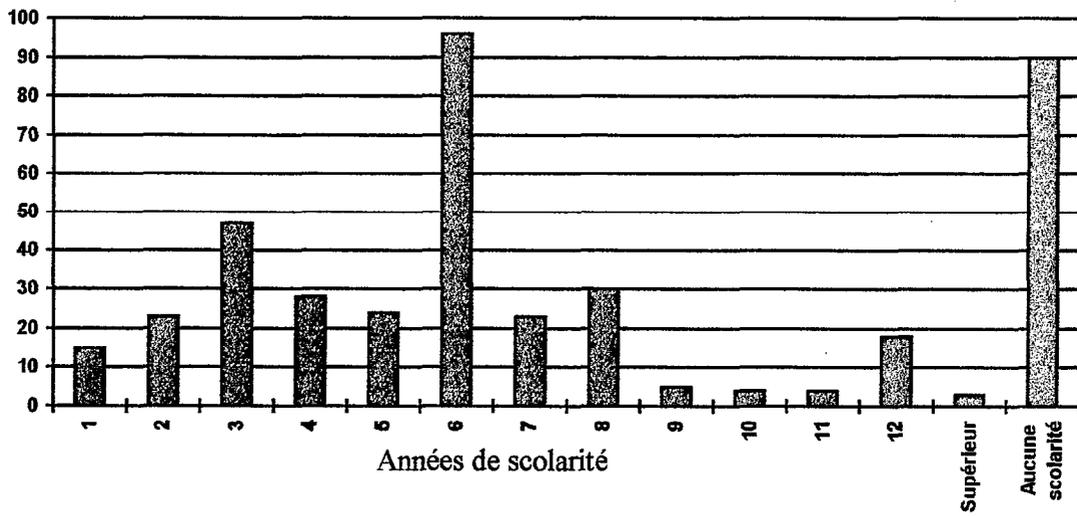
<sup>1</sup> « Tout individu relève d'un espace de référence lorsqu'il se déplace, qui peut être considéré comme une assise sous-tendant l'organisation de ses déplacements. Cette fonction de 'base' a un sens large, et évolue selon les modes de vie et l'évolution des sociétés, d'une résidence unique à la multirésidence. » Hervé Domenach et Michel Picouet, *Les migrations*, 1995, p. 37

**Graph. 9**  
**Structure des âges en % : El Peral-Los Corrales et Communautés Agricoles\*en 1992**  
 (Source INE)



**Graph. 10**  
**La population d'El Peral-Los Corrales par années de scolarité ( source : ORSTOM-LIMARI 96)**

Personnes

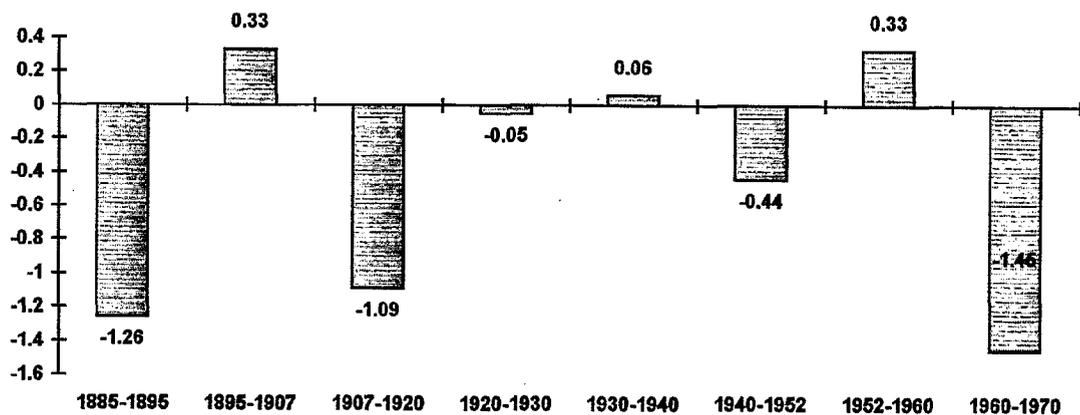


## II LES MIGRATIONS

### A) L'EXODE RURAL DANS LA REGION DE COQUIMBO

La Province de Coquimbo est connue depuis un siècle comme région de forte expulsion. Pendant les périodes inter-censitaires 1940-1952 et 1952-1960, elle a respectivement occupé la première et la seconde position dans la hiérarchie des provinces expulsant de la population. Entre 1960 et 1970, s'observe un solde migratoire négatif sans précédent, témoin d'une intensification du processus.

**Graph. 11**  
**Soldes migratoires intercensitaires entre 1885 et 1992**  
(Source J. Zuñiga Ide<sup>1</sup>)



De tels mouvements migratoires sont liés au phénomène de l'urbanisation. Une caractéristique constante au Chili entre 1907 et 1952 a été la tendance des centres urbains importants à croître plus rapidement et avec plus d'intensité. Le recensement de 1952 montre une Province de Coquimbo déjà largement urbanisée autour de La Serena, Coquimbo et dans une moindre mesure Ovalle. Ces trois centres accueillent une grande partie de l'exode rural régional. L'exode rural est un « ... mouvement de population des campagnes vers les villes... qui traduit l'émergence d'une civilisation urbaine et le passage d'une société essentiellement agricole et pastorale à une société polyvalente, où dominent les activités de transformation industrielle et de services... »<sup>2</sup>

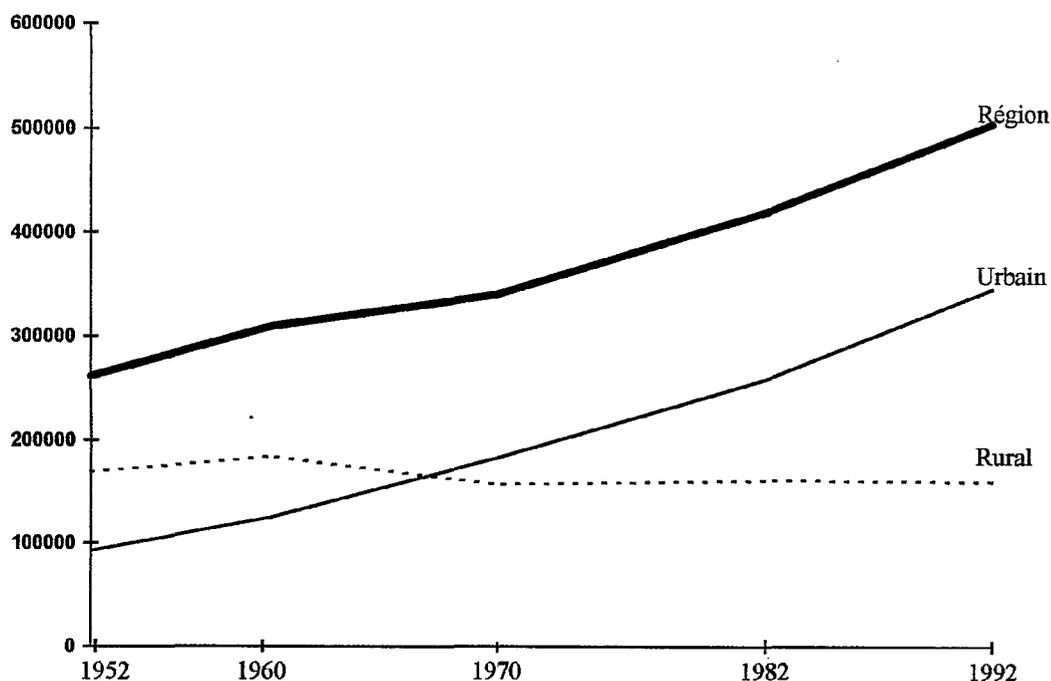
Il est difficile de localiser la destination des migrants qui quittent la Région, mais la croissance des villes résume partiellement l'aboutissement des flux internes. La définition actuelle de

<sup>1</sup> Jorge Zuñiga Ide, *Una investigación sociológica sobre el éxodo rural en la Provincia de Coquimbo*, 1977.

<sup>2</sup> H. Domenach, M. Picouet, *Les Migrations*, p. 51, 1995.

l'urbain pour l'INE<sup>1</sup>, place dans cette catégorie 17 localités en 1992. Nous définissons la population rurale, comme la population totale moins la population urbaine (soit les 17 localités). Nous avons utilisé par commodité ces mêmes localités pour les calculs de la population rurale des quatre derniers recensements, la sous-évaluant donc légèrement<sup>2</sup>.

Graph. 12  
1952 - 1992 La population de la Région de Coquimbo (source INE)



Très clairement, jusqu'à 1960, la population rurale est supérieure à la population urbaine, mais augmente plus faiblement. Entre 1960 et 1970, les deux populations se rejoignent et à partir de 1970 la population urbaine continue de croître à un rythme soutenu tandis que la population rurale stagne. Autrement dit, depuis 1952, la croissance de la population régionale se circonscrit à celle des zones urbaines et la population rurale se maintient.

Il est intéressant d'observer où se localise précisément la croissance. Si l'on oppose le groupe des quatre localités urbaines les plus importantes (La Serena, Coquimbo, Ovalle, Illapel) à toutes les autres<sup>3</sup> (localités de moins de 10 000 habitants en 1992), une constatation s'impose : en 40 ans, la part de la population urbaine concentrée dans les villes les plus importantes, n'a

<sup>1</sup> « Les entités urbaines sont celles qui possèdent des concentrations d'habitations avec plus de 2000 habitants et celles qui fluctuent entre 1000 et 2000 dont 50% ou plus de la population active travaille dans les secteurs secondaires et tertiaires. Les centres touristiques de plus de 250 habitations sont également considérés comme urbains.

Les entités rurales ont été définies comme établissement humain, concentré ou épars dont la population ne dépasse pas 1000 habitants, ou entre 1000 et 2000 habitants si plus de la moitié de la population active s'emploie dans le secteur primaire. » in *Ciudades, Pueblos y Aldeas, censo 1992*, INE, 1995.

<sup>2</sup> Certaines localités n'étaient déjà plus urbaines en 1982 selon les critères énoncés, mais la population à reconsidérer peut être négligée compte-tenu de l'importance des centres traditionnels.

<sup>3</sup> Salamanca, Los Vilos, Vicuña, Canela Baja, Chañaral Alto, Combarbalá, El Palqui, Guanaqueros, La Chimba, Monte Paría, Pichidangui, Punitaqui, Tongoy.

pratiquement pas changé. La croissance urbaine s'est donc équitablement répartie entre capitales et petites localités urbaines.

Si l'on examine maintenant la part respective des localités dans ces deux groupes, les évolutions sont plus marquées. Coquimbo passant de 25,7% de la population urbaine régionale en 1952 à 32,1 % en 1992, est progressivement devenue le premier centre urbain, au détriment de La Serena et d'Ovalle. Dans le groupe des petites localités urbaines, Vicuña, Combarbalá, La Chimba et Punitaqui perdent de l'importance tandis que Los Vilos et Tongoy se développent fortement, conséquence du tourisme. La croissance de Monte Patria est à imputer à l'expansion de l'agriculture irriguée.

Le cas de Punitaqui se distingue par une croissance particulièrement faible, interrompue par une crise entre 1970 et 1982, due à la réduction de l'activité minière dans les mines de Los Mantos et El delirio. A partir de 1982, la croissance du centre urbain reprend. L'urbanisation de Punitaqui n'est donc a priori pas très attractive, jusqu'en 1982. La proximité d'Ovalle (20 km) est pour l'instant encore, un facteur limitant.

## B) LA MIGRATION DANS LA ZONE EL PERAL-LOS CORRALES

### 1. Dynamique de la population entre 1952 et 1996

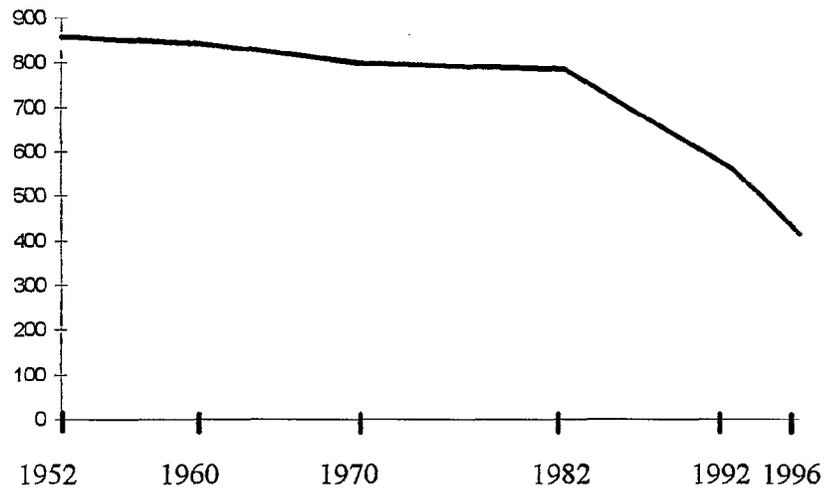
Nous avons constitué des séries de population avec les recensements publiés par l'INE (1952, 1960, 1970), la base de données INE des recensements de 1982 et 1992, et l'enquête ORSTOM-LIMARI 96. Il a fallu procéder à divers ajustements et regrouper les localités d'El Peral-Los Corrales en trois sous-secteurs géographiquement cohérents. Concernant l'ensemble du secteur, et le sous-secteur El Corral, les séries sont probablement exactes. Entre les sous-secteurs El Peral et Localités isolées, certaines incohérences notamment au niveau de 1982, impliquent une lecture plus reculée.

#### 1952 - 1982 : la stabilité

Entre 1952 et 1982, la population de la zone El Peral-Los Corrales est presque stationnaire. Cela signifie que pendant cette période, la communauté maintient un équilibre démographique précis. Il se traduit par un taux d'accroissement négatif, proche de zéro, excepté entre 1960 et 1970, où la perte de population s'est un peu accélérée. La population ne dépasse jamais la capacité de charge perçue du territoire.

Nous avons là un excellent exemple de la régulation démographique invoquée en première partie comme mécanisme de reproduction sociale. Le territoire d'une Communauté Agricole peut supporter l'accroissement naturel de sa population jusqu'à un certain moment. La limite atteinte caractérise l'état d'homéostasie du système. Les stratégies permettant la régulation sont l'accès limité à la terre, et l'expulsion de l'excédent de population. La règle de l'héritier unique avec donation au dernier conjoint permet de remplacer une famille nucléaire seulement par une autre famille nucléaire. Si la société communautaire est accueillante et ouverte moralement, comme on a pu l'évoquer, concernant le droit d'usage des terres arables, elle est très stricte. Nous avons pu constater sur le terrain, l'importance attachée au fait d'être ou non propriétaire. Ce qui est au frère ou au père n'est pas à soi, on se sait toléré.

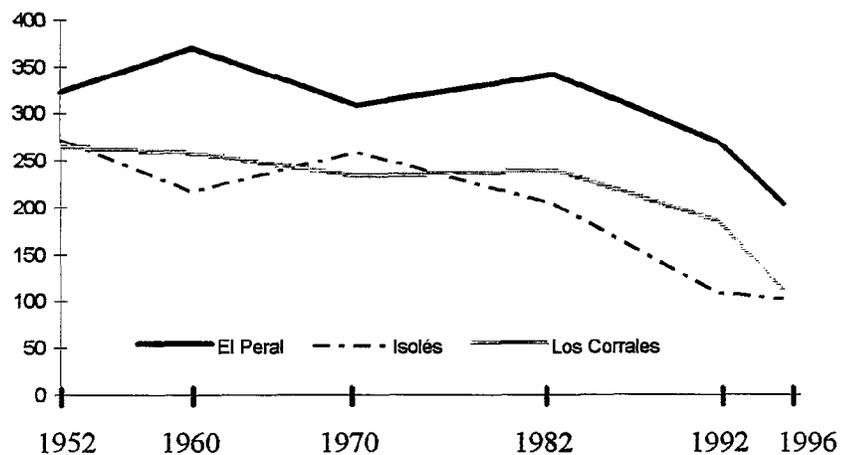
**Graph. 13**  
**La population d'El Peral-Los Corrales de 1952 à 1996**  
 ( Source : INE, ORSTOM-LIMARI 96 )

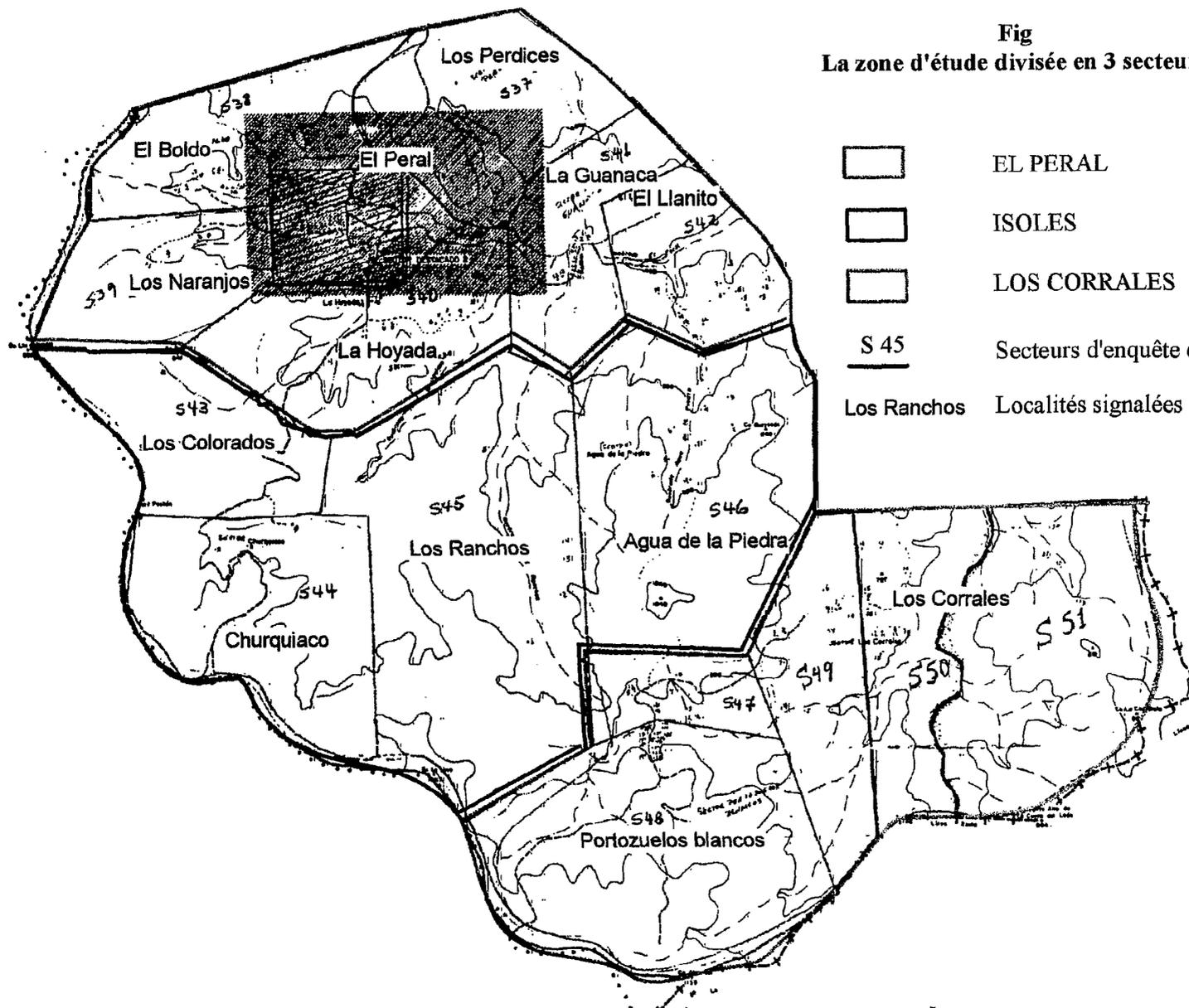


**Tab. 21**  
**El Peral-Los Corrales : Taux d'accroissement annuel**  
 (source INE, ORSTOM-LIMARI 96)

52-60	60-70	70-82	82-92	92-96
-0,18	-0,57	-0,14	-3,27	-6,6

**Graph. 14**  
**La population des sous-secteurs El Peral, Isolés, Los Corrales de 1952 à 1996**  
 ( Source : INE, ORSTOM-LIMARI 96 )





**Fig**  
**La zone d'étude divisée en 3 secteurs**

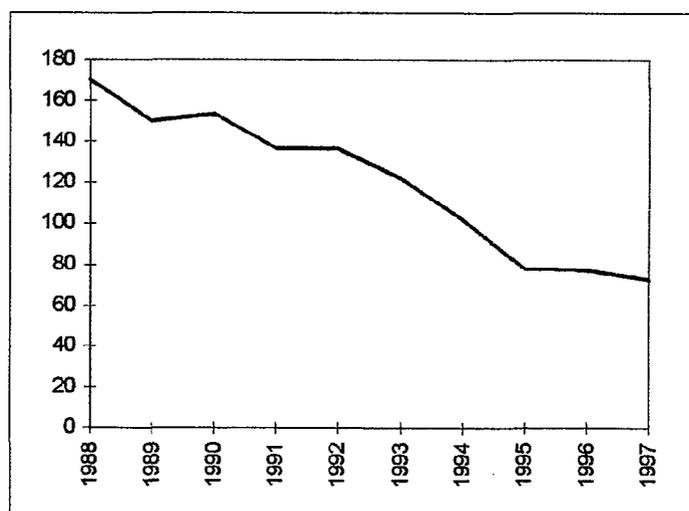
-  EL PERAL
-  ISOLES
-  LOS CORRALES
-  S 45 Secteurs d'enquête du recensement
-  Los Ranchos Localités signalées dans le recensement édité

Les modalités de la migration dans les Communautés Agricoles sont fortement conditionnées par l'histoire économique régionale. Le développement de la mine dans le Norte Chico depuis le XVIIIe siècle a déterminé le peuplement, et une culture locale imprégnée par la mine et l'élevage. Les habitants des Communautés sont les héritiers de cette histoire et se sont naturellement tournés vers les centres miniers, jusqu'au Norte Grande quand l'activité s'est déplacée. Les villes ont aussi été un déversoir de population, pour les commerçants surtout et les employés domestiques. La succession de générations de migrants au destin semblable a étendu les réseaux familiaux, consolidé des canaux migratoires et contribué à cristalliser une stratégie sociale spécifique.

#### La rupture de 1982

L'évolution de la population des sous-secteurs, pose un problème d'interprétation à cause de la symétrie des courbes «El Peral» et «Localités isolées». Dans le détail, l'évolution des localités isolées est hétérogène. Des départs et retours croisés sont moins probables qu'une erreur du recensement qui aurait enregistré des personnes des localités isolées dans la zone El Peral. En 1960, les enfants des localités isolées ont pu être recensés au collège d'El Peral. En 1970 les deux populations retrouvent l'écart qu'elles avaient. Entre 1970 et 1982, l'augmentation d'El Peral est inférieure à la baisse des localités isolées ; la population de ce secteur décline précocément. Schématiquement, en trente ans la population d'El Peral se maintient, tandis que celle des Localités isolées baisse mais se restabilise plus tôt entre 1992 et 1996. La population de Los Corrales suit la dynamique générale de l'aire d'étude.

**Graph. 15**  
Evolution de l'effectif scolaire de la zone El Peral-Los Corrales entre 1988 et 1997  
(source : Commune de Punitaqui)



Une forte diminution de la population se produit entre 1982 et 1996, en deux temps d'après les taux d'accroissement. Cet événement est corroboré par l'évolution des effectifs scolaires dans la zone. Les statistiques<sup>1</sup> montrent que la population des trois écoles (El Peral, Portozuelos

<sup>1</sup> Matrícula histórica escuelas de la comuna de Punitaqui, information du Departamento Educación, Comuna de Punitaqui.

Blancos, Los Corrales) passe de 170 élèves en 1988 à 73 élèves en 1997. Les départs se produisent entre 1988 et 1989, 1990 et 1991, et entre 1992 et 1995. La population étudiante semble stabilisée après, mais elle bénéficie de la fermeture de l'école de Pechen (district censitaire voisin). En réalité, cette population décroît de façon continue depuis 1988.

L'accélération des départs entre 1992 et 1996 peut-être liée à la grande sécheresse qui a sévi durant la période 1992-1996. Ce que ne permet pas d'affirmer la courbe des effectifs scolaires puisque la déperdition est plus forte au début de la sécheresse. Après la crise économique des années 70 due à la réduction de l'activité minière, l'urbanisation de Punitaqui reprend fortement à partir de 1982. Il y a pour la Communauté Agricole, un effet d'attraction du centre le plus proche. Pendant cette période également, le secteur El Peral-Los Corrales bénéficie de programmes d'électrification et de la généralisation de la télévision qui induit une socialisation nouvelle. Le niveau d'études progressant grâce à une meilleure scolarisation, implique également l'évolution du niveau socio-culturel. Enfin, en général pour la IV Región, la dernière période intercensitaire est marquée par les effets économiques des grands changements de l'agriculture. Ses effets sur la population d'El Peral-Punitaqui sont ambigus : on peut s'attendre d'une part à ce que la structure des migrations ait évolué, au niveau des destinations notamment. Mais la proximité de l'activité limite sans aucun doute les migrations de longue durée. Travailler dans les vignobles de la province permet de rester chez soi hors-saison. On peut avancer que sans cette activité, le déclin démographique aurait été bien plus conséquent.

## **2. Approche de la migration à travers la dispersion familiale**

Les observations de terrain et une pré-enquête réalisés en avril 1997 vont faciliter maintenant l'interprétation de la dynamique démographique observée. Nous avons enquêté 28 foyers identifiant la descendance directe du chef de famille, et selon opportunité sa fratrie, ou celle du conjoint. Ce qui nous a permis de recenser un total de 231 individus, membres de 42 familles nucléaires.

### 90 % des absents résident dans la IV Region et le Norte Grande

Sur les 231 individus, pratiquement tous nés dans la zone El Peral-Los Corrales, 113 ont été déclarés absents le jour de l'enquête, pour des causes autres que la scolarité. Plus de 60 % des personnes de plus de 14 ans sont absents et ont une résidence ailleurs, temporaire ou permanente, soit pour cause de travail, soit pour cause familiale. De la temporalité de la résidence dépend évidemment la caractérisation du mouvement observé. Distinguer mobilité et migration est irréalisable à travers les questions relatives à l'état civil des membres de la famille. Nous reviendrons sur la question à travers la description de stratégies individuelles.

La question sur le lieu de résidence nous permet de localiser les individus et de constater l'attractivité des communes. La grande zone d'attraction est d'abord la IV Región, où se trouvent 52 % des absents. Le Norte Grande en comptabilise 35 %, les régions du centre et autres 11 %. L'espace de dispersion des individus est restreint. On remarque la prépondérance des communes d'Ovalle et Punitaqui pour la IV Región, María Elena et Calama pour le Norte Grande, qui concentrent 58 % des absents.

**Tab. 22**  
**Localisation individus absents El Peral Punitaqui avril 97**  
 (source : enquête97)

h f		h f		h f		h f	
I		II		III		IV	
Arica	1 3	Tocopilla	1 1	Copiapó	3 1	La Serena	0 6
Iquique	4 0	María Elena	7 5			Coquimbo	2 0
		Calama	6 7			Ovalle	10 16
		Antofagasta	0 2			M. Patria	7 0
						Punitaqui	9 7
						Los Vilos	1 0
<b>Total</b>	<b>5 2</b>	<b>Total</b>	<b>14 15</b>	<b>Total</b>	<b>3 1</b>	<b>Total</b>	<b>30 29</b>
V		Santiago		Autres			
Quillota	0 1	Santiago	0 8	Concepción	1 1	NR	1 1
				E.-U.	1 0		
<b>Total</b>	<b>0 1</b>	<b>Total</b>	<b>1 7</b>	<b>Total</b>	<b>2 1</b>		

L'âge moyen des absents est de 36 ans, il varie peu en fonction d'une dichotomie communes de profil tertiaire, communes de profil primaire. L'hypothèse d'une réorientation des migrations vers le riego à partir de 1982 n'est pas corroborée par la localisation de la population absente de moins de trente ans. Celle-ci ne se trouve pas dans des lieux différents de ceux où habitent les plus de trente ans. Ce qui tendrait à impliquer une certaine constance dans les migrations, soit la permanence des stratégies traditionnelles. Le constat est toutefois limité par l'absence de données diachroniques ; il se pourrait très bien que la population migrante se soit dans son ensemble réorientée vers la IV Región.

#### Typologies par sexe, secteur d'activité, âge de départ

On constate un équilibre de 54 hommes pour 59 femmes. L'âge moyen est de 36,5 ans pour les hommes et de 36 ans pour les femmes<sup>1</sup>. La population absente est donc très homogène.

Le lieu à travers l'activité économique qu'il favorise, semble déterminer la dominante sexuelle. Généralement les capitales qui ont une économie de service importante attirent plus de femmes : c'est le cas d'Ovalle, Antofagasta, La Serena et Santiago ; dans ces quatre villes résident 10 des 13 employées domestiques. Curieusement, Calama ne s'affirme pas comme commune minière, elle apporte des opportunités dans le domaine du commerce.

Iquique, Copiapó, María Elena, Monte Patria, montrent une dominante masculine, conséquence d'emplois dans la construction, la mine et l'agriculture. La situation des autres communes est équilibrée (Punitaqui) ou difficilement interprétable.

La lecture des structures d'activité nous renvoie à deux informations fortes : 50 % des femmes ne travaillent pas ; l'emploi dans la mine a été surestimé.

La première catégorie est celle des « divers services », qui regroupe les commerçants et employés du commerce, les employés du transport, les gardiens, et des situations marginales (ingénieur, préparateur en pharmacie, imprimeur etc.). Les personnes qui sortent de la zone El

<sup>1</sup> Les écarts types sont également très proches.

Peral-Los Corrales s'adaptent à la ville. Ils ne sont pas cantonnés dans les travaux de force, mais au contraire, les hommes semblent intégrer un éventail d'emplois relativement large.

Tab. 23  
Absents El Peral-Punitaqui. Activité par sexe  
(source enquête97)

Activité	H	F	TOTAL %
Retraite, sans emploi	2	0	1,7
Maîtresse de maison	0	30.	27,4
Employé domestique	0	13	11,5
Agriculteur	7	0	6,2
Temporero	6	4	8,8
Construction	9	0	8,0
Divers services	16.	11	23,0
Pêche	2	0	1,8
Mine	9	0	8,0
NR	3	1	3,5
TOTAL	54	59	99,9

La seconde catégorie est celle des « employés domestiques », en l'occurrence exclusivement des femmes. Le travail en ville comme aide ménagère est une cause de migration courante. L'activité des femmes est très spécialisée, en dehors des domestiques, on trouve des employées du commerce et quelques *temporeras* de l'agriculture. L'effectif de ces dernières doit être néanmoins plus important, car même si elles ont été définies comme maîtresses de maison, il est probable que nombre d'entre elles participent aux emplois saisonniers si opportunité. Le fait est qu'une grande cause de migration chez la femme est non pas le travail, mais l'accompagnement du mari.

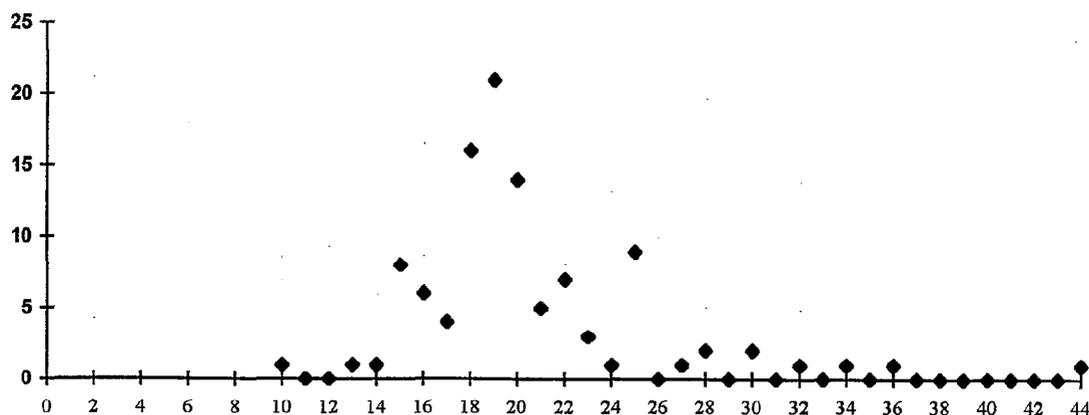
La mine finalement représente autant d'emplois que la construction, soit respectivement 8 % des situations. Ceci est peut-être un indice de l'évolution des caractéristiques de la migration, que nous subodorons après 1982. On peut formuler l'hypothèse que les individus exercent des activités plus hétérogènes car les emplois traditionnels n'ont pas augmenté. Au contraire, concernant la mine, pour une personne non diplômée, il est de plus en plus difficile de se faire employer. Le secteur s'est technicisé, et de plus le milieu est très fermé : à un mineur succède souvent un fils de mineur<sup>1</sup>. En réalité, la mine garde son importance grâce aux emplois induits du secteur, non comme métier.

#### La probabilité de départ : âge, taille de la famille, regroupement

La question sur l'âge du premier départ nous permet d'avoir une première approche de ce déterminant. Bien que nous ayons recensé des cas de départ pour cause de travail très précoces, la norme se situe entre 15 et 25 ans. La probabilité de départ est à son maximum entre 18 et 20 ans.

<sup>1</sup> D'après ce que rapportent les comuneros.

Graph. 16  
Age des premiers départs pour cause non-scolaire à El Peral-Los Corrales  
(Source : enquête 97)



Jorge Zuñiga<sup>1</sup> a démontré la corrélation entre la migration et la taille des familles dans la Provincia de Coquimbo dans les années 70. Nous n'avons pas assez de cellules familiales dans notre échantillon, pour calculer un indice et le rapporter à la taille des familles. Néanmoins, en sélectionnant le groupe des familles sans aucun enfant à charge, on peut constater dès quatre enfants, un rapport « enfant/enfant absent » élevé (0,67 pour les familles de 4 à 5 enfants, 0,75 pour les familles de 7 à 9 enfants). Il est difficile d'affirmer que la probabilité de départ s'accroît avec le nombre d'enfants, mais on peut souligner qu'à partir de 4 enfants, elle est très forte. En valeur absolue, les familles les plus nombreuses expulsent plus.

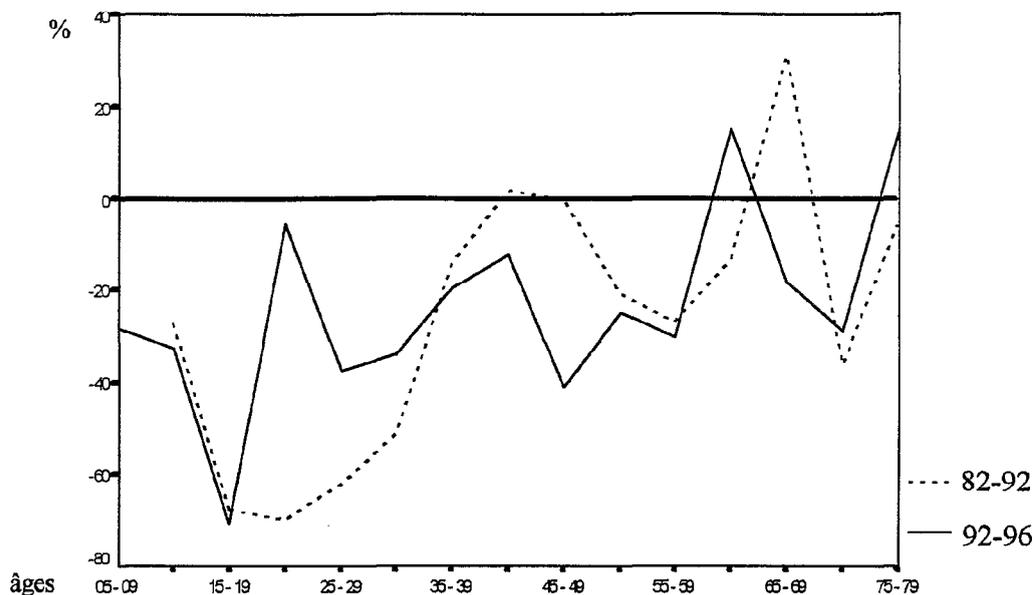
Autre paramètre difficile à mesurer, le regroupement des personnes d'une même famille sur un même lieu. Nous observons de nombreux cas de localisation identique au sein d'une cellule familiale. L'existence d'un frère ou d'une soeur migrant conditionne évidemment la destination d'un départ. Mais la détermination doit être plus complexe. Il n'y a pas que la fratrie, mais aussi la famille au sens large, oncles, cousins etc., qui peuvent constituer un relai ou une source d'information. Nous avons appris dans différents entretiens, que les personnes qui sortent de la zone à la recherche d'un travail, ne le font pas à l'aventure. Il y a toujours un contact sur le lieu de recherche d'emploi, quand recherche il y a. Il semblerait que le contact familial soit souvent à l'origine des départs. Une personne sort du village parce qu'elle sait qu'il y a du travail dans telle commune, parfois, elle sera recommandée sur place. La rumeur est aussi un des éléments qui peuvent motiver un départ. L'analyse du processus de communication qui conduit un postulant au départ, à voir le moment opportun, est certainement prépondérante pour une compréhension fine des stratégies migratoires.

### 3. Soldes migratoires : analyse de la période 82-96

Une population théorique par groupe d'âge a été calculée en appliquant des tables de mortalité par âge à la population du recensement précédent. Le solde migratoire présenté correspond à la différence entre la population théorique et la population recensée.

<sup>1</sup> J. Zuñiga Ide, Una investigación sociológica..., op. cit.

**Graph. 17**  
**El Peral-Los Corrales : soldes migratoires par âge en %, 1982-1992 et 1992-1996**  
 ( Source INE, ORSTOM-LIMARI 96 )

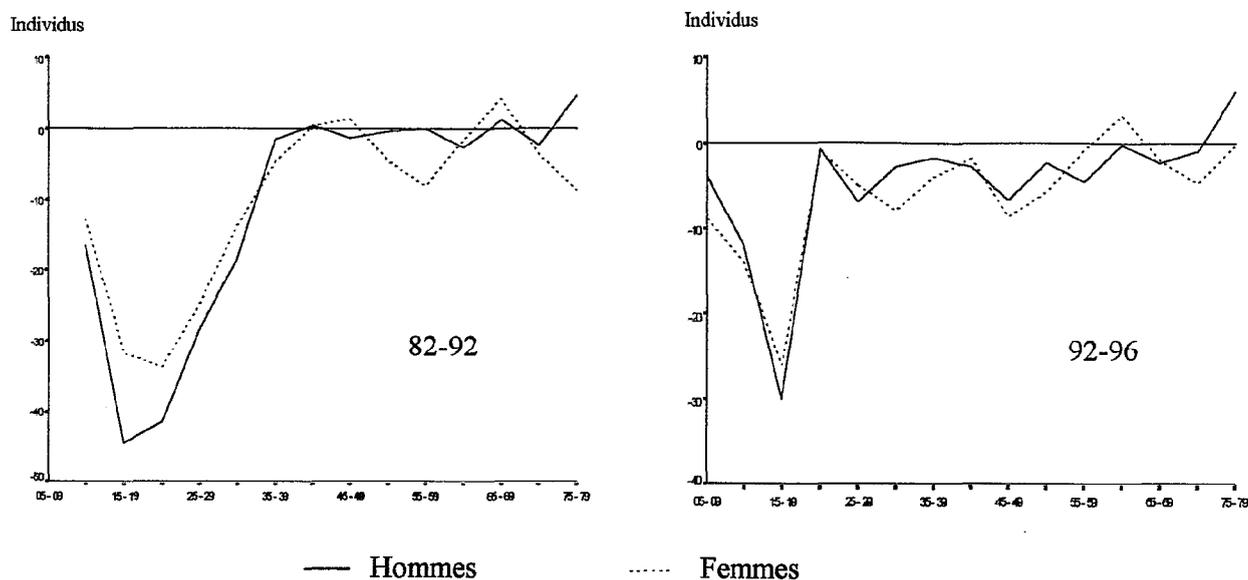


Le solde migratoire 82-92 montre que les départs se focalisent sur la population des 15-24 ans. C'est donc la migration des jeunes travailleurs et l'absence des étudiants qui cause la forte baisse de population sur la dernière période intercensitaire. Les départs des jeunes dépassent même cette catégorie d'âge, car jusqu'à 30-34 ans le solde est fortement négatif. Or l'expulsion a été tellement forte (près de 70 % des 15-24 ans) qu'entre 1992 et 1996, seuls les 15-19 ans s'en vont. Les autres catégories de jeunes en âge de travailler ont été « épuisées ». En revanche, la période 92-96 voit partir une quantité atypique d'individus entre 45 et 49 ans, et globalement environ 20 % de la population active de plus de 35 ans. Il y a donc déplacement de l'expulsion sur les catégories plus âgées.

On peut également observer un faible mouvement de retour entre 82 et 92 pour la catégorie des 40-44 ans, et surtout pour les 65-69 ans, probablement des retours en retraite. Les soldes 92-96 montrent même un avancement de l'âge de la retraite puisque l'on retrouve ce pic chez les 60-64 ans.

Si l'on se réfère maintenant aux soldes migratoires par sexe ( Cf. page suivante ), la migration est inégalitaire pour la catégorie des 15-24 ans entre 1982 et 1992 (Fig. ). Différence qui disparaît dans la période suivante, peut-être par un effet de socialisation. Le départ des filles à l'internat serait mieux accepté. Chez les femmes, les retours en retraite sont plus marqués et suivis de nouveaux départs. On peut imaginer une poursuite des retraites à l'extérieur, chez un enfant, pour cause de veuvage.

**Graph. 18**  
**El Peral-Los Corrales : soldes migratoires par âge et par sexe 82-92, 92-96**  
 (Source : INE-ORSTOM-LIMARI 96)



#### 4. Situations de migration

La pré-enquête réalisée en avril 1997 comporte un volet qualitatif d'entretiens destinés à illustrer le phénomène étudié. Interrogeant des personnes présentes sur le lieu de départ, nous avons surtout recensé des cas de migration temporaire, ou définitive avec retour. La démarche n'a pas été assez systématique pour en extraire une typologie, mais permet d'observer ou de questionner certains faits. Emergent des situations de migration récurrentes que nous commenterons au fur et à mesure.

##### Les scolaires :

La poursuite d'études conditionne la mobilité. Il y a trois écoles dans la zone d'enquête. L'école d'El Peral est dans la zone rurale de Punitaqui, l'unique établissement à dispenser des cours jusqu'au niveau 8 (équivalent de notre 4e de collège), soit l'enseignement primaire complet. Les écoles de Portosuelos Blancos et Los Corrales ne permettent pas de dépasser le niveau 6. Les enfants du secteur Los Corrales précèdent donc ceux d'El Peral à l'internat de Punitaqui. Tous les enfants n'atteignent pas l'enseignement secondaire, mais ils sont de plus en plus nombreux à y avoir accès (pour cause d'aide publique). Nous avons recensé dans les 28 ménages, 6 enfants à Punitaqui, 2 à Ovalle et un dans la I Región. 20 personnes ont été à l'internat de Punitaqui, 15 à celui d'Ovalle. Une personne a été chez un membre de sa famille dans la Région de Coquimbo, 4 dans le Norte Grande. Parmi les cas particuliers, il est arrivé deux fois qu'un enseignant garde avec lui un enfant du village.

Rosa et Roxana 18 ans, sont deux soeurs jumelles qui ont suivi l'enseignement secondaire chez leur tante maternelle, assistante sociale à Arica (à 1500 km environ). L'été, elles rentraient

pour travailler comme *temporeras*. Désormais, elles ont terminé et se retrouvent avec leur père veuf et deux petites soeurs, dans l'expectative, espérant pouvoir retourner là-bas travailler et étudier.

Erix 14 ans, est le cadet des deux fils de Luzmenia Ortiz. Contrairement à son frère qui n'a pas terminé le niveau secondaire obligé de travailler, Erix veut aller le plus loin possible. Il a insisté pour aller à l'internat d'Ovalle et son frère est prêt à l'aider. Chaque fin de semaine et pour les vacances, il retourne chez sa mère à El Peral.

### Les jeunes

Le travail commence plus ou moins tôt selon les familles. Garçons et filles ont tous été temporero de l'agriculture dans la Province. C'est un emploi presque sûr durant entre 4 et 6 mois chaque année, permettant d'économiser, et pour certains de voyager à la recherche d'un travail dans le nord minier, les villes (Antofagasta, Calama, Ovalle, Santiago), là où il y a de la famille en général. En 1997, au bout de quatre ans de sécheresse, l'agriculture irriguée régionale en crise avait considérablement baissé les salaires ; lors de notre présence dans la région au mois d'avril, la journée de travail sans repas se payait 1 800 \$<sup>1</sup>. Etre temporero implique une migration périodique, qui ne modifie pas le lieu de résidence familial mais constitue un élargissement de l'espace de vie. La migration des jeunes rencontrés à El Peral se caractérise par une alternance entre une destination lointaine et la saison agricole dans le riego.

Jaquelin 22 ans, est partie travailler comme employée de maison à 16 ans, dans la commune de Calama. L'emploi lui a été trouvé par un oncle vivant là-bas. L'expérience s'est vite avérée pénible. On la faisait travailler de 6H à minuit, avec un seul jour de repos par semaine, pour un salaire de 65 000 \$ (le salaire minimal, équivalent à 1000 francs. Elle est resté cinq mois puis a préféré rentrer à El Peral, estimant que le travail temporaire dans l'agriculture lui permettrait de mieux s'en sortir. Aujourd'hui, elle aimerait tenter à nouveau de partir, mais se sent limitée par son faible niveau d'études (elle n'a que le primaire).

Fabian, 20 ans, est le frère de Jaquelin, mais lui a pu suivre l'enseignement secondaire. Dans sa famille, des cinq enfants ayant fini leur scolarité, il est le seul à avoir atteint le secondaire. Comme c'est aussi l'unique garçon, on peut supposer qu'une norme discriminatoire en faveur de l'homme est à l'origine de cette situation. Fabian est parti d'abord à l'internat de Punitaqui. Il a fait les trois dernières années à Ovalle pour entrer dans l'équipe de football municipale. A 17 ans, il revient à El Peral où il attend la saison agricole qui lui permet de travailler 5 mois. Il décide ensuite de monter à Antofagasta avec un ami d'El Peral en 1996. Ils sont hébergés par un cousin de cet ami. Rapidement, ils trouvent du travail dans une entreprise de construction, payé 3 000 \$<sup>2</sup> la journée. En devant payer un aller-retour quotidien et la nourriture, cet emploi s'avère peu rentable ; il dure un mois et demi. Tout juste après, Fabian trouve un emploi de « *junior* »<sup>3</sup> chez une compagnie d'assurance, payé 85 000 \$ mensuels avec les repas, ce qui est plus que le salaire minimum, et de son point de vue assez satisfaisant. Mais l'emploi dure un mois, le temps d'un remplacement. Fabian sera tour à tour junior chez un médecin, puis dans une station service. Parallèlement, il suit des cours de mécanique à l'INACA, un institut de formation professionnelle, ce qui lui coûte un tiers de son salaire. Finalement, après 9 mois à Antofagasta (d'avril à décembre 96), Fabian revient à El Peral pour la saison agricole. Il projette néanmoins de repartir en mai 97, grâce à ses économies, pour Santiago ou peut-être le

<sup>1</sup> Ce qui représente moins de 30 F.

<sup>2</sup> Un petit peu plus que le salaire minimum (environ 50 F en 1997)

<sup>3</sup> Fonction réservée à un jeune, qui consiste à s'occuper du courrier, du ménage etc., des différentes tâches qui n'incombent pas aux autres employés d'une organisation (secrétaire, gardien etc.).

nord de nouveau. Après l'enquête, nous avons repris contact avec Fabian à Santiago même, où il avait fini par trouver du travail avec un cousin, grâce à une tante qui les avait recommandés dans un supermarché. Hébergés un temps, les deux jeunes gens se sont loués une chambre et résident depuis à Santiago, avec un salaire de 80 000 \$ repas compris.

Viviana est orpheline depuis l'âge de 10 ans, elle a été élevée par sa grand-mère et a dû s'occuper très tôt de son petit-frère. Elle n'a pas connu la ville jusqu'à 19 ans où elle part travailler à Ovalle. Elle trouve un emploi de caissière dans un supermarché du centre, et depuis, s'estime chanceuse de le conserver. Elle ne dispose pas du niveau scolaire secondaire et ceci la limite considérablement dans ses attentes. A 25 ans, elle est tombée enceinte et s'est retrouvée seule. Naturellement<sup>1</sup>, elle a confié l'enfant à sa grand-mère, et vient le voir à El Peral chaque jeudi, son unique jour de repos. A 29 ans, elle espère pouvoir prendre des cours pour atteindre le niveau secondaire et peut-être progresser dans son travail.

Christian a étudié à l'internat de Punitaqui de 1985 à 1989. A 18 ans, il part pour Copiapó (III Région) avec trois amis. Ils résident chez des parents deux semaines mais à défaut de travail retournent chez eux. Christian va vivre comme temporero de 1990 à 1994. En 1995, il monte à Calama avec un ami, ayant appris qu'une mine embauchait. Luis est refusé à l'examen médical, mais Christian est accepté. Pendant 5 mois, il travaille dans la construction d'infrastructures autour de la mine. Le contrat terminé, un oncle mineur dans la Région de Santiago lui propose un emploi à Los Andes. En 1996, Christian se retrouve mineur de fond comme manoeuvre, mais le travail est très dur et mal payé. Il décide de rentrer pour la saison agricole à Camarico (localité de Punitaqui). Il y vit avec d'autres temporeros et le dimanche retourne chez sa mère.

### Les mineurs

Si le métier de mineur n'apparaît pas dans la situation actuelle des personnes absentes, aussi pregnant que les présupposés le laissent entendre, la plupart des hommes rencontrés ont déjà été à la mine. Certains sont des spécialistes de l'exploitation artisanale, ayant commencé dès l'adolescence comme *pirquinero*. Ceux-ci sont particulièrement perturbés par la professionnalisation du secteur.

Neftali (40 ans) est *pirquinero*, son père était *pirquinero*, il lui a appris comment détacher un bloc de pierre, et le concasser pour en extraire l'or. A moins de 4g par tonne, ce qui est courant, il est difficile de travailler. D'où la nécessité de s'en aller. Neftali est parti pour la première fois à l'âge de quinze ans, à Copiapó. Il a été mineur de fond dans une mine de cuivre durant 9 mois. A cause d'une baisse des cours, il est revenu à El Peral. Il lui est désormais difficile de retrouver un emploi dans la mine à cause d'une blessure à la jambe.

Luis (44ans) a commencé à travailler à 14 ans comme *pirquinero*. A 15 ans, il part chercher du travail à Calama avec un beau-frère qui a déjà connu ce type de situation. Ils se font engager dans une mine et travaillent 6 jours par semaine et 12 mois de l'année pour un mois de congés payés. La paye journalière équivalant au minimum légal actuel. Luis suit ce rythme pendant trois ans, puis part faire son service militaire. A 20 ans, il revient à Los Corrales et s'y marie. Depuis, il reste dans le secteur, travaillant tour à tour dans des mines locales, où dans le *riego* comme temporero.

Mario travaille depuis l'âge de 17 ans comme *pirquinero* dans la grande mine de Punitaqui, Los Mantos (à 5 km de los Corrales). Il a extrait dans des zones à 10g d'or la tonne. La «grande époque» de la mine d'or à Punitaqui, s'est déroulée selon lui entre 1979 et 1985. La

<sup>1</sup> Les Communautés Agricoles en général secrètent une grande tolérance vis à vis des enfants naturels, qui avait déjà marqué R. Gonzalez en 1956 (op. cit. *Comunidades del Norte Chico...*) et reste observable.

compagnie leur concédait 10 % de la production. Après l'épuisement du site, il travaille dans le cuivre, à la Higuera (Provincia de l'Elqui) pendant trois ans ; cela rapporte moins que l'or mais demeure acceptable. Après, il travaille trois ans dans l'agriculture comme temporero. En 1992 il redevient pirquinero jusqu'en 1994. Il part alors pour Calama avec deux amis, ayant entendu parler de concessions pour extraire de l'or. La rumeur était fausse, il redescend par Copiapó où il trouve un chantier de construction qui lui permet de travailler deux mois. Mario revient finalement pour la saison agricole de Monte Patria. En 1995, il travaille de nouveau 4 mois à La Higuera, puis à la mine de Los Mantos, puis dans une mine de Combarbalá. Il est revenu depuis début 1997, pour bénéficier d'un programme de nettoyage des puits.

### Les femmes

Les femmes rencontrées au cours de notre enquête cumulent peu d'expériences de la migration. Au contraire, celles qui nous commentent leur existence ont souvent été obligées de rester. Luzmenia doit s'occuper d'une tante malade, Mircea est revenue du nord depuis le décès de sa mère pour s'occuper de la maison, Juanita doit rester au magasin. Le point commun de ces situations est qu'il s'agit de femmes seules. La situation familiale semble peser sur la liberté des personnes. Il est peu fréquent qu'une femme parte seule, se sépare de la communauté en étant célibataire, à moins que ce soit pour travailler comme aide-ménagère, d'où l'originalité du cas suivant.

Adelaida (47 ans) rejoint sa soeur à Calama à l'âge de 16 ans pour travailler comme nourrice chez un jeune couple. Ceux-ci déménagent pour Santiago, mais elle refuse de les suivre car elle n'a pas de famille dans la capitale. A 22 ans, elle trouve un emploi d'ouvrière dans une usine de pièces pour appareils électriques, à María Elena. Elle vit dans un premier temps avec sa cousine, puis partage un logement avec des amies. A 29 ans, elle se marie et quitte l'entreprise, pour retourner à El Peral.

Norma (66 ans) a été envoyée « pour aider » dans une maison de l'hacienda voisine à l'âge de 10 ans. A 14 ans, elle est aide-cuisinière à Punitaqui, à 17 ans change de maison. Elle revient à El Peral à 25 ans, se marie et reste définitivement.

### Les commerçants

Depuis les débuts de l'histoire du Norte Chico, l'interaction entre la mine et l'agriculture a produit des échanges. La Communauté Agricole n'est pas un monde clos. Au contraire, la forte expulsion traditionnelle avec ses retours, et le va-et-vient des marchands entre la ville, la mine et la communauté, ont multiplié les canaux d'information. Le petit commerçant est une figure importante de la société communautaire, c'est un médiateur qui par sa connaissance de l'extérieur, influe sur la décision de migrer. De nombreuses personnes absentes ont été répertoriées dans une activité commerciale. L'intégration des migrants dans les milieux urbains n'est sûrement pas étrangère à cette culture du commerce.

Juan (61 ans) quitte El Peral à 21 ans pour la localité de Pedro de Valdivia (II Región). Sachant par des amis du village qu'on pouvait y trouver du travail ; il demande l'autorisation à son grand-père et rejoint la mine de salpêtre. Le grand-père de Juan était commerçant ambulancier. Il vendait des produits du Norte Chico dans les mines du nord, en empruntant la voie maritime Coquimbo-Tocopilla. Après un an de travail comme mineur, Juan suit les traces de son grand-père. A 22 ans, il commence un négoce de fruits secs, charqui, charcuterie et fromage de chèvre, à destination de Pedro de Valdivia. Les trois premières semaines du mois étaient consacrées à cultiver le goce singular dans la Communauté Agricole, à l'élevage des

chèvres et à la fabrication du *charqui*. La quatrième semaine était celle du voyage (en train) et de la vente. Au bout de deux ans, Juan change pour Chuquicamata plus rentable. Pendant trois ans les affaires marchent bien, mais à la fin le commerce s'essoufle : les gens payaient à crédit, les rentrées d'argent devenaient incertaines. Juan, marié depuis ses 23 ans (1950) préfère revenir à un rythme de vie plus tranquille. Dans les périodes de pression économique, il ira de nouveau travailler à la mine (Salvador durant 3 ans, Los Mantos de Punitaqui 3 mois) alternant entre agriculture et commerce.

Julio (75 ans) accompagnait son père sur les marchés dès l'âge de 10 ans. A 21 ans il est commerçant ambulante vendant à Pedro de Valdivia les produits achetés dans la région d'Ovalle ou provenant de la Communauté Agricole (cuir, *charqui*, fruits secs). Pendant 10 ans, il passe 10 jours par mois dans le nord. A 33 ans, il se marie et comme la concurrence devenait forte dans le nord, il décide de rester dans la région. Il était devenu plus facile de vendre en gros à Ovalle, qu'en porte à porte aux mineurs. Juan se spécialise dans le *charqui*. Il va chercher les chèvres à cheval dans la pré-cordillère, à Combarbalá, Tulahuén, jusqu'à une centaine de têtes, puis les abat avec ses frères, sale les parties qui sèchent cinq jours et sont prêtes pour la vente. Aujourd'hui, Juan continue à faire du *charqui*, mais son activité principale est le commerce de boissons. Il achète en gros à la centrale Coca Cola d'Ovalle, et fait livrer en camionnette par son fils le plus jeune dans les localités isolées.

## CONCLUSION

Caractéristiques de la population des Communautés Agricoles

S'il a été facile de circonscrire l'espace des Communautés Agricoles, lui faire correspondre une population demeure problématique. Néanmoins, l'exploitation du recensement de 1992, associée à d'autres sources, nous ont permis d'établir quelques repères.

Nous savons que la population des Communautés Agricoles est surestimée par les études se référant aux chiffres publiés par l'IREN-CORFO en 1979. Le recensement ramène la proportion à 24 500 individus environ, soit 15 % de la population rurale régionale. Toute l'incertitude réside dans la population qui a été enregistrée ailleurs pour cause de mobilité, mais qui est susceptible de l'habiter à nouveau ou de faire valoir des droits dessus. La population des Communautés Agricoles se localise principalement sur les territoires communaux d'Ovalle, Monte Patria, Punitaqui, Combarbalá (Provincia de Limari) et Canela (Provincia de Choapa).

Nous avons comparé la population de la IV Región et des Communautés Agricoles, selon les structures d'âge et le niveau scolaire. La population des Communautés Agricoles est globalement plus vieille : la classe des plus de 65 ans dépasse les 10 %, les 15-44 ans n'atteignent pas 40 %. Scolairement, la marginalité des Communautés Agricoles se détache clairement. 19 % des personnes n'ont jamais été scolarisés, mais les proportions sont faussées par l'absence des jeunes du niveau secondaire recensés en internat, et la surreprésentation des anciens. A défaut de détails, on se reportera à une estimation de 1984<sup>1</sup> évaluant l'analphabétisme à 22 % de la population.

Le niveau de revenu dans les Communautés Agricoles, les classe dans le secteur des plus défavorisés. L'indigence rurale se circonscrit au territoire des Communautés Agricoles, selon le MIDEPLAN (Ministère de la planification). Les revenus ne sont pas homogènes, il y a différents niveaux de pauvreté au sein d'une même communauté, et différents revenus moyens dans l'ensemble des Communautés Agricoles de la IV Región. La source de ces revenus est de moins en moins la production agricole et minière, mais le salariat et l'aide publique.

La migration à El Peral-Los Corrales

L'information la plus forte concerne l'évolution de l'effectif de population. De 1952 à 1982 la population est quasi-stationnaire, avec des taux d'accroissement annuels faiblement négatifs. Il s'agit bien d'une zone d'expulsion. La dernière période intercensitaire révèle une forte accélération du mouvement d'émigration, qui s'intensifie entre 1992 et 1996.

Le secteur se vide de ses forces vives, ce sont les classes jeunes qui alimentent massivement les départs : 15-34 ans dans le premier temps, puis les classes plus âgées dans le second. L'intensification se traduit également par un déplacement de l'expulsion sur la population féminine.

Nous avons observé quatre motifs de départs : professionnel, familial, scolaire, pour obligation militaire. Sur 231 individus originaires de la zone (recensés en enquêtant 28 foyers), 113 n'y résident plus pour cause professionnelle ou familiale, soit 60 % des plus de 14 ans.

<sup>1</sup> J.-C. Saez, *Energía para el desarrollo...*, op. cit. p. 23

Les absents se localisent prioritairement dans la Région de Coquimbo (52 %) puis dans le Norte Grande (35 %). Les communes les plus attractives sont Ovalle, Punitaqui, María Elena et Calama.

Les activités recensées révèlent une bonne capacité d'intégration aux emplois urbains. On est loin du schéma mine-agriculture communément cité. Les villes du nord attirent plus que les mines du nord, et Ovalle permet à beaucoup de poursuivre une activité dans le secteur tertiaire. Si la population absente est homogène au niveau de la répartition homme-femme, le statut de chacun est différent. L'homme travaille, et sa femme le suit. La femme célibataire migre peu, ou alors comme aide ménagère, situation qui est mieux acceptée.

#### Bilan méthodologique

L'observation de la migration étant difficile à l'échelle des Communautés Agricoles, nous avons opté pour une lecture des recensements sur une zone réduite. Le cas a été déterminé par l'opportunité d'agréger les résultats de l'enquête ORSTOM-LIMARI96, réalisée sur le site El Peral-Los Corrales, commune de Punitaqui. Il s'agit d'une partie de la Communauté Agricole Punitaqui, l'une des plus importantes de la IV Región en termes de population.

Pour restituer la complexité de la zone, nous avons regroupé les localités du recensement en trois sous-secteurs géographiquement cohérents. Nous avons procédé à l'ajustement des localités dans les recensements de 1952, 1962, 1970, 1982, 1992 et l'enquête de 1996. La série de population ne pose pas de problème technique au niveau du secteur entier, les informations éditées demeurant assez explicites. Mais les sous-secteurs génèrent de l'incertitude et nécessitent un temps de travail important. El Peral-Punitaqui étant déjà en soi une partie de la Communauté Agricole Punitaqui et compte-tenu du niveau de population, il n'était pas indispensable de diviser de nouveau. Il nous semble que dans une perspective d'extrapolation pragmatique, il ne faudra pas déterminer d'unités d'analyse trop fines si l'on veut exploiter la même période. Celle-ci nous convient pleinement dans la mesure où elle couvre de manière assez heureuse les grands changements politiques, sociaux et économiques.

Il est regrettable que les données sur les âges soient indisponibles de 1952 à 1970. L'utilité des recensements pour l'analyse migratoire est donc limitée jusqu'à cette date. On peut cependant calculer les soldes migratoires, et obtenir une quantification satisfaisante. Nous n'y avons pas eu recours, la courbe de population étant assez éloquente. Le calcul des soldes migratoires par âge entre 1982 et 1992, intervalle crucial a posteriori, est finalement probant. L'interprétation pose problème pour tous les micro-mouvements, mais l'événement principal s'exprime clairement. Sur des populations de moins de 500 personnes, sans migration forte, il ne sera pas utile de reproduire la démarche.

## CONCLUSION GENERALE

### Migration : régulation et dérèglement du système territorial

Dans la première partie de ce mémoire nous avons retenu une hypothèse concernant le rôle de la migration dans les Communautés Agricoles. En interprétant le travail des anthropologues et des écologues, la reproduction du groupe s'appuie sur une stratégie de subsistance dans laquelle la complémentarité de revenus est primordiale. Mais aussi, la migration participe d'un mécanisme de stabilité démographique. L'équilibre du système territorial dépend de l'expulsion de l'excédent de population. Dans la deuxième partie nous avons analysé l'évolution des structures agraires régionales. Concernant les trente dernières années, les Communautés Agricoles ont été exclues des grandes politiques. Nous avons conclu malgré cela qu'elles ne pouvaient échapper aux déterminants macro-économiques et notamment au développement de la viticulture. Nous avons alors formulé l'hypothèse d'une transformation de la mobilité. La troisième partie à travers l'étude du cas El Peral-Los Corrales (commune de Punitaqui) a conforté et précisé notre théorie.

Il est évident que la migration dans les Communautés Agricoles est un phénomène structurel. Nous savons combien le fait migratoire est culturel. La population rurale régionale ne croît plus depuis au moins quarante ans, tout comme celle de la zone d'étude. De plus, les recensements permettent d'établir avec précision que de 1952 à 1982, la population d'El Peral-Los Corrales s'est maintenue dans un état quasi-stationnaire (passant de 860 à 780 individus), apportant ici la meilleure preuve de l'homéostasie du système territorial. La série de population révèle une forte baisse à partir de 1982. En 14 ans le nombre d'habitants est divisé par deux. La transformation de la mobilité s'exprime d'abord par une intensification radicale des départs. Pourquoi le changement se note-t-il en 1992 et pas en 1982 ? Il semblerait que localement une crise économique ait retardé l'effet d'attraction de Punitaqui. Au niveau national, l'agriculture connaît une crise profonde en 1983 et une réorientation de politique. On peut donc supposer que le développement de l'agriculture régionale produit des effets plus importants sur le peuplement après cette période. Concernant les aspects qualitatifs de la mobilité, nos entretiens et notre enquête ne permettent pas d'introduire l'idée de changement, mais suggèrent l'existence d'un passage à la modernité.

L'exemple d'El Peral met en avant un phénomène de désertification humaine. Certes, la diminution de la population affectant les jeunes en premier, réduit forcément le nombre des naissances. On peut penser aussi que la taille des familles a tendance à baisser, mais le diagnostic est clair : nous sommes passés d'une migration structurelle forte, conservant la population à un niveau quasi-stationnaire, à une brusque accélération de l'exode. Cette migration touche toutes les classes d'âge et expulse tout particulièrement les forces vives de la Communauté. La recomposition de l'espace rural régional tend à créer des rassemblements dans le *riego* et dans les villes, au détriment des parties montagneuses. Une telle évolution est-elle souhaitable ? Dans un pays qui montre tant de difficultés à réguler le fonctionnement urbain, n'y a-t-il pas un intérêt à vouloir éviter les foyers de paupérisation ? La pauvreté urbaine n'est pas préférable à la pauvreté rurale, s'il faut régler les deux problèmes, autant ne pas en rajouter. Limiter la dépopulation des Communautés Agricoles, c'est aussi contribuer à contrôler les concentrations pathogènes.

### Quelle fonction pour l'espace des Communautés Agricoles ?

Poser le problème du peuplement de l'espace des Communautés Agricoles revient à interroger ses fonctions, passées, actuelles et futures. Traditionnellement, les Communautés agricoles sont des territoires où une population instable réside, et où se pratique une agriculture de subsistance qui ne permet pas seule, d'assurer la reproduction sociale. Les conditions d'aridité et l'économie englobante limitent de plus en plus l'importance et les perspectives de cette agriculture. Les situations peuvent varier selon les territoires, mais globalement il nous semble peu raisonnable de situer la problématique du développement des Communautés Agricoles sur le plan de l'amélioration des techniques traditionnelles. C'est peut-être souhaitable pour le milieu, mais pour reconstruire les sociétés locales, et faire de ces unités des espaces habités dans des conditions dignes, la démarche manque de prospective. Une des solutions nous est montrée par les habitants des Communautés Agricoles eux-mêmes. Pourquoi ne pas renforcer la fonction résidentielle de ces espaces, qui prime objectivement depuis longtemps ? La proximité de l'activité économique offre l'opportunité d'un resserrement de la cellule familiale. La mobilité peut se substituer à la migration, au bénéfice du territoire. On peut imaginer des Communautés Agricoles où les adultes travaillent à l'extérieur et reviennent chaque soir où en fin de semaine vivre en famille, dans un lieu ou communauté signifie autre chose que propriété collective.

L'hypothèse de la fonction résidentielle se heurte premièrement à la saisonnalité de l'activité agricole. L'emploi dans le riego est rarement permanent. Il faut donc trouver des activités alternatives. Deuxièmement, pour favoriser une interconnexion durable des Communautés Agricoles avec les bassins d'emploi, il est nécessaire d'investir dans les transports. Si la communauté est trop isolée, elle ne peut être attractive. Troisièmement, les conditions d'habitation sont souvent misérables : pas d'eau, pas d'électricité, constructions rudimentaires, isolement etc. .

Les pouvoirs publics sont bien conscients de ces problèmes et interviennent dans les trois domaines. Au niveau de l'emploi, il existe des programmes subventionnant des travaux d'intérêt public. L'effet sur l'économie familiale est plus efficace que sur l'aménagement. Concernant les transports, de nombreux chemins ne sont toujours pas carrossables, et les rares bus circulant dans les Communautés Agricoles constituent un moyen de déplacement peu abordable. Au niveau de l'habitat, les investissements sont inégaux et insuffisants. L'effort est notable sur l'éducation, les enfants sont scolarisés dans des équipements corrects et peuvent aller à l'internat. Malheureusement, cette politique précipite la fuite de population : les mieux éduqués ont plus d'opportunités de travail à l'extérieur. Sur un secteur comme El Peral, la plupart des maisons sont de bonne qualité, la municipalité ayant financé la construction de petits chalets en bois. Le grand problème est le manque d'eau. On ne peut envisager de fixer et faire croître une population sans eau, et encore moins d'y développer ultérieurement une activité économique. Dans ce dernier domaine, on peut se demander s'il existe une volonté d'intervention de la part des collectivités territoriales.

Nous savons que le progrès dans la gestion de l'eau est au coeur de la dynamique économique régionale. Grâce à l'irrigation surtout, les vallées de la Région de Coquimbo sont devenues le secteur le plus rentable de la fruticulture chilienne. Une autre optique serait de voir dans les Communautés Agricoles non plus un bassin de main d'oeuvre bon marché pour l'agriculture d'exportation, mais un espace de production compétitif. Or, des terres qui n'avaient pas de valeur sont potentiellement rentables aujourd'hui, et attirent la convoitise des grands groupes.

Nous avons pu observer au long de l'histoire du Norte Chico la reproduction de ce schéma, qui s'est traduit par des mouvements de colonisation de terres, des conflits entre Communautés Agricoles et haciendas, et plus récemment par l'absorption des propriétés communautaires de la vallée du Guatulame, à Monte Patria.

La loi de 1984 a réhabilité l'espace communautaire sur le marché foncier, la voie est ouverte juridiquement à une nouvelle étape de la concentration de la terre. Si ce type d'évolution est mis en équation avec le concept de développement, la recomposition du tissu social dans les Communautés Agricoles n'est pas une priorité pour les pouvoirs publics. Pauvres et numériquement faibles, ils sont plus faciles à racheter. Nous pensons qu'un développement agricole sera possible sur certains secteurs des Communautés Agricoles, en fonction du rapport entre le coût de l'irrigation et le terme de la rentabilité. Comme l'aménagement est suspendu à l'intervention des grands groupes, l'un des enjeux sociaux pourrait résider dans la négociation d'une participation à l'investissement dans des infrastructures publiques, au bénéfice des habitants de la zone.

## BIBLIOGRAPHIE

- Acuña (Lila), **Cultura campesina en comunidades del Valle de Putaendo**, Academia de humanismo cristiano, Santiago, 1983.
- Aranda (Ximena) « Algunas consideraciones sobre la trashumancia en el Norte Chico », **Informaciones Geográficas 1970-71**.
- Aranda (Ximena) « Evolución de la agricultura y el riego en el Norte Chico : valle del Huasco », **Informaciones geográficas 1969**, pp. 10-41.
- Avendaño (Sergio) **Las Comunidades Agrícolas de la IV Región. Una particular relación hombre-tierra**, Ovalle, 1986.
- Baraona (Rafael), Aranda (Ximena), Santana (Roberto), **Valle de Putaendo, estudio de estructura agraria**, Instituto de geografía, U. de Chile, Santiago, 1961.
- Bauer (Arnold), **La sociedad rural Chilena : desde la conquista española a nuestros días**, Editorial Andres Bello, 1993.
- Bertrand, Ruiz de Loizaga, Allende, **Relaciones de poder en el area rural (análisis histórico social de la localidad de valle Hurtado)**, Seminario de memoria para optar al título y grado de licenciado en sociología, U. de Chile, Santiago, 1967.
- Bonte (Pierre), Izard (Michel), **Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie**, P.U.F., Paris, 2e éd., 1992.
- Brunet (Roger) et. al. **Les mots de la Géographie**, Reclus-La Documentation française, Paris, 1992.
- Bustamante (Jorge), Flores (Lilia) et. al., **Huentelauquen : una comunidad hunana de zona en desertificación**, Universidad del Norte, 1979.
- Cañon (Patricia), **Las comunidades agrícolas de la Región de Coquimbo frente a una reforma agraria : el caso de Mincha**, Tesis para optar al título de ingenier agrónomo de la Universidad de Chile, Santiago, 1964.
- Carmagnani (Marcelo), **El salariado minero en Chile colonial. Su desarrollo en una sociedad provincial, el Norte Chico 1690-1800**, Santiago, 1963.
- Castillo Gomez (Gastón), **Asentamientos en quebradas y movimientos trashumanticos de pastores contemporaneos (una aproximación comparativa)**, manuscrit, 1995.
- Cereceda (Luz Eugenia), Dahse (Fernando), **Dos décadas de cambio en el agro chileno**, Cuadernos del Instituto de Sociología Pontificia Universidad Católica de Chile, Santiago, 1980.

Cortes (Hernan), Gonzalez (Eldemira) sous la direction de, **Estudio histórico geográfico de la comuna de Punitaqui**, 1991.

D'Herbes (Jean-Marc), **Analyse agro-écologique des systèmes de production pour le développement rural intégré des zones arides du Chili : IV Région. Ière partie. Problématique du développement des Communautés Agricoles**, Montpellier, 1988.

Domeiko (Ignacio) « Limari, agricultura, campesinos », **Antología de Ovalle**, Ilustra Municipalidad de Ovalle, 1986

Domenach (Hervé), Picouet (Michel), **Les migrations**, PUF, Paris, 1995.

Dupré (Georges), « Y a-t-il des ressources naturelles ? », **Cahier Sciences Humaines 32 (1) 96**, pp. 17-27.

**Ecosistemas pastorales de la zona mediterránea árida de Chile. I Estudio de las Comunidades Agrícolas de Carquindaño y Yerba Loca, del secano costero de la Región de Coquimbo**, Montevideo, 1986.

Gomez (Sergio), **Cambios estructurales en el campo y migraciones en Chile (estudios de casos)**, 1981.

Gomez (Sergio), Echenique (Jorge), **La agricultura chilena, las dos caras de la modernización**, FLACSO-AGRARIA, Santiago, 1986.

Gomez (Sergio), **Persona y sociedad vol IX n°2 sept de 95**, La sociología rural en Chile, 1995

Gonzalez (Raúl), « Comunidades del Norte Chico. Mincha Norte », **Informaciones geográficas n° 3 y 4**, 1951.

Gwyne (Robert), **Outward orientation and marginal environments : the question of sustainable development in the Norte Chico, Chile**, *Mountain Research and development*, Vol. 13, no 3, pp. 281-293, 1993.

Góngora (Mario), **El Origen de los inquilinos en Chile Central**, U. de Chile, Santiago, 1960.

Astudillo Hernandez (Romualdo) , **Las comunidades agrícolas, un caso de atipicidad jurídica**, Tesis de derecho, U; de Chile, Santiago, 1992.

Instituto Militar de Geografía, **Geografía IV Región de Coquimbo**, Santiago, 1988.

INE, **XII Censo Nacional de Población y vivienda, abril de 1952, Provincia de Coquimbo, localidades pobladas.**

INE, **XIII Censo Nacional de Población y vivienda, noviembre de 1960, Provincia de Coquimbo, localidades pobladas.**

- INE, Dirección general de Coquimbo, **XIV Censo Nacional de Población y vivienda, abril de 1970, Provincia de Coquimbo.**
- INE, Dirección general de Coquimbo, **XV Censo Nacional de Población y vivienda, 21 de abril de 1982, IV Región - Coquimbo, Localidades pobladas, Santiago, 1992.**
- INE, Dirección general de Coquimbo, **XVI Censo Nacional de Población y vivienda, 22 de abril de 1992, IV Región - Coquimbo, Recuento Preliminar, La Serena, 1992.**
- INE, **Chile. Ciudades, Pueblos y Aldeas. Censo 1992**, Santiago, 1995
- INE, **Anuario de Minería**, Santiago, 1995.
- IREN-CORFO, **Estudio de las Comunidades Agrícolas - Informe Final**, 1979.
- Keller (Carlos), **El Norte Chico en la época de la formación de la República**, 1956.
- MIDEPLAN, **Recursos naturales, pobreza y desarrollo**, « Pobreza rural y deterioro del suelo : el caso de las Comunidades Agrícolas de la IV Región », pp.29-57, 1994.
- Mc Bride (George), **Chile su tierra y su gente**, (1ère édit. 1936), ICIRA 19, Santiago, 1970
- Pinto (Jorge), **La población del Norte Chico en el siglo XVIII. Crecimiento y distribución en una región minero agrícola de Chile**, Talleres Universidad del Norte, Coquimbo, 1980.
- Pouget (Jean) et. al., **Ambiente Arido y desarrollo sustentable - La Provincia del Limari**, Santiago, 1996.
- Rivera (Rigoberto), **Los campesinos chilenos**, GIA, Santiago, 1988.
- Rivera (Rigoberto), Cruz (María Elena), **Pobladores rurales**, GIA, Santiago, 1984.
- Saez (Juan Carlos), **Energía para el desarrollo rural : el caso de las comunidades de Coquimbo**, PRIEN, 1986.
- Salazar (Gabriel), **Labradores, peones y proletarios. La formación de la sociedad popular chilena del siglo XIX**, Ediciones Sur, Santiago, 1985.
- Solis de Ovando (Juan), sous la dir. de, **Comunidad agrícola Jimenez y Tapia**, PROCODES, LTDA, 1992.
- Zemelman, (Hugo) **El migrante rural**, ICIRA 25, Santiago, 1971.
- Zuñiga Ide (Jorge), **La emigración rural en la provincia de Coquimbo**, ILDIS, Santiago, 1972.
- Zuñiga Ide (Jorge), **Una investigación sociológica sobre el éxodo rural en la Provincia de Coquimbo**, Tesis para optar al título de licenciado en sociología, Universidad de Chile, 1977.

Zuñiga Arias (Alvaro), **Identificación y caracterización de las estrategias de reproducción económico-sociales en las Comunidades Agrícolas de la IV Región de Chile : el caso de Mincha Norte**, memoria para optar al título de antropólogo social, U. de Chile, 1994.

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

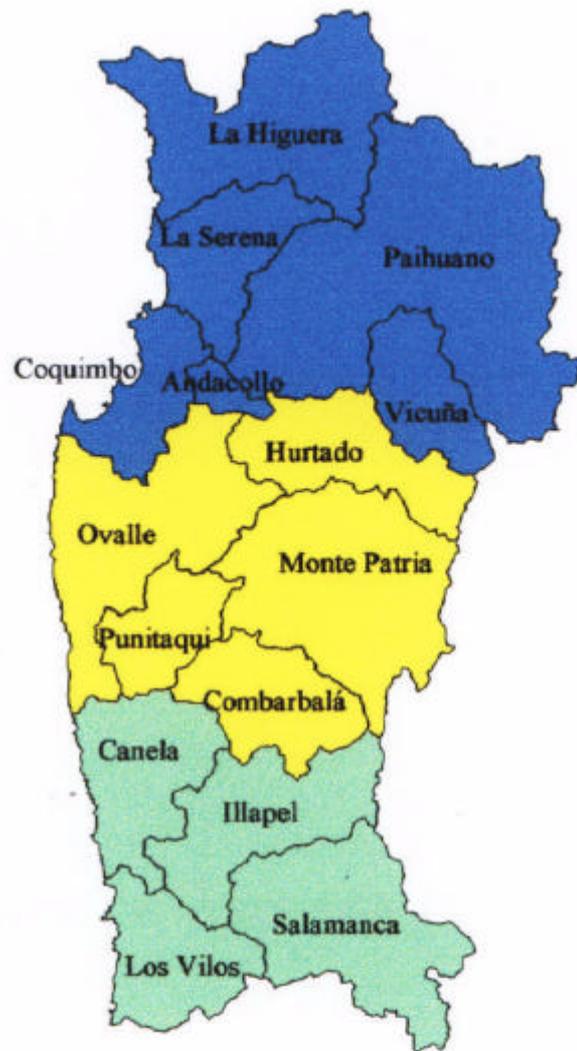
N°		Page
<u>Figures</u>		
1	La région de Coquimbo dans la moitié nord du Chili	4
2	Zones géomorphologiques	8
3	Climats	8
4	Déficit hydrique	8
5 bis	Cadastre des Communautés Agricoles de la IV Región	13
5	Système foncier d'une Communauté Agricole type	17
6	Districts censitaires de Punitaqui	63
7	Localisation de la zone El Peral-Los Corrales	63
8	La zone d'étude divisée en 3 secteurs	70
<u>Graphiques</u>		
1	Distribution comparée par secteurs agro-écologiques du nombre et des superficies des CA de la Région de Coquimbo	12
2	Evolution de la population et de la densité de population dans le Norte Chico et ses Corregimientos 1700 - 1813	44
3	La population de la provincia de Coquimbo au XIXe siècle	45
4	Evolution de la distribution des surfaces fruticoles et viticoles par province	47
5	Demande de travail mensuelle pour le raisin d'exportation dans le Norte Chico	47
6	Structure des âges en % : comparaison entre IV Región et CA	58
7	Niveau d'éducation : comparaison entre population des CA, rurale et urbaine en %	59
8	Niveau scolaire de la population d'El Peral-los Corrales	64
9	Structure des âges en % : El Peral-Los Corrales et Communautés Agricoles en 1992	65
10	La population d'El Peral-Los Corrales par année de scolarité	65
11	Soldes migratoires inter-censitaires entre 1885 et 1992	66
12	1952 - 1992 La population de la Région de Coquimbo	67
13	La population d'El Peral-Los Corrales de 1952 à 1996	68
14	La population des sous-secteurs El Peral, Los Corrales, Isolés	69
15	Evolution de l'effectif scolaire de la zone El Peral-Los Corrales entre 1988 et 1977	71
16	Age des premiers départs pour cause non-scolaire à El Peral-Los Corrales	75
17	El Peral-Los Corrales : soldes migratoires par âges en %, 1982 - 1992 et 1992 - 1996	76
18	El Peral-Los Corrales : soldes migratoires par âges et par sexe	77
<u>Tableaux</u>		
1	Distribution communale et superficies des CA de la Région de	13
2	Coquimbo Gabarits des Communautés Agricoles	13
3	Evolution des expropriations 1965-1972	37
4	Taille des domaines et superficies de riego en %, Région de Coquimbo 1976	40

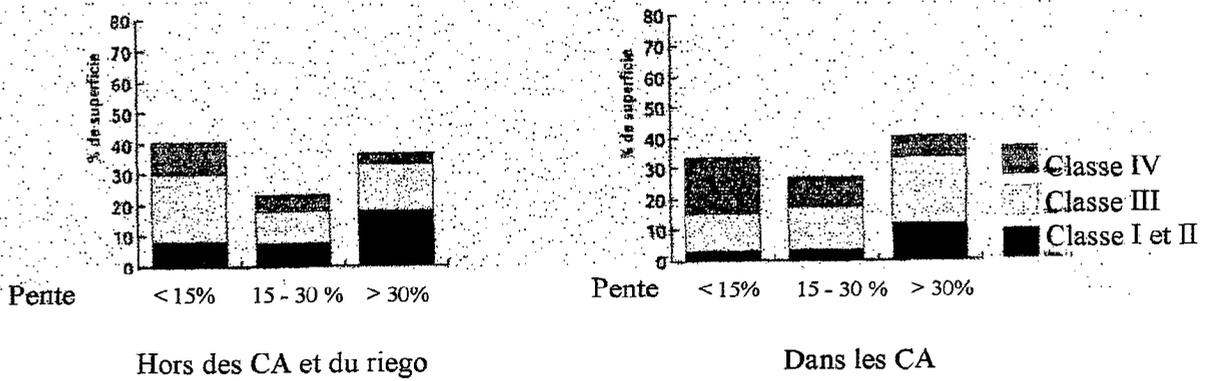
5	Distribution de la superficie de riego en % et en ha -Région de Coquimbo 1987	40
6	Comparaison de la distribution de la terre en ha équivalents entre la région de Coquimbo et la moyenne nationale - 1987	40
7	Evolution des superficies plantées de vignes et arbres fruitiers	46
8	Force de travail occupée du secteur « pêche-agriculture » en janvier-mars 1992	48
9	Production métallique en 1995 et % de la production nationale	49
10	Le secteur minier dans la force de travail occupée en %	49
11	La force de travail occupée du secteur « mine » en janvier-mars 1992-IV Región	50
12	Population des CA dans le recensement de 1992 par communes	57
13	% de population des CA dans la population rurale	57
14	La population des CA par sexe et par province	58
15	Population de la IV Región et des CA par groupes d'âges en 1992	58
16	Niveaux d'éducation : population rurale, urbaine, CA	60
17	Pauvreté urbaine et rurale dans la IV Región en 1990	60
18	Revenus monétaires moyens par an et par secteur agro-écologique	61
19	CA de Punitaqui : superficies et nombre de comuneros	62
20	Population présente de la zone El Peral-Punitaqui en 1992 et 1996, population en résidence base en 1996	64
21	El Peral-Los Corrales : taux d'accroissement annuel	69
22	Localisation individus absents El Peral-Los Corrales avril 97	73
23	Absents El Peral-Punitaqui. Activité par sexe	74

## ANNEXES

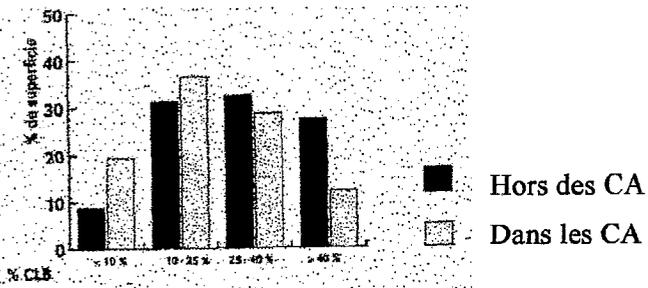
Carte : Les communes de la Région de Coquimbo	94
Graphiques : diagnostic spatial des écosystèmes de secano	95
Tableau : effectifs de population de la zone d'étude par localité	96
Tableau : grille d'enquête	97

**Les Communes de la Région de Coquimbo**





Distribution du CLV dans le secano selon la pente



Distribution du CLB dans le secano

PROYECTO LIMARI  
 Diagnostic spatial des écosystèmes de secano  
Ambiente arido y desarrollo sustentable : la Provincia de Limari, p.: 70

## Effectifs de population du secteur d'étude, par localité

Localités	52	60	70	82	92	96
Agua de Piedra	89	67	58	60	32	28
Churquiaco	30	26	54	28	17	13
hoyaca	70			47	37	39
huancayo	50	50			48	22
El Llanito	113	77	69	91	37	36
Naranjos	27				26	7
Pardicos	20	20			12	7
Placilla	23	204	308	62	113	106
Cda El Peral	72			232	33	27
Los Ranchos	27	20	39	6	16	17
Los Colorados	13	27	33	19	8	8
Los Corrales	264	257	233	239	185	110
TOTAL	858	844	799	784	562	416

## Grille utilisée pour caractériser les enfants ou la fratrie du chef de foyer

Nombre jefe de hogar + Código sector				Nombre hijo/a hermano/a			
Cuantos años cumplidos tiene  o año de nac. o orden	Sexo 1 Hombre 2 Mujer	Estado civil actual 1 Casado 2 Conviviente 3 Soltero 4 Viudo 5 Separado/ anulado	Enseñanza ultimo curso aprobado		Cuando nació donde vivía su madre ? 1 aqui 2 Punitaqui 3 Otro : especificar	Ubicación actual o ultima conocida	Ocupación actual o ultima conocida
			Curso 1 a 8  nunca asistió 0 0	Tipo 1 Primaria 2 Media 3 Tecnica 4 Univers.			
Cuando se fue ? Edad o año		De donde es su pareja ?		Piensa volver ? por la jubilación o otro		Está propietario aca ?	
Por que se fue ? Trabajo, estudios, se casó etc.							
Volvió más de 2 meses a casa	Participación al presupuesto familiar	Ultima vez que vino	Ultimo contacto	Cómo obtienen noticias	Frecuencia contacto		
si <input type="checkbox"/> no <input type="checkbox"/>	si <input type="checkbox"/> no <input type="checkbox"/>						